

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

NATIONALISME

ET

IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUES

Thèse soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris

le 2 Juin, à quatorze heures

par Joseph-Pierre LAURENT



« La position du centre de gravité de l'intérêt humain s'est déplacée de la *politique nationale* vers l'*économie mondiale*. Des considérations ayant trait aux formes du gouvernement, ou bien à l'établissement ou à la défense de la liberté individuelle elle a évolué vers des considérations se rapportant à la production, à la distribution et à la consommation de la richesse. » M. Nicolas Murray Buttlr, président de l'Université Columbia de New-York.

L'économie politique dans le monde de demain

« Les mêmes causes auxquelles l'Angleterre doit son élévation actuelle feront parvenir l'Amérique vraisemblablement dans le cours du siècle prochain à un degré d'industrie, de richesse et de puissance qui la placera au-dessus de l'Angleterre autant que l'Angleterre est aujourd'hui au-dessus de la Hollande ». Frédéric List. *Système national d'économie politique*, 1841.

Examineurs :

MM. OUALID
DESCHAMPS
RIST

DLJON

Imprimerie BERNIGAUD et PRIVAT
15, rue Bossuet, 15

1931



Digitized by the Internet Archive
in 2026

NATIONALISME
et
IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUES

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

NATIONALISME

ET

IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUES

Thèse soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris
le 2 Juin, à quatorze heures

par Joseph-Pierre LAURENT



« La position du centre de gravité de l'intérêt humain s'est déplacée de la *politique nationale* vers l'*économie mondiale*. Des considérations ayant trait aux formes du gouvernement, ou bien à l'établissement ou à la défense de la liberté individuelle elle a évolué vers des considérations se rapportant à la production, à la distribution et à la consommation de la richesse. » M. Nicolas Murray Buttler, président de l'Université Columbia de New-York.

L'économie politique dans le monde de demain

« Les mêmes causes auxquelles l'Angleterre doit son élévation actuelle feront parvenir l'Amérique vraisemblablement dans le cours du siècle prochain à un degré d'industrie, de richesse et de puissance qui la placera au-dessus de l'Angleterre autant que l'Angleterre est aujourd'hui au-dessus de la Hollande ». Frédéric List. *Système national d'économie politique*, 1841.

Examineurs :

MM. OUALID
DESCHAMPS
RIST

DIJON

Imprimerie BERNIGAUD et PRIVAT
15, rue Bossuet, 15

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Les guerres ont détruit dans le passé des valeurs de civilisation immenses. Mais, par suite de son ampleur et de sa durée, celle de 1914-1918 a bouleversé complètement le régime économique des nations qui, de près ou de loin, ont participé à ce conflit.

Pendant près de cinq ans, cinquante millions de personnes mobilisées ont été détournées d'occupations généralement productives pour être employées à des œuvres de destruction : vainqueurs et vaincus ont été ruinés après avoir jeté dans le creuset de la lutte la majeure partie de leurs ressources publiques ou privées.

Après une telle crise d'épuisement, il semblait que jamais ne serait réparée la perte de substance causée par la guerre et toutes les nations n'eurent qu'une préoccupation, relever leurs ruines ou perfectionner leur outillage pour produire à un rythme se rapprochant plus ou moins du rythme de guerre.

Pour procéder à la restauration économique, on aurait pû songer à appliquer l'une des quatorzes propositions du président Wilson, qui était de supprimer les entraves économiques ; et effectivement tous les peuples approuvèrent les vœux des conférences de Bruxelles, de Porto-Rosa, de Gênes, en faveur de la liberté commerciale ; « mais, en même temps, les

anciennes barrières douanières ont été élevées, et 12.000 kilomètres de nouveaux rempart sont été construits. Plusieurs pays même, et non des moindres, non contents de ralentir les mouvements des marchandises, ont tenté de restreindre ceux des capitaux et des hommes. Le divorce entre la théorie et la pratique est complet (1) ».

Effectivement, le désir des peuples plus spécialement atteints par la guerre de retrouver leurs courants normaux d'échanges, devait se trouver fatalement contrarié par la volonté non moins arrêtée de rivaux plus favorisés et désireux de maintenir des exportations qui leur assuraient des bénéfices dont l'importance ne faisait que mesurer l'endettement progressif de leurs débiteurs (2).

Cette espèce d'enrichissement sans cause entre nations ne pouvait que susciter le nationalisme défensif des débiteurs, en opposition avec l'impérialisme plus ou moins agressif de leurs créanciers.

Ces derniers donnèrent l'exemple de l'intransigeance en fermant leurs portes aux importations, et successivement, tous les pays du monde voulurent se rendre

(1) M. Henri Baudin, *Le Nationalisme économique* (Information des 21, 22, 29 septembre 1929).

(2) D'après un article de M. Louis Fougère, intitulé : *La course à la mort*, et publié dans l'*Européen* du 19 juin 1929, le solde débiteur de la balance commerciale de l'Europe, pour la seule année 1928, était de 114 milliards de francs, tandis que le solde créditeur des pays extra-européens était de 65 milliards dont 27 milliards pour les seuls États-Unis d'Amérique.

Recueilli dans *Solidarité européenne*, de M. Yves Le Trocquer, paru dans le *Capital* du 26 juillet 1929 : « Un autre exemple de cet appauvrissement de l'Europe est constitué par la diminution du volume des exportations anglaises dans les colonies britanniques. Ces dernières ont diminué leurs commandes par suite de l'attraction qu'exercent sur elles d'autres nations depuis 1918 et le volume des exportations anglaises n'a pas dépassé 60 p. 100 de son volume d'avant-guerre ».

indépendants en élevant des barrières douanières autour de leur propre marché, en conservant néanmoins l'espoir de vendre au dehors.

« Ces prétentions inconciliables, dit M. Julien Durand, conduisirent à des pratiques de dumping donnant elles-mêmes naissance à des mesures de représailles. Ainsi se formait tout un enchaînement d'opérations désastreuses qui devaient se traduire par un état de crise générale (1) ».

Ce rétrécissement des débouchés internationaux n'était point dû d'ailleurs au seul sentiment nationaliste et au désir de restreindre les importations ; les causes les plus diverses interviennent pour fermer chaque jour de nouveaux marchés et accentuer cet état de crise générale. Ces causes ont tantôt un caractère politique comme en Russie, en Chine, dans l'Inde et tantôt un caractère économique comme la dépréciation des produits nationaux dans les pays balkaniques, l'Australie, le Canada et les pays de l'Amérique latine. On voit aussi intervenir des causes monétaires comme la détérioration des changes en Espagne, au Brésil, en Argentine, ou comme l'avilissement de l'argent en Extrême-Orient (2).

Il est incontestable que pour les moins avertis le monde se trouve dans un état de trouble ou de transformation économique. Le fait est évident si l'on considère simplement les conditions d'existence de la vie privée où le ralentissement des affaires coïncide avec l'élévation du niveau d'existence et l'augmentation

(1) M. Julien Durand, *Balance commerciale et Fédération européenne* (*Information* du 27 juillet 1930).

(2) D'après M. Albert Despaux, *Les remèdes à la crise mondiale de sous-consommation* (*Informations* du 12 février 1931.)

des salaires (1), où la hausse des prix de détail concorde étrangement avec la baisse des prix de gros ; qu'à un point de vue plus général, on examine les transformations que le progrès scientifique a tout récemment apporté dans l'exécution matérielle du travail humain et dans la mentalité même des hommes. La puissance du travail humain a été encore accrue par les progrès de l'esprit d'association ; la concentration s'est développée dans toutes les branches de la production et tous les participants de la vie économique se sont groupés, les consommateurs au même titre que les salariés et les producteurs.

Une évolution corrélative de la précédente s'est effectuée dans l'ordre international et, comme le dit M. René Giraud, « autour des sources de matières premières, des masses se sont organisées, d'abord en deçà, puis au delà des frontières, constituant en marge des nations politiques de véritables États (2) ».

Ces « masses » que les marxistes actuels prétendent n'être que des « sphères d'investissement » du capital financier instituées par les monopoles des puissances capitalistes (3), ont cependant une communauté d'intérêts avec les masses voisines dont elles subissent toutes les vicissitudes. C'est ainsi, ajoute M. R. Giraud,

(1) D'après J. M. Keynes, le *niveau des conditions moyennes d'existence* en Europe et aux États-Unis a quadruplé depuis le seizième siècle tandis que le développement des capitaux a été de cent fois supérieur à ce qu'ils furent à n'importe quel âge de l'humanité (J. M. Keynes, *Coup d'œil sur les progrès passés et futurs de l'Economie nationale*, *Information* du 12 octobre 1930). — En ce qui concerne les *salaires*, d'après M. Siegfried, la main-d'œuvre du Nouveau Monde se paie environ deux fois plus cher que celle de l'Angleterre et trois à quatre fois plus cher que celle du continent (A. Siegfried, *Comment se pose le problème de la production aux États-Unis*, *Capital* du 18 mars 1931).

(2) Giraud, *La politique et l'économie* (*Capital* du 18 mars 1931).

(3) Boukharine, *L'Economie mondiale et l'Impérialisme*, p. 99.

que la « surproduction des houillères anglaises, touchera non seulement les mineurs du Lancashire, mais aussi ceux de Belgique, de France et d'Allemagne et que, si le chômage sévit, « des milliers d'individus qui s'ignorent souffriront du même mal, dans des pays différents ».

D'ailleurs, la formation d'une économie internationale n'est pas un phénomène récent : il est consécutif à la révolution que les découvertes de la science ont provoquée dans les modes de production et de circulation des richesses dès la première moitié du XIX^e siècle, imposant la division du travail entre les peuples ou les continents et intensifiant les échanges.

Seulement, de nos jours le phénomène a pris un caractère particulier d'acuité et, en quelque sorte, un aspect social, par suite du fait que les échanges se sont étendus des marchandises aux capitaux et même aux hommes (main-d'œuvre), pendant que le bouleversement provoqué par la guerre augmentait la dépendance entre les diverses masses économiques.

C'est pour prévenir ou atténuer les effets désastreux d'une concurrence entre ces masses, qu'on a cherché à limiter la production et stabiliser les prix par des ententes internationales constituant, selon l'expression de M. Lucien Romier « des formes nouvelles et mouvantes d'achats, avec leur géographie propre, leurs moyens d'expansion ou de défense, leur diplomatie et leur convention (1) ».

Ainsi le facteur économique a pris de nos jours une

(1) D'après M. R. Giraud, *Etats-Unis d'Europe* (Capital de 1930). Et M. Giraud ajoute : « Fixons sur la carte les limites de cette fédération nouvelle : ce sont les États-Unis d'Europe dont nous venons de tracer les frontières ! »

importance qu'on n'aurait jamais soupçonnée antérieurement : il a pénétré si profondément dans tous les domaines, qu'il règle avec plus ou moins de sévérité les conditions d'existence de la vie privée, qu'il domine les délibérations des divers gouvernements, tant celles qui concernent la politique intérieure que les relations extérieures, ou qu'il s'étende de plus en plus largement aux manifestations de la vie internationale.

M. Peyerimhoff dépeint comme il suit ce rôle nouveau pris par l'Économie : « Elle a pénétré la vie quotidienne des individus sous toutes les latitudes. Elle s'est assise au foyer ouvrier, à la ferme, au bureau, à l'usine, silencieuse, mais toujours présente, parée quelquefois des attraits de la prospérité qui la rendent riante, plus souvent revêche et d'humeur sombre, au gré de ses hôtes forcés, entraînés dans le remous des crises. Elle s'est installée dans les Assemblées parlementaires, dont les ordres du jour sont pleins d'elle et dont — tôt ou tard — elle brise les fantaisies (1) ».

D'après M. Nicholas-Murray Butler, cette prédominance de l'Économie sur les autres facteurs provient de ce que le centre de l'intérêt humain s'est déplacé du point qu'il occupait depuis quatre cents ans vers un point nouveau.

« La position du centre de gravité de l'intérêt humain, dit-il, s'est déplacée de la politique nationale vers l'*économie nationale*. Des considérations ayant trait aux formes de gouvernement, ou bien à l'établissement ou à la défense de la liberté individuelle, elle

(1) Extrait d'une préface de M. Peyerimhoff à un ouvrage de M. R. Giraud sur la *Politique et l'Économique* (*Capital* du 18 mars 1931).

a évolué vers des considérations se rapportant à la production, à la distribution et à la consommation de la richesse. Je ne prétends nullement qu'à aucun moment l'un ou l'autre de ces grands groupes de considérations ait fait défaut ou n'ait pas exercé une influence considérable. Ce que je veux dire, c'est que l'importante situation centrale et prédominante, occupée si longtemps par la politique, a été prise par le progrès économique, produisant ainsi des résultats et des effets qu'il n'est pas difficile de discerner et d'interpréter (1) ».

M. Henri Hauser estime que si le monde traverse en ce moment une grave crise économique l'on commettrait une erreur en croyant qu'elle soulève des problèmes absolument nouveaux.

« L'histoire économique, dit-il, n'est pas un tout en soi : il n'y a pas d'histoire économique mais seulement une histoire des aspects économiques de l'histoire humaine (2) ».

Le fait nouveau c'est qu'il existe entre les faits éco-

(1) Voir l'article : *L'économie politique dans le monde de demain*, paru dans le *Capital* du 5 mai 1930, par M^r N.-M. Butler, président de l'Université Columbia de New-York, membre associé de notre Institut qui visita en 1930 les personnalités marquantes de l'Europe en Italie, en Allemagne, etc.

(2) Dans un article sur *Les problèmes économiques actuels et leur genèse historique*, paru dans le *Capital* du 18 mars 1931, M. Jean Hugonnot examine comment M. Henri Hauser dans *Les origines économiques des problèmes actuels*, et M. René Gonnard dans *L'histoire des doctrines économiques*, envisagent les problèmes actuels dans leur rapports avec l'histoire.

C'est ainsi que le problème des matières premières avait été posé jadis par les Flamands qui tiraient d'Angleterre la laine nécessaire à leur tissage, par les Espagnols et les Portugais qui tiraient les épices des Indes Orientales : que le problème des prix avait été posé au xvi^e siècle par l'afflux des métaux précieux en Europe, que celui du crédit l'avait été par les banques allemandes, que celui de la production qui commande aujourd'hui les débouchés avait été résolu en sens inverse, puisqu'autrefois c'était le marché qui commandait la production, etc.

nomiques de notre temps et ceux du passé de prodigieuses différences de volume et de masse : c'est ainsi que le volume entier du commerce d'un port important du xvi^e siècle formerait tout au plus le chargement d'un seul de nos grands transatlantiques, qu'une crise économique, à notre époque, affecte l'existence de millions d'individus de toutes nationalités tandis qu'au xviii^e siècle, elle eut touché à peine quelques milliers d'hommes, etc.

En définitive, cette opinion corrobore celle de M. Butler ; mais l'intérêt de l'opinion de M. Butler réside dans le fait qu'il considère comme constituant un des effets les plus importants de ce déplacement du centre de gravité de l'intérêt humain, la modification des mobiles qui inspirent l'esprit public comme l'esprit privé.

« L'effet certain et subversif de ce déplacement, dit-il, est de mettre la richesse à la place occupée jadis par la liberté. Plus que toute autre chose, ce déplacement explique le déclin extraordinaire du libéralisme politique qui s'est produit tant en Europe qu'aux États-Unis (1)... L'influence énorme de ce mobile prédominant sur toute la conduite de l'individu et sur toute la politique des nations est manifeste. Elle régit l'existence d'un nombre toujours plus grand de

(1) « L'éclipse actuelle du libéralisme est si évidente, ajoute M. Butler, qu'elle frappe l'esprit le plus superficiel. Il se peut que cette éclipse soit imputable en partie au fait que certains principes, dont se réclamaient à un moment donné les seuls libéraux, ont été depuis, acceptés ou assimilés par des groupes et des partis qui ne s'intitulent pas libéraux. Mais dans une mesure beaucoup plus large, cette éclipse est imputable à ce déplacement du centre de gravité de la liberté vers la richesse, dont j'ai déjà parlé ». M. Butler, article déjà cité.

particuliers et elle contribue puissamment à façonner la politique des peuples... »

M. René Giraud nous donne une opinion à peu près identique sur ce déclin de l'esprit public qui est dû, dans l'ordre politique comme dans l'ordre privé, à cette prédominance des intérêts matériels sur l'ancien idéalisme.

« Même en ce qui touche la formation des partis politiques, les individus dont le sens critique s'est développé se laissent de moins en moins emporter par l'enthousiasme. Ils discutent, pèsent les doctrines qu'on leur présente et ne les adoptent qu'autant qu'elles doivent leur profiter (1) ».

Si l'on veut étendre plus loin ces investigations, on verra que ces constatations sont du même ordre que celles qui émanent des économistes qui ont étudié la formation du capital financier ainsi que ses modes d'action, en tant qu'il est l'auxiliaire indispensable de l'industrialisme moderne ou sert d'instrument à la politique impérialiste de certains États.

D'après Sombart et Hilferding, c'est la recherche intense du profit matériel qui est à la base de l'industrialisme moderne, et ce facteur psychologique, dont Aristote eut sans doute dénoncé l'immoralité comme constituant une opération contre nature, joint aux possibilités indéfinies créées par les progrès de la science, a abouti à un formidable mouvement de concentration.

C'est ainsi que la puissance du rendement industriel a été accrue dans des proportions telles que, non seu-

(1) Voir au chapitre IV (1^{re} partie), l'influence du profit sur le développement du capital financier, dans la théorie socialiste de l'impérialisme économique.

lement l'œuvre de guerre a été réparée, mais encore qu'il a été possible de satisfaire les besoins d'une consommation amplifiée malgré une réduction importante du travail humain.

Mais ces perfectionnements incessants qui surviennent parfois avec une extrême rapidité, ont soulevé des problèmes difficiles à résoudre, provoqué un mal nouveau : le « chômage technique » dont M. Keynes (1) dit, qu'on entendra beaucoup parler dans l'avenir et qui résulte de l'impossibilité où nous sommes de trouver avec une rapidité suffisante de nouvelles utilisations à la main-d'œuvre libérée.

Ainsi : « Ce n'est pas un accident de bellicisme, dit M. Joseph Caillaux, quelque lamentable qu'il soit, qui a causé, qui cause le désordre économique... Il procède pour la plus large part du fossé qu'on a laissé se creuser entre la technique industrielle avançant à bonds de géant et la mentalité générale de l'humanité civilisée demeurée en sommeil (2) ».

Ce désordre se manifeste par le fait qu'il y a simultanément excès de production dans tous les domaines ; mais peut-on dire qu'il y a réellement excès de production quand « l'humanité croupit dans le dénuelement » en certains endroits, tandis qu'il y a pléthore des mêmes biens en certains autres (3) ?

(1) M. J.-M. Keynes, article déjà cité, *Information* du 12 octobre 1930.

(2) M. Joseph Caillaux, *Le désordre économique* (*Capital* du 9 juillet 1930).

(3) « Le blé s'entasse dans les greniers du Canada, des États-Unis ; les céréales regorgent dans l'Europe occidentale et centrale : la récolte des pommes de terre a été telle en Hongrie que les ruraux ne savent que faire du tubercule... et, à quelques centaines de kilomètres de Buda-Pest, au delà des Carpathes, les Russes ont peine à subsister », M. Joseph Caillaux, article déjà cité, *Capital* du 9 juillet 1930.

Il s'agirait donc plutôt d'une crise de répartition des produits ; mais cette cause a un caractère en quelque sorte permanent et elle tient surtout au degré de civilisation plus ou moins avancé des consommateurs qui ne leur permet d'absorber qu'une quantité correspondante de produits de qualité également appropriée à leur état.

Il est évident qu'à la suite des excès commis dans l'industrialisation il y a eu des accumulations de stocks dépassant largement les facultés de consommation : c'est même la raison principale qui a déterminé la fermeture des marchés nationaux, poussant les peuples à adopter un nationalisme contradictoire, puisqu'en se réservant leur propre marché, ils prétendent généralement bénéficier des marchés de leurs concurrents.

Mais cette insuffisance du pouvoir de consommation a été brusquement aggravée par la déflation conjuguée des prix et des moyens monétaires qui, diminuant le pouvoir d'achat des possesseurs de titres et de marchandises, s'est abattue comme un véritable fléau sur l'humanité tout entière. De nombreux moyens ont été proposés par les économistes pour remédier à cette crise : parmi ces moyens les uns tendent en abaissant les prix des marchandises ou en augmentant les salaires à augmenter, suivant le cas, le pouvoir d'achat des consommateurs ou celui des producteurs. Les autres ont simplement pour objet de remettre en circulation, par des procédés plus ou moins artificiels, une partie des sommes qu'a détruites le travail de déflation (1).

(1) Ces solutions « semblent s'inspirer de l'idée qu'il convient de faire des sacrifices pour provoquer la remise en marche normale du

Parmi ces procédés, nous citerons les mesures qui impliquent des mises de fonds voués à un recouvrement aléatoire, sinon même irrédialement perdus comme les allocations de chômage en Grande-Bretagne, le paiement immédiat du certificat de 100 dollars à échéance de 1945, attribué à chaque vétéran de la guerre par le bill de 1924 (1) ou les mesures agrariennes qui tentent à inflationner les prix des produits de la terre. Cette opération est réalisée en France par l'élévation des droits de douane et dans les autres pays par le Trésor public ou des banques qui subventionnent le Farm Board du blé aux États-Unis, le pool du blé au Canada, l'office du coton en Égypte, l'association centrale de la soie au Japon, la banque du Brésil pour le café (2).

Quant aux moyens d'ordre politique envisagés pour remédier à la crise de sous-consommation, sans être plus efficaces que les précédents, ils n'en ont eu ni la variété, ni la nouveauté.

système économique mondial, dont le processus de déflation tend à arrêter le fonctionnement. De même que dans l'antiquité, les prêtres faisaient des offrandes aux dieux pour les rendre propices aux entreprises des humains, de même aujourd'hui, le Moloch de la production exigerait le gaspillage de certains capitaux pour que l'économie mondiale retrouve le dynamisme qui la ranimera », Albert Despaux, *Les remèdes à la crise mondiale de sous-consommation* (*Information* du 12 février 1931).

(1) L'American Legion réclame le règlement de cette somme, soit 3 milliards et demi de dollars qui équivalent sensiblement au montant du budget américain. D'après M. Albert Despaux.

(2) D'après M. Albert Despaux, article déjà cité.

La conséquence de ces diverses mesures est une valorisation plus ou moins artificielle du prix des denrées. C'est ainsi que, par l'effet des droits de douane, le blé se vend en France quatre ou cinq fois plus cher qu'au Canada et en Roumanie. — Comme procédés du même genre, on peut encore citer les primes à l'exportation ; la garantie des pertes que les exportateurs sont susceptibles d'éprouver dans certains pays ; les financiers américains ont proposé de faire verser à la Chine la partie des annuités Young destinées aux États-Unis, etc.

Presque tous les États ont obéi à la préoccupation égoïste de garder leur propre marché pour la satisfaction de leurs besoins particuliers, sans renoncer pour cela à utiliser les marchés voisins. Ils ont ainsi brisé le commencement de division internationale du travail qui avait suivi la formation de l'économie mondiale, et ils ont aggravé ce manque de solidarité en étendant leur protectionnisme étroit sur les migrations d'hommes et de capitaux, alors qu'on n'avait encore songé qu'à brider les échanges de marchandises. Mais on ne cherche pas vainement à enfreindre ni à faire obstacle dans un dessein plus ou moins égoïste à l'évolution de cette économie et la dépression provoquée par la réaction des capitaux a suffi pour déterminer une crise des plus graves qu'ait connu l'humanité.

Les marxistes actuels, en voyant ce conflit des intérêts nationaux joint au désordre économique, ont voulu y voir un commencement de désagrégation des forces capitalistes et se sont remémorés la période pré-révolutionnaire décrite par Karl Marx, qui devait annoncer une désharmonie profonde entre les forces nouvelles et les cadres anciens. Mais quelles raisons y a-t-il de supposer que la puissance du capital financier qui, unie à celle de l'industrialisme, constitue un si puissant levier, ne puisse en définitive agir pour le plus grand bien de l'humanité, et les progrès de la civilisation ne rendent-ils pas les collectivités comme les individus de plus en plus solidaires les uns des autres ?

L'idée de puissance industrielle et capitaliste fait nécessairement songer au prodigieux essor du peuple américain : or, ce n'est un secret pour personne que,

quels que soient les services rendus par lui à l'Europe ravagée par le conflit, on l'a accusé de nourrir des visées impérialistes. Il ne s'agit évidemment ici que d'un impérialisme économique. Mais l'idée d'impérialisme comporte, au premier abord, une signification politique et la juxtaposition des deux termes semble faire ressortir une apparente contradiction.

Pour en définir plus exactement le sens, il nous a semblé utile, sinon indispensable, de rapprocher cette expression de celle de nationalisme économique et, pour mieux concrétiser les deux idées, de chercher comment elles avaient évolué au cours de l'histoire économique.

Les conclusions qu'il nous a paru nécessaire de formuler avant de procéder à cette étude, sont que l'histoire économique n'est, ainsi que nous l'a dit M. Henri Hauser, qu'un des aspects de l'histoire politique et, en second lieu, qu'il n'y a pas de différence essentielle entre le nationalisme et l'impérialisme économiques. Ces deux phénomènes correspondent simplement à deux stades différents de la vie des peuples, le premier constituant un phénomène de croissance comme l'autarchie de Montchrétien ou la théorie des droits éducateurs de Frédéric List, et le deuxième manifestant le désir d'expansion d'un peuple parvenu à l'apogée de sa puissance.

Or, si le nationalisme et l'impérialisme économiques sont restés, jusqu'au XVIII^e siècle, en liaison étroite avec l'histoire de chaque pays, ils ont pris une extension beaucoup plus large à la suite de la formation d'une économie mondiale au XIX^e siècle et se sont précisés, à une échelle supérieure, dans une théorie des grandes unités économiques, qui semble vouloir revivre au-

jourd'hui, ainsi que dans une théorie socialiste de l'impérialisme économique qu'il nous a paru intéressant d'exposer, bien qu'elle ne soit pas absolument nouvelle.

La guerre de 1914-1918 n'a fait qu'accentuer la formation de l'économie mondiale en brisant les anciens cadres et favoriser l'essor des États-Unis qu'il nous a semblé non moins intéressant de prendre comme type et exemple du nationalisme et de l'impérialisme économiques modernes.

C'est ainsi que le développement rationnel de notre sujet nous a conduit à le traiter en deux parties, savoir :

1^{re} *partie* : Évolution du nationalisme et de l'impérialisme économiques.

2^e *partie* : Le nationalisme et l'impérialisme économiques américains.

PREMIÈRE PARTIE

Évolution du Nationalisme
et de
l'Impérialisme Économiques

Le régime économique d'un pays est dans une dépendance étroite avec son organisation politique : inhérent aux besoins et à la manière de vivre des individus et des classes de la société, il caractérise le degré de civilisation auquel ces dernières sont parvenues et est fonction de la richesse acquise sous toutes ses formes.

Ce n'est que par une abstraction de l'esprit que les phénomènes économiques qui, dans la réalité historique, sont liés, entremêlés à tous les autres phénomènes (politiques, religieux, intellectuels, etc.), peuvent être mis à part (1).

Cette interdépendance entre les milieux économique et politique a été mise en lumière au xix^e siècle par Frédéric List et Karl Marx ; mais parmi ces deux ordres de faits c'est l'évolution économique qui paraît précéder et déterminer l'évolution politique.

C'est ainsi qu'avant la formation des États modernes au xv^e siècle, le régime économique est d'ordre local ou privé : la vie agricole est au premier plan.

Puis les échanges se multiplient : il se forme une économie urbaine qui gagne peu à peu toutes les pro-

(1) Voir *Revue d'économie politique* (janvier-février 1929). M. Henri Sée, *Les cadres d'une histoire économique de la France dans ses relations avec l'histoire générale et la science économique*.

vinces et détermine la constitution de l'État politique. L'union qui s'établit dès la première heure entre les rois de France et les communes ou villes libres est significative et symbolique de la formation d'un État moderne sur les tronçons de la féodalité.

Les États ou sociétés modernes constituent des groupes ethniques qui vivent en principe de leurs propres ressources ; mais ils n'en sont pas moins dans l'obligation de produire et d'échanger pour vivre et ainsi se pose au stade de l'économie nationale la question de savoir suivant quelles modalités doivent être effectués les échanges extérieurs.

Ces échanges sont considérés comme une des principales sources des richesses de la nation. Néanmoins leur développement ne cesse d'être combattu par des sentiments de jalousie commerciale et par le désir de protéger les industries nationales.

« Rien n'est plus habituel, dit David Hume dans une dissertation sur *Jalousie du Commerce* qui figure dans les *Essais* qu'il a publiés en 1752 (1), de la part des États qui ont fait quelques progrès dans le commerce, que de considérer d'un oeil inquiet ceux de leur voisins, de regarder tous les États commerçants comme des rivaux et de croire qu'il est impossible à chacun d'eux de prospérer si ce n'est à leurs dépens. J'ose prétendre, en opposition à cette opinion étroite et mauvaise, que l'accroissement des richesses et du commerce dans une organisation quelconque contribue d'ordinaire à développer, bien loin de leur nuire, les richesses et le commerce de tous ses voisins, et qu'un

(1) Citation de M. Schelle dans le *Bilan du protectionnisme en France*, p. 39.

État peut difficilement pousser très loin son commerce et son industrie si les États qui l'entourent sont plongés dans l'ignorance, dans l'oisiveté et dans la barbarie ».

Cette « opinion étroite et mauvaise », dénoncée par David Hume était celle de Montaigne disant sous la forme de boutade que : « Le profit de l'un est le dommage de l'autre... »

Postérieurement à David Hume, le marquis de Mirabeau à son tour, qualifie, dans l'*Ami des hommes*, le principe de Montaigne de « faux et barbare » et il lui oppose le principe de solidarité humaine en disant : « Nul ne perd, sans que l'autre ne perde » et en demandant ce qui se passerait si l'on dévastait l'Angleterre.

Cet esprit de jalousie commerciale, si vivement critiqué par les économistes de l'école libérale, a été très ardent entre les peuples et a suscité des luttes violentes qui ont tour à tour pris la forme de représailles commerciales et de guerres politiques. Ces luttes ont été quelquefois suivies de réactions libérales, telles que celles qu'ont marqué au XVIII^e siècle la formation de l'École physiocratique et au XIX^e siècle l'adoption du libre échange.

Mais les gouvernements se sont attachés à une politique de plus en plus protectionniste tandis que les, conséquences de ces rivalités étaient de plus en plus ruineuses par suite du développement des échanges internationaux.

A partir du XVIII^e siècle, l'application de nouveaux procédés scientifiques à l'industrie permet de donner une extension toujours croissante à la production, et le perfectionnement des moyens de transport d'ouvrir sans cesse de nouveaux marchés.

Les progrès réalisés dans le domaine des échanges mesurent ceux accomplis dans le domaine de la production. Si l'on veut se rendre compte de leur importance, on peut utiliser le procédé préconisé par M. Laurent Dechesne (1) en portant sur un diagramme les chiffres du commerce mondial que donne Mulhall dans son *Dictionnary of statistics*, pour une série de dates comprises entre 1720 et 1889. On obtient par ce procédé une courbe qui, après être restée à peu près horizontale pendant le XVIII^e siècle, se relève rapidement au XIX^e, surtout à partir de 1850. De 1720 à 1820, le commerce total du monde passe de 88 à 341 millions de livres sterling pour atteindre en 1913, 8.000 millions.

Ainsi le mouvement commercial a quadruplé dans la première période (1720 à 1820) et plus que vingtuplé dans la deuxième (1820 à 1913). Mais ces chiffres qui mesurent le résultat d'ensemble en valeur doivent être rectifiés.

Dans la première période les prix, ont au moins doublé, tandis que la population a exactement doublé en Angleterre : en tenant compte de ces deux éléments on peut dire que le commerce du monde est resté stationnaire au XVIII^e siècle. Dans la deuxième période (1820-1913) les prix, après des fluctuations diverses, se retrouvent au même niveau qu'au commencement, mais la population ayant triplé, l'augmentation réelle est réduite de vingt à sept.

Cet essor du commerce international peut être, en dépit de cette réduction, jugé comme d'autant plus extraordinaire qu'il n'était considéré autrefois que

(1) Laurent Dechesne, *Economie mondiale et protectionnisme*, p. 10.

comme jouant un rôle accessoire dans la vie économique et destiné uniquement à écouler à l'étranger l'excédent de la production de chaque pays.

La guerre de 1914-1918, malgré ses bouleversements, n'a diminué que temporairement l'importance de ces échanges et, en 1925, le commerce mondial avait déjà recouvré le même volume qu'en 1913. Celui de l'Europe y occupait la même importance qu'en 1913. La marine marchande du monde était passée de 50 à 65 millions de tonnes. Le trafic du canal de Suez, malgré la concurrence nouvelle du canal de Panama, s'était accru d'un tiers. Enfin, la navigation du port d'Anvers, bien que complètement interrompue pendant la guerre, passait de 14 à 20 millions de tonnes pour atteindre 24 l'année suivante (1).

Ces constatations attestent la réalité persistante de l'économie mondiale. Son importance ne cesse de s'accroître chaque jour, rendant les peuples de plus en plus solidaires les uns des autres pour la satisfaction de leurs besoins les plus divers. C'est pourquoi l'on se demande les raisons pour lesquelles un certain nombre de pays se confinent dans un protectionnisme de plus en plus étroit.

Mais avant d'en rechercher les raisons, il nous paraît indispensable d'examiner les conditions dans lesquelles l'idée de nationalisme économique a évolué au cours de l'histoire, pour se transformer à l'époque actuelle en un impérialisme qui semble nettement s'opposer au développement futur de l'économie mondiale.

(1) Laurent Dechesne, *op. cit.*, p. 10.

CHAPITRE PREMIER

Le nationalisme mercantiliste

Le mercantilisme est contemporain de la formation des États européens et, suivant l'opinion de l'auteur allemand Gustav Schmoller (1) il paraît plus conforme à la réalité des faits de chercher à caractériser l'Europe de ces temps d'après la politique mercantile elle-même que d'après les notions plus ou moins exactes que l'on trouve dans les écrits des premiers économistes. La doctrine mercantile peut donc être considérée, dans son ensemble, comme la première manifestation du nationalisme économique et les mercantilistes furent les meilleurs auxiliaires de la royauté dans son long travail d'unification nationale.

C'est ainsi que, dès le xvi^e siècle, Jean Bodin se préoccupe dans *La République* des moyens d'enrichir son souverain et que Montchrétien définit, comme idéal à atteindre la constitution d'une nation formant un corps complet se suffisant à lui-même, véritable autarchie économique. « Toute société, dit Montchrétien, doit estre abondamment fournie et de soy mesme. Elle ne doit point emprunter ailleurs ce qui luy tient lieu de nécessaire, car, ne pouvant avoir qu'à la mercy d'autrui, elle se rend faible d'autant ».

D'après Montchrétien, la France a des sources de richesses inépuisables, notamment dans le blé, le vin,

(1) Gustav Schmoller, *Das Merkantilssystem in seiner historischen Bedeutung*, cité par Laurent Dechesne.

le sel, les laines et les toiles et elle doit parvenir à l'indépendance économique par le développement des forces productives.

Le marché intérieur est le seul dont on doive se préoccuper et la France, épuisée par les luttes intérieures, a tout à redouter de la concurrence étrangère. Il appartient au souverain de prendre les mesures de défense nécessaires (1).

En résumé, Montchrétien n'attache aucune importance au commerce extérieur et il est le précurseur de Frédéric List en préconisant le développement des forces productives de la nation.

Chez les autres mercantilistes, au contraire, c'est la préoccupation métalliste qui domine. Seul le commerce extérieur permet à un État d'accroître son stock de métaux précieux, au détriment de ses voisins, au moyen d'un excédent des exportations sur les importations.

Nous ne reviendrons pas sur les critiques dont cette théorie a été l'objet ; mais cette préoccupation est explicable en raison du passage de l'économie urbaine à l'économie nationale qui s'effectuait à l'époque et nécessitait la création d'une quantité considérable de monnaie.

Il nous paraît intéressant de citer l'opinion pro-

(1) Montchrétien dit à ce sujet : « Le commerce est voirement du droit des gens, mais il est absolument au pouvoir du prince de le restreindre à quoy il veut... de le charger ou descharger d'impositions, selon qu'il lui vient à gré, principalement pour le regard des estrangers.

Quand ainsi serait que par le surhaussement de l'imposition foraine et par la prohibition de la traite de quelques espèces de marchandises, les estrangers seroient ou découragez ou empêchez de venir chez nous, on peut assurer que ce serait le bien des sujets et de l'État » cité par Jerzy Nowak dans *l'Idée de l'autarchie économique*, p. 14 et sq. (thèse, Paris 1925).

fessée à ce sujet par M. Laurent Dechesne (*op. cit.* p. 73).

« Quant à l'importance que les mercantilistes attribuaient à l'abondance des métaux monétaires dans le pays, quoiqu'on en ait pu plaisanter à la légère, *les mercantilistes avaient raison* et l'expérience, même la plus récente, ne semble nullement avoir démontré que la disparition des bonnes monnaies d'or et d'argent ne soit point un signe sûr de l'appauvrissement de l'État et de la Nation ».

À l'heure actuelle, l'activité économique nécessite une circulation monétaire intense qui ne peut être assurée que par un énorme développement de la monnaie fiduciaire avec l'appoint de jetons métalliques pour la menue monnaie, et souvent aussi, de pièces d'argent, qui ne sont plus guère, elles aussi, que des jetons. Quant à l'or monnayé, redoutant la thésaurisation, il a été mis en réserve pour assurer éventuellement la convertibilité intérieure du billet sur le taux fixé par la loi de stabilisation et plus particulièrement sa convertibilité extérieure en faisant jouer les gold points, suivant les besoins du change (1)

Ce régime était pratiqué avant la guerre dans la République argentine sous le nom de Gold exchange standard : il consiste essentiellement à retirer l'or de la circulation intérieure pour le concentrer et le rendre tout entier disponible pour assurer le soutien du change.

Indépendamment de sa fonction régulatrice du change, l'or qui est convertible en monnaies étrangères suivant les proportions fixées pour chaque unité monétaire, est la vraie monnaie internationale ; son pouvoir

(1) Voir les articles de M. Bertrand Nogaro sur l'or, étalon international, parus dans *l'Information* des 17, 18 et 19 septembre 1929.

d'achat qui est sensiblement constant lui permet de régulariser les prix mondiaux.

A la multiplicité de ces fonctions remplies par l'or on a objecté que sa propre valeur variait dans d'assez fortes proportions, ce qui le rendait peu apte à son rôle d'étalon international; qu'en ce qui concerne son action sur le change, elle n'est pour ainsi dire que virtuelle, la convertibilité extérieure du billet pouvant être assurée au moyen de portefeuilles en devises, d'avoirs à l'étranger ou de crédits extérieurs.

Malgré ces considérations, il semble que l'opinion généralement admise s'en tient à la conception classique que M. Nogaro définit comme faisant «...de l'or le « support » métallique de tout le mécanisme monétaire international, même si, le plus souvent, il est invisible et, pour ainsi dire absent ».

Il en résulte qu'une des plus importantes fonctions des Instituts d'émission est actuellement de défendre par une politique appropriée du taux de l'escompte et du jeu des crédits cette réserve d'or (1) que l'on considère dans chaque pays comme le signe de la prospérité économique.

(1) Notre circulation fiduciaire dépasse aujourd'hui 70 milliards : elle était couverte au 31 décembre 1929 par la réserve d'or qui atteignait 41.387 millions et un stock de devises.

Il faut remarquer que cette circulation n'est pas uniquement conditionnée par les besoins du commerce et de l'industrie, mais aussi par les besoins de l'État qui en absorbe la majeure partie.

En effet, les dépenses publiques, État et communes compris, dépassent 60 milliards. Elles atteignent (1929) environ 62 milliards qu'il faut prélever sur les particuliers. On ne laisse donc à ceux-ci pour leurs besoins personnels ou d'affaires qu'un fonds de roulement d'à peu près 8 milliards papier, soit 1 milliard 600 millions or. Par contre l'augmentation de la circulation fiduciaire réagit sur le prix de la vie et est une des principales causes de son augmentation constante, *Les études financières*, n° du 15 février 1930.

Il serait peut-être en dehors de notre sujet de développer plus longuement cette intéressante question, et pour terminer avec les mercantilistes, nous dirons que les deux principales tendances de leur doctrine, savoir : développement des forces productives de la nation et expansion commerciale furent fusionnées par Colbert dans un nationalisme qui marque l'apogée de l'ancienne monarchie.

Logique avec son système, Colbert développe la production industrielle et la marine marchande ; mais l'excès de réglementation du régime manufacturier et les prohibitions paralysent la production et provoquent des protestations dont le caractère de violence étonne pour l'époque.

Indépendamment de ces lacunes, l'agriculture est laissée sans protection parce qu'on considère qu'elle doit bénéficier du voisinage d'une industrie prospère ; malgré cette absence de protection, l'agriculture ne jouit d'aucune liberté et Colbert s'attribue le droit de réquisitionner toute la récolte de grains en France en déclarant alternativement, par courtes périodes, la franchise, la prohibition et l'exportation avec des droits élevés. Cette politique des grains (1) était déjà antérieure à Colbert et comme elle s'aggrava après sa mort, elle eut des conséquences néfastes en décourageant la production et en rendant le régime monarchique impopulaire dans les campagnes.

(1) « Cet usage de sacrifier les intérêts des campagnes à ceux des villes était une tradition du moyen âge, reprise et aggravée par la monarchie absolue. Sitôt que le pain était cher, le prolétariat des villes s'agitait et le gouvernement redoutait, à Paris surtout, les mouvements populaires toujours pleins de menaces », Afanassiev, *Le commerce des céréales en France au XVIII^e siècle*, p. 222, cité par Permezel.

Elle contribua à la formation de l'école physiocratique et explique en partie le caractère des dispositions prises par la législation révolutionnaire pour opérer le morcellement du sol national et substituer au régime de grande propriété féodale celui de la petite propriété paysanne.

CHAPITRE II

La réaction libérale et la formation de l'économie mondiale

La formation de l'économie nationale fut, comme nous l'avons vu, l'œuvre de la politique mercantiliste et la doctrine ne rencontra durant plusieurs siècles aucune contradiction sérieuse parce qu'elle constituait l'aspect économique du régime monarchique et participait en quelque sorte de son caractère d'absolutisme (1).

Mais les prodrômes avant-coureurs de la Révolution ne pouvaient manquer de provoquer dans l'ordre économique une réaction libérale parallèle à l'évolution politique contre une doctrine qui s'inspirait des mêmes principes que l'ancien régime.

Après Boisguillebert, défenseur de l'agriculture opprimée depuis Sully, le marquis d'Argenson, esprit philosophique, développe l'idée de solidarité des nations.

« Ne voit-on pas, dit-il dans ses *Mémoires*, qu'en

(1) M. Laurent Dechesne apprécie comme il suit les résultats du mercantilisme : « Ce succès et cet esprit de suite contrastent singulièrement avec les avatars du néo-mercantilisme contemporain de nos sociétés démocratiques, qui, flottant au gré des intérêts particuliers des masses électorales, n'est le plus souvent qu'une politique d'expédients momentanés, ne laissant guère de place aux intérêts généraux et durables », *Economie mondiale et protectionnisme*, p. 72.

excluant les marchandises étrangères, on détourne les étrangers de prendre les nôtres... On ne vend aux étrangers qu'autant qu'on leur achète. Il n'y a qu'un système sur le commerce, c'est de laisser faire le public et de ne point diriger le commerce (2) ».

Gournay se contente de reporter les douanes jusqu'aux frontières politiques de la France et Oncken, dans l'*Histoire de l'économie nationale* (Leipzig, 1902), désigne du nom de mercantilisme libéral ce commencement de réaction qui puise ses idées dans l'Anglais Child, partisan résolu de la balance du commerce.

On remarquera que cette école n'attaque pas l'idée essentielle du système de Colbert qui basait le mouvement d'expansion commerciale sur la constitution d'une solide autarchie et entraînait en compétition avec l'étranger pour la conquête des marchés extérieurs.

« Nous avons laissé perdre, dit-il, dans une lettre adressée aux officiers de l'amirauté du Havre en 1664, l'usage et le besoin du commerce... »

« L'activité commerciale sur mer est la plus importante et peut en moins de temps faire renaître l'abondance dans ses (du roi de France) Etats ».

Cette importance primordiale attribuée au commerce maritime correspond au terme de son évolution historique.

Contemporain des découvertes maritimes de la fin du x^v^e siècle, ce commerce se développe parce qu'il est l'instrument indispensable de la balance du com-

(1) Mémoires de d'Argenson, cité par Permezel dans *Les idées des physiocrates en matière de commerce international*, p. 24. Thèse Lyon 1907.

merce et il atteint son apogée au XVIII^e siècle (1). C'est sur ce terrain spécial de l'expansion commerciale que va se former et se cristalliser en quelque sorte le principe de liberté économique. Ainsi que l'avait fait ressortir d'Argenson, il y a contradiction manifeste à vouloir développer les exportations et limiter les importations ; mais la puissance de l'intérêt est telle que cette erreur, qui mit plus d'un siècle à disparaître, a été encore récemment reprise par les pays à tendances protectionnistes. La doctrine physiocrate marque une réaction contre le colbertisme et réhabilite l'agriculture de sa déchéance, en faisant de sa conception du produit net le centre de toute la théorie de la production.

Les physiocrates sont conduits par la logique de leur doctrine à proclamer le principe de liberté économique, mais, par réaction contre le mercantilisme, ils contestent l'importance du commerce extérieur et Quesnay dit à ce sujet :

« Le commerce entre différents pays est de son tour, l'échange d'une production qui a une valeur vénale contre une autre production de valeur égale, échange où il n'y a par conséquent rien à perdre ni à gagner pour l'un ni pour l'autre des contractants...

(1) « Au moment où sonne l'heure de la révolution industrielle, le grand commerce — et surtout le commerce maritime, caractéristique des trois siècles qui prennent fin avec l'ancien régime — a réalisé presque tous les progrès que lui permet la technique dont il dispose. Il règne en maître sur la vie politique et économique des nations européennes et du monde soumis à leur empire. Les gouvernements l'encouragent, la hiérarchie sociale fait une place prépondérante à son représentant, les poètes le chantent, et toute la littérature économique n'est pleine que de lui » B. Nogaro et W. Oualid, *L'évolution du commerce, du crédit et des transports depuis cent cinquante ans*.

Voir : *Le commerce, le crédit et les transports à la fin de l'Ancien Régime*, par M. W. Oualid.

« Cessez donc de vous égarer avec les spéculateurs politiques, qui cherchent à vous persuader que dans votre commerce vous pourrez profiter aux dépens des autres nations (1) ».

Ainsi, c'est en raison de l'équation des valeurs en échange que Quesnay conteste l'importance du commerce extérieur ; mais on trouve cette conception élargie chez les autres physiocrates.

Condillac repousse la théorie de l'égalité de valeur dans les échanges et dit qu'en échangeant les marchandises « on donne toujours moins pour plus ». Le Trosne et, à sa suite, Mercier de la Rivière et du Pont de Nemours se déclarent en faveur du libre échange dans l'intérêt du consommateur, même dans le cas où la concurrence étrangère lutterait victorieusement contre l'agriculture nationale.

La théorie du commerce extérieur fut élaborée par Ricardo et complétée par Stuart Mill qui l'expose en ces termes :

« Tous les avantages directs du commerce étranger résultent des importations. Un pays obtient par le commerce, soit des choses qu'il n'avait pu produire lui-même, soit des choses qu'il n'aurait pu produire qu'à un prix plus élevé que celui des marchandises exportées pour les payer.

« Il obtient ainsi la faculté de pourvoir à ses besoins avec une même dépense de capitaux et de travail, ou les mêmes objets avec une moindre dépense de travail et de capitaux, en gardant la différence pour produire autre chose (2) ».

(1) Daire, p. 146 et 176, cité par Permezel dans *Les idées des physiocrates en matière de commerce international*, p. 239 et sq.

(2) Principes de J.-S. Mill, traduction de Courcelle Seneuil, p. 111

Ainsi, alors que les mercantilistes n'attachaient d'importance qu'aux exportations, l'école libérale ouvre la barrière dressée contre les importations, met en commun les facultés productives de toutes les nations et effectue une division internationale du travail (1).

Cette théorie procède également de la doctrine physiocratique, car elle transporte dans le domaine international les principes de libre concurrence et d'initiative individuelle que les physiocrates avaient appliqués à l'intérieur des frontières. Par analogie avec les heureux résultats obtenus par le développement des entreprises privées dans le cadre national, à l'extérieur, le développement des intérêts collectifs de la nation s'effectuera dans le sens de l'intérêt mondial et sera le facteur le plus puissant pour la formation d'une économie internationale. Par une sorte de providen-

(1) M. Louis Baudin fait ressortir dans un article sur *le Nationalisme économique*, paru dans *l'Information* du 21 septembre 1929, que la théorie du libre échange de Ricardo n'est pas une doctrine d'internationalisme économique en raison de ce qu'elle ne vise que les marchandises et suppose que les facteurs de la production, hommes et capitaux, s'abstiennent de franchir les frontières. Pour concevoir l'internationalisme économique, il faudrait supposer des États ouverts, échangeant librement produits et facteurs de production. En ce qui concerne la théorie de Ricardo :

« Ces auteurs, dit-il (Ricardo et Stuart Mill), démontrent que non seulement un pays a intérêt à demander à l'extérieur ce qu'il produit lui-même à plus haut prix (doctrine des coûts absolus) mais qu'il a parfois avantage à importer des marchandises qu'il pourrait obtenir sur son territoire à moindres frais que ses concurrents étrangers (doctrine des coûts relatifs).

L'île de Jersey, par exemple, peut produire du blé à plus bas prix que l'Angleterre; mais comme la culture des arbres fruitiers est pour elle plus productive encore que celle du blé, les habitants de cette île s'y adonnent exclusivement et importent les céréales dont ils ont besoin. Ils ont, en effet, à comparer non pas le coût du blé chez eux et à l'étranger, mais les coûts respectifs du blé et des fruits chez eux, et ils se spécialisent dans la culture qui leur donne le plus grand rendement ».

tielle coïncidence, c'est au moment où se formait cette théorie que : « les perfectionnements techniques de l'industrie et des transports opéraient dans la production et la circulation des richesses, des transformations qui, un moment comprimées par des institutions surannées, allaient briser ces entraves et s'accélérer bientôt en une détente révolutionnaire.

« La libération du commerce des blés et des laines va préluder à l'écroulement de la politique mercantiliste ».

L'Angleterre qui, pour favoriser son industrie drapière interdisait les exportations de laine et les importations de draps fabriqués, trouve avantage en 1825 à ouvrir ses frontières au libre échange. « Dès ce moment l'élevage des moutons à laine et la fabrication des draps d'Angleterre passèrent définitivement de l'économie nationale à l'économie mondiale.

« Vint ensuite l'abolition des droits sur les blés qui, intéressant toute la population eut un retentissement énorme et emporta finalement tout le système mercantiliste de l'économie nationale, au profit du libre échange et de l'économie mondiale ». (1)

Ainsi la politique libre-échangiste fut adoptée successivement par les divers pays d'Europe : le commerce international couvrit le monde d'un réseau de communications de plus en plus serrées et les anciens pays d'Europe se confinant dans la spécialisation industrielle, laissèrent aux pays neufs comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, le commerce des matières premières et des denrées alimentaires.

(1) Laurent Dechesne, *Economie mondiale et protectionnisme*, p. 31-32.

Comme David Hume l'avait prévu au xviii^e siècle, ce développement des échanges internationaux ne pouvait qu'enrichir les nations en intensifiant leur activité productrice et accroître le bien-être des consommateurs de tous les pays, en mettant à leur portée les produits du monde entier, obtenus au moindre prix.

Suivant Meynard Keynes (1), alors qu'au milieu du xix^e siècle la plupart des États d'Europe se suffisaient à peu près à eux-mêmes, l'importation des grains d'Amérique leur permit ensuite de se spécialiser dans l'industrie, de nourrir une nombreuse population manufacturière, de développer les chemins de fer et les transports maritimes qui, en les unissant plus étroitement au reste du monde, exercèrent une action croissante sur leur production industrielle.

Ce mouvement commercial eut pour conséquence de créer une interdépendance de plus en plus étroite des économies nationales et désormais dans chacune d'elles, les produits de tous les pays pénètrent pour y servir sous les formes les plus variées à la fabrication des articles industriels, à la culture, à l'alimentation des hommes et des animaux, à l'amélioration des races, etc.

Mais, ainsi que nous l'avons vu plus haut, l'internationalisation de l'économie comporte, indépendamment de la libre circulation des marchandises, celle des facteurs de la production, des capitaux et de la main-d'œuvre.

(1) Meynard Keynes, *Economic consequences of the peace*. Londres, Macmillan, 1919, cité par Laurent Dechesne.

En ce qui concerne la *circulation de la main-d'œuvre*, les pays tropicaux ne peuvent être exploités directement par des travailleurs européens, et inversement, les races exotiques ne donnent qu'un rendement médiocre dans les pays tempérés.

Mais on enregistre entre les pays tempérés, en particulier entre l'Europe d'une part, et l'Amérique, le Cap et l'Australie d'autre part de véritables migrations définitives ou simplement saisonnières.

D'après M. Delaisi, qui a étudié spécialement ce phénomène (1), ce furent d'abord les pays d'Europe les plus peuplés, savoir : l'Angleterre, l'Allemagne, la Scandinavie, la Suisse et la Hollande, qui envoyèrent des masses d'émigrants à la conquête de l'or en Californie, dans l'Afrique du Sud et en Australie : si toutes n'y rencontrèrent point l'Eldorado, elles y trouvèrent des terres fertiles, propres à la culture et à l'élevage, qu'elles mirent en valeur et qui constituèrent des centres d'approvisionnement, des débouchés commerciaux pour l'Europe industrielle.

Vers le milieu du xix^e siècle, cette première source d'émigration fut tarie par l'industrialisation des pays qui fournissaient les émigrants : le développement des centres industriels absorba non seulement cet excédent de population, mais encore les populations des campagnes qui refluèrent vers les villes.

L'émigration ne devait point tarder à reprendre avec une intensité accrue ; mais cette fois ce fut l'Europe agricole qui fournit les hommes, et ainsi en

(1) M. Delaisi, *Les deux Europes*. Voir l'article publié par M. Yves Le Trocquer dans le *Capital* du 11 décembre 1929. Pour l'*Union douanière européenne (Les deux Europes)*.

un siècle 36 millions d'Européens sont allés s'installer au delà des mers (1).

La circulation des capitaux a pris une importance encore plus grande que celle de la main-d'œuvre et domine aujourd'hui le problème de l'économie mondiale. Cette puissance du capital s'explique en raison de ce qu'il porte en lui tous les autres éléments de l'œuvre productrice. Bôhm Bawerk a dit qu'il était du « travail cristallisé » et, bien que cette expression ne renferme qu'une partie de la vérité, on peut dire qu'il est une véritable synthèse de la production. Sa puissance a été encore accrue récemment par la fusion des éléments industriel et financier dans une forme supérieure du capitalisme qu'Hilferding a dénommé : capital financier. Élément fluide par excellence, le capital ne porte pas les signes distinctifs de son origine, il s'infiltre insidieusement et pénètre dans toutes les parties du monde dont les nations en cours d'expansion économique veulent faire des dépendances. L'école marxiste prétend que la formation du capital

(1) M. Delaisi situe cette Europe agricole à l'est d'une ligne routière passant approximativement par Stockholm, Cracovie, Budapest, Florence, Bilbao, Glasgow et Bergen.

« Comme cette émigration des hommes a coïncidé avec une émigration des capitaux et de l'outillage, voilà qu'a surgi par delà les mers une troisième Europe, fille des deux autres, agricole comme la seconde, mais outillée mécaniquement comme la première, semblable à toutes deux et pourtant différente, qui les prolonge et les complète, l'Europe d'outre-mer ».

Mais l'Europe occidentale qui a porté en un siècle sa population de 200 à 600 millions d'habitants, voit son équilibre économique et social dépendre pour 38 p. 100 de l'Europe d'outre-mer, pour 33 p. 100 des pays exotiques et seulement pour 28 p. 100 de l'Europe agricole. Et montrant combien une telle situation est lourde d'inconvénients par sa précarité et son instabilité, l'auteur conclut que : « Seule la mise en valeur de l'Europe agricole où les hommes sont sur place, n'attendent que l'outillage et les crédits, permettra de donner à l'Europe industrielle, la sécurité des lendemains. *Le salut de l'Europe est dans le retour à l'Europe* ».

financier constitue une des formes historiques que doit prendre l'évolution économique, et que l'impérialisme économique actuel de certaines nations n'est pas autre chose que la politique propre du capital financier.

Nous reviendrons sur cette question en étudiant, eu cours du chapitre IV, la théorie socialiste de l'impérialisme et du capital financier.

Quoi qu'il en soit du mode d'action des divers éléments de la production, la formation d'une économie mondiale fut au xix^e siècle la conséquence des progrès industriels et de la propagande libre-échangiste ; mais si les théoriciens libre-échangistes pensaient que dans un ordre idéal des choses, la liberté économique est de nature à engendrer le maximum de prospérité pour les nations comme pour les individus, ils n'avaient pas prévu qu'une évolution incessante se produit dans le domaine économique et que la formation de cette économie mondiale qui se réalise sans l'intervention régulatrice d'une autorité spéciale, laisse libre cours aux rivalités des gouvernements nationaux.

Or, ces rivalités sont provoquées par la division internationale du travail elle-même qui, déterminant des changements plus ou moins brusques dans la répartition des anciennes spécialités, crée de nouveaux centres de production en ruinant les anciens, bouleverse les courants d'échange, et modifie dans son ensemble la hiérarchie des nations les plus industrielles (1).

En 1890, M. Jules Domergue signalait dans un ouvrage sur la *Révolution économique* les dangers de

(1) Laurent Dechesne, *op. cit.*

concurrence que les pays d'ancienne civilisation rencontrent dans les pays nouveaux, qui n'ont pas comme les anciens des terres fatiguées, un horizon resserré dans des frontières beaucoup plus étroites, un régime militaire coûteux, de forts salaires et de lourdes dettes.

Cette situation était spécifiquement le cas, avant la guerre, de l'Angleterre, vis-à-vis de jeunes et redoutables concurrents tels que l'Allemagne, les États-Unis et le Japon.

C'est ainsi que dans la sidérurgie, l'Angleterre, qui avait jusque là une supériorité incontestée, se voyait en 1890 supplantée par les États-Unis, puis, en 1903, reléguée au troisième rang par l'Allemagne; que, dans l'industrie du coton, elle cédait, en 1901, le premier rang aux États-Unis; que ses transports maritimes ne s'accroissaient dans la dernière décade du ^{xix}^e siècle que de 13 pour cent, alors que ceux de ses concurrents augmentaient de 67 pour cent.

Ces bouleversements expliquent comment le développement des échanges internationaux a entraîné la plupart des nations industrielles à adopter dans le dernier quart du ^{xix}^e siècle une attitude défensive et de plus en plus protectionniste, tandis que les nations les plus favorisées s'engageaient dans la voie de l'impérialisme.

CHAPITRE III

Le nationalisme et l'impérialisme économiques au XIX^e siècle

Les procédés les plus connus, qui ont été mis en avant par les économistes du XIX^e siècle pour réaliser le nationalisme économique, sont l'autarchie fermée de Fichte et la théorie des droits éducateurs de Frédéric List ; quant à l'impérialisme économique, deux essais ont été tentés dans les premières années du XX^e siècle, l'un pour former une union douanière des colonies et possessions britanniques sous l'égide de Chamberlain et l'autre pour constituer un empire allemand sur le modèle des grandes unités économiques imaginées par les auteurs pangermanistes.

Nous nous proposons d'examiner rapidement les caractères essentiels de ces conceptions ainsi que les causes des échecs qu'elles ont subies.

L'idée d'un *Etat fermé* a été réalisée par les réductions du Paraguay que les Jésuites avaient isolé du reste du monde, en supprimant toute circulation monétaire à l'intérieur et en faisant effectuer tout le commerce extérieur par l'intermédiaire de missionnaires (1). Mais ce qui était possible avec de dociles peuplades n'ayant qu'une civilisation rudimentaire, devenait irréalisable avec des pays à civilisation normale et les

(1) Voir l'article de M. Louis Baudin sur le *Nationalisme économique*, paru dans l'*Information* du 21 septembre 1929.

conceptions d'États fermés sont ainsi restées dans le domaine théorique.

La plus connue de ces conceptions est celle du philosophe allemand Fichte qui, dans le but d'assurer une meilleure répartition des biens entre les citoyens, proposa, en 1801, la formation d'un État commercial fermé dans lequel les monnaies d'or et d'argent seraient remplacées par une monnaie conventionnelle.

Selon Fichte, un État dont l'industrie travaille pour l'étranger se place sous sa dépendance et, pour éviter cette subordination, tous les achats à l'extérieur doivent être effectués par le gouvernement. Aucun individu, aucun produit en dehors de cette exception, ne doit être admis à passer la frontière.

La théorie des droits éducateurs de Frédéric List n'envisage que la protection temporaire d'une industrie en cours de développement, afin de lui permettre d'atteindre un degré suffisant de puissance pour affronter la lutte avec ses rivaux.

Le régime normal est l'état de libre concurrence et le procédé de List n'est qu'un moyen de croissance, une sorte de « corset de soutien » destiné à disparaître à complète maturité. Cette théorie procède de l'école libérale et n'est elle-même que le développement d'une des exceptions admises par Smith au principe de la liberté commerciale.

« Dans quelques dizaines d'années, disait List, les nations civilisées du monde, par le perfectionnement des moyens de transport, seront sous le rapport matériel et intellectuel, unies aussi ou même plus intimement que les comtés de l'Angleterre il y a un siècle (1) ».

(1) List, *Système national d'économie politique*, Paris 1857, p. 230. Cité par Laurent Dechesne.

Mais indépendamment de ses origines libérales, la théorie de List s'inspirait du plus pur nationalisme et l'auteur n'envisageait l'institution de droits de douane protecteurs que pour empêcher la nouvelle industrie allemande de succomber sous une invasion de produits industriels anglais et, en énonçant son idéal de nation normale, il prévoyait la création d'une plus grande Allemagne.

L'idée de List n'a germé qu'après sa mort et s'est développée sous la double forme du protectionnisme et de l'impérialisme allemands. Mais List écrivait pour une époque voisine du libre-échange : le milieu économique subit ultérieurement de profondes modifications et bientôt l'aggravation de la concurrence internationale provoquait un revirement général dans la politique libre-échangiste suivie jusque là par les États européens.

Dans le dernier quart du xix^e siècle, tous ces États et, même l'Angleterre, qui avait été l'instigatrice du libre-échange, finissent par adopter une politique protectionniste qui ressemble étrangement au mercantilisme.

Bismarck, en 1878, a recours à la théorie de List pour désarmer l'opposition et obtenir la création de droits de douane qui ont surtout pour objet de remplir les caisses de l'État.

Les nationalistes français, notamment Cauwès et Edmond Théry, invoquent la théorie de List, la transforment en un protectionnisme qui n'est plus éducateur et temporaire mais devient conservateur et permanent.

Cette politique de défense était, en effet, justifiée par la nécessité de préserver les pays à richesse an-

cienne comme la France et l'Angleterre, de l'ambition croissante de pays récemment industrialisés : Allemagne, États-Unis, Japon.

C'est le moment où s'élabore en Allemagne la théorie des grandes unités économiques. Désormais, seuls quelques empires mondiaux seront susceptibles de soutenir la concurrence internationale et entraîneront fatalement dans leur orbite les pays de moindre importance, dénommés pays intercalaires.

Schmoller voit la formation de trois empires dans la Grande-Bretagne, la Russie et les États-Unis, et Naumann (1) affirme que l'Allemagne doit constituer un quatrième bloc en Europe centrale.

La formation de ce bloc germanique doit s'effectuer dans des conditions analogues à celles où ont été réalisés jadis le Zollverein et l'Empire allemand lui-même (2).

D'après la conception de ces auteurs le nouvel empire ne sera pas, comme List l'eut peut-être imaginé, un grand État usant des échanges internationaux suivant les principes de liberté commerciale.

Ce sera une autarchie fermée, où ne pénétreront

(1) Naumann écrit à ce sujet : « Des trois empires mondiaux qui sont la résultante de la période antérieure à la guerre, l'État russe est avant tout basé sur la force ; l'État américain sur la liberté et l'État anglais est dans une position intermédiaire entre ces deux extrêmes... »

« La fondation de l'empire allemand est un exemple classique du développement accompli par l'économie d'État... » Naumann, *Mittel Europa*, publié en 1915, p. 165. Cité par Danos dans *l'Idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur*. Thèse Paris 1921.

(2) Le député Möller disait au Reichstag, en décembre 1891 : « De même que la Prusse a unifié économiquement l'Allemagne, de même l'Allemagne doit former l'union économique de l'Europe centrale afin de pouvoir résister à la pression des puissants colosses économiques ». Cité par Danos.

que les articles ou produits indispensablement tirés de l'étranger et qui, pour se procurer des débouchés, pratiquera indifféremment l'annexion ou l'expansion coloniale (2).

Cette idée d'un empire mondial encombre la littérature allemande et le souci de sa réalisation conduit les Allemands à la guerre.

La théorie des grandes unités économiques s'inspire manifestement de Fichte et transpose dans le nouveau milieu économique l'idée d'autarchie en l'amplifiant suffisamment pour pouvoir englober et détourner au profit de la nation intéressée les immenses ressources de l'économie mondiale, savoir : industries concentrées, populations triplées, ressources financières accrues, etc.

La nécessité d'ouvrir des débouchés et de fournir des matières premières à cet organisme ne pouvait que conduire à l'impérialisme.

Quoi qu'il en soit de ces diverses conceptions de l'autarchie et, qu'elles soient de nature purement défensive ou à tendances impérialistes, on trouve en elles cette commune opinion que l'évolution économique des peuples avançant dans la carrière industrielle doit avoir pour effet, en développant leurs forces productives, de les rendre indépendants de l'étranger. Ce raisonnement est nettement démenti par l'observation des faits.

(2) « Des droits de douane élevés protégeront l'agriculture de la Confédération et de l'Union douanière. Celle-ci formera un domaine économique fermé, de dimensions suffisantes, qui pourra subsister indépendamment des autres domaines économiques, pourvu qu'il ait sur d'autres continents des territoires de colonisation et de culture », *La grande Allemagne et l'Europe centrale vers 1950*, 1895, Andler, II, p. 196. Cité par Danos, Introduction, p. XIII.

En effet, les statistiques du commerce extérieur établies jusqu'à ce jour font ressortir que ce sont les pays les plus développés au point de vue économique qui entretiennent les échanges les plus considérables et qui sont en état de dépendance la plus étroite les uns avec les autres.

Si nous nous référons aux résultats obtenus par M. Danos (1), nous constatons que les pays à richesse ancienne, comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne, ont une balance défavorable tandis que les pays récemment développés : Russie, États-Unis et Japon, ont une balance constamment favorable.

Il y a lieu de considérer, en effet, qu'une balance défavorable n'est nullement un indice de décadence économique, mais a sa raison d'être dans un certain nombre de faits tels que : constitution d'un important portefeuille de valeurs étrangères, visites de touristes à l'étranger, etc., qui s'expliquent par un état prospère antérieur et dénotent une civilisation plus avancée.

D'autre part, ainsi que le fait ressortir M. Danos, les faits économiques ne révèlent nulle part l'existence de pays à importations tendant vers zéro et se rapprochant, par suite, de l'État jouissant de l'indépendance économique (1).

Au contraire, la nature des échanges indique une interdépendance étroite entre les pays industriels et agricoles.

C'est ainsi que les puissances du premier groupe (France, Angleterre, Allemagne) importent principale-

(1) Danos, *L'idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur*, p. 57 et sq. Thèse Paris 1921.

Les statistiques relevées par M. Danos ont trait aux années précédant la guerre, à compter de 1895.

ment des matières premières pour l'industrie et des produits alimentaires : elles exportent principalement des objets fabriqués.

C'est l'inverse pour les puissances du deuxième groupe moins avancées dans l'ordre industriel et, qui se reposent plus spécialement sur les éléments naturels pour leur fournir les produits destinés aux échanges internationaux.

Une étude des échanges effectués entre eux-mêmes par les pays industriels conduirait à des conclusions analogues et il paraît impossible de se soustraire aux conséquences de l'inégale répartition des matières premières dans le monde, de la différence d'aptitude des races, de la multiplicité des climats. Indépendamment des conditions naturelles de la production, il y a encore lieu de tenir compte de la différence des degrés de civilisation et de l'inégalité de développement des forces productives dans chaque pays. Tous ces éléments déterminent la formation de pays à structures économiques différentes et contribuent à élargir la division internationale du travail en intensifiant les échanges (1).

En résumé, il semble absolument illusoire de vouloir concilier la formation d'autarchies ou de grandes unités économiques avec le développement continu du

(1) « Des communautés différentes, dit Karl Marx, trouvent dans leur entourage naturel des moyens de production différents, ainsi que des moyens de subsistance différents. Leur mode de production, leur manière de vivre, leurs produits sont donc différents. C'est cette différence naturelle qui, lorsque les communautés entrent en contact, provoque l'échange des produits mutuels et, par suite, la transformation progressive des produits en marchandises. L'échange ne crée pas la différence des sphères de production ; il met en rapport les sphères différentes et les transforme ainsi en branches plus ou moins dépendantes les unes des autres, d'une production totale sociale », Karl Marx, *Le capital*, livre premier, t. II, p. 251.

commerce international et la spécialisation de la production. Les liens qui se multiplient entre les économies nationales rendent les tentatives d'isolement de plus en plus dommageables à l'ensemble, car elles vont à l'encontre de la solidarité de toutes les parties.

On ne voit pas, par exemple, ce que deviendraient les pays à motoculture comme le Brésil, ou l'Égypte, s'ils cessaient d'exporter leur café ou leur coton, le Chili, son nitrate, ou les pays industriels comme l'Angleterre, si elle cessait de vendre à l'extérieur ses laines, ses produits manufacturés, son charbon, ou l'Allemagne, ses machines et ses produits chimiques.

L'échec subi dans les premières années du xx^e siècle par le projet d'union douanière des colonies et possessions britanniques de Chamberlain, montre la nature des difficultés auxquelles on s'expose, même dans les circonstances les plus favorables pour réaliser un de ces grands blocs économiques.

Il s'agissait d'unir pacifiquement, au moyen d'une entente douanière, un ensemble de colonies et dominions, déjà reliés à la métropole par les liens d'une commune politique, ayant l'expérience des méthodes commerciales anglaises et possédant une telle variété d'aptitudes naturelles ou de richesses en cours de développement, que certains d'entre eux manifestaient des vellétés de politique autarkiste (1).

(1) Le professeur Weber, dans son ouvrage *Deutschland und der Imperialismus* (Preuss, Jahrbücher, Berlin, 1901), signale ces vellétés de politique autarkiste en Afrique australe, au Canada et en Australie où, avec leurs immenses ressources encore vierges, ces différents peuples ont l'impression qu'ils pourraient subsister par eux-mêmes en fabriquant les produits nécessaires à leur marché.

D'après Ashley (*British Dominions*, Londres, Longmans 1911), vers 1911, aux conférences organisées par l'Université de Birmingham, un

Le meilleur moyen de prévenir ces tendances à l'isolement et d'assurer l'unité de l'Empire, n'était-il pas de fusionner ces jeunes énergies, en exaltant l'intérêt que comporteraient des échanges effectués en toute liberté par une masse de plus de 350 millions de sujets britanniques, produisant à plein rendement et consommant de même.

M. Murray, secrétaire de la Chambre de Commerce de Londres, déclarait en 1897 : « Depuis quelques années l'intérêt personnel a de plus en plus rapproché les diverses nationalités de langue anglaise : les trois cent cinquante millions de sujets de l'empire britannique constituent le plus grand être producteur que l'industrie et le commerce aient jamais connu... »

« Les peuples britanniques renferment en eux-mêmes pour l'industrie et le commerce des ressources inépuisables et ils pourraient à la longue arriver à se suffire à eux-mêmes ».

On pouvait objecter que la prospérité de la Grande-Bretagne est liée par sa spécialisation industrielle au développement des échanges avec tous les pays du monde sans exception ; mais il était loisible de répondre que les temps étaient changés depuis le moment où l'école de Manchester réclamait le libre-échange universel pour favoriser la diffusion des produits anglais. L'industrie anglaise dominait alors ses rivales, tandis qu'elle se heurtait présentement à la concurrence de pays en plein essor industriel et mieux outillés

homme d'affaires considérable déclarait que la tendance à établir des fabriques allait en augmentant en Australie et au Canada. « Dans le monde moderne, disait-il, tout État conscient de lui-même et qui se respecte caresse l'ambition d'arriver finalement à se suffire à lui-même et il n'est pas vraisemblable que l'Afrique du Sud doive faire exception ». Citations de Laurent Dechesne, *op. cit.*, p. 70-71.

qu'elle. Pour satisfaire ce besoin impérieux d'échanges, il suffisait d'appliquer le libre-échange dans le cercle restreint de l'Empire britannique et de protéger l'ensemble par des tarifs appropriés.

C'est ce que proposa Chamberlain ; mais en 1902, la Conférence impériale (1) reconnut l'impossibilité momentanée de supprimer les douanes entre l'Angleterre et ses colonies et l'on convint de mettre en vigueur un certain nombre de mesures destinées à faciliter les échanges de produits métropolitains et coloniaux.

Pour favoriser l'entrée en Angleterre des matières premières et des produits coloniaux on taxerait les produits similaires étrangers importés en Grande-Bretagne et, pour faciliter l'exportation des fabrications anglaises dans ses colonies, on ouvrirait des brèches dans leurs tarifs douaniers en obtenant des réductions qualifiées de « préférences ».

Mais l'expérience fut loin de donner le résultat espéré.

En ce qui concerne la première série de mesures, on avait pensé, à l'abri d'une espèce de muraille douanière élevée contre les produits d'origine étrangère, pouvoir ravitailler librement en produits coloniaux l'industrie et les populations britanniques. Mais le caractère d'incidence, qui est inséparable des droits de douane, avait pour effet d'élever les prix des produits coloniaux au niveau de ceux des produits étrangers les plus imposés, et il en résultait, avec une augmentation de cherté de la vie, une aggravation des salaires et des prix de revient rendant la situation de l'industrie britannique encore plus mauvais evis-à-vis de ses concurrentes étrangères.

(1) Laurent Dechesne, *op. cit.*, p. 66.

Quant au système des tarifs préférentiels, il n'était en réalité qu'un compromis entre le désir de la métropole d'augmenter ses exportations coloniales et l'individualisme des colonies soucieuses de conserver et développer leurs propres industries. Dans certains cas, l'esprit particulariste des colonies suffisait en maintenant un tarif suffisamment élevé, malgré la « préférence », pour limiter étroitement l'entrée des produits anglais (1). Dans d'autres cas, on se trouvait en présence d'une tendance au protectionnisme contraire au but cherché.

On peut se demander, d'ailleurs, si indépendamment des moyens employés pour réaliser ce projet d'union douanière, on ne poursuivait pas une vraie chimère en voulant isoler un pays aussi spécialisé que l'Angleterre qui, depuis plus d'un siècle, vivait et s'enrichissait du commerce extérieur. Ses colonies et Dominions, quelles que soient leurs ressources, paraissent incapables de suppléer auprès d'elle les pays qui lui fournissent son complément en matières premières et en produits alimentaires.

C'est ainsi que les colonies anglaises ne fournissent que 2/10 du froment et des farines ainsi qu'une faible partie de la viande nécessaires à la métropole : elle tire le complément des pays étrangers, Russie et États-Unis pour le blé, Amérique, Hollande et Danemark pour la viande.

En ce qui concerne les matières premières, les colonies britanniques sont pauvres en minerai, exception faite pour le nickel canadien et pour les métaux pré-

(1) Laurent Dechesne, *op. cit.* Voir l'application des tarifs préférentiels au Canada.

cieux du Cap et de l'Australie. Aussi l'Angleterre doit-elle acheter ses minerais de fer en Espagne et au Chili, ses bois dans les États scandinaves, la laine dans l'Argentine et pour le coton, malgré la récolte égyptienne, on a dit que la fermeture du marché américain équivaldrait « à la destruction par la guerre du Lancashire tout entier et à la famine pour une partie de la population britannique (1) ».

Si l'on consulte, en outre, les statistiques du commerce extérieur (2) ; on constate que le commerce avec les colonies ne tient pas la place la plus importante dans le commerce extérieur des grands pays : pour l'Angleterre il ne comprend que 22 pour cent des importations totales, 39 pour cent des exportations et encore ce dernier chiffre paraît dû à la richesse et au développement exceptionnel de certaines colonies comme l'Inde, le Canada et l'Australie.

Pour la France, les importations coloniales s'élèvent au même chiffre de 22 pour cent, dont 11 pour cent seulement pour ses colonies et 11 pour cent pour les colonies étrangères, et les exportations coloniales seulement à 15 pour cent. Ces chiffres démontrent que le commerce colonial ne joue qu'un rôle encore secondaire dans les relations extérieures des grands pays et pour certains, comme la France, il peut parfois être aussi actif avec les colonies des autres puissances.

Pour l'Angleterre, la proportion des transactions avec ses colonies pendant la période de 1898 à 1912 est sensiblement constante et il n'y a aucune tendance

(1) Quillet, *Géographie générale*, t. III, *L'Angleterre industrielle*, par M. Georges Martin, p. 103.

(2) Danos, *op. cit.*, p. 54 et sq. — Les statistiques consultées sont relatives à la période de 1895 à 1912.

à la création d'un lien de plus en plus étroit, encore moins à la formation d'une autarchie fermée. Nous concluons donc que cette dernière est impossible à réaliser pratiquement et que toutes les tentatives qui pourront être faites à ce sujet se heurteront presque infailliblement au nationalisme plus ou moins intransigeant des participants ou à l'inextricabilité des liens créés par l'économie mondiale.

Depuis la tentative de Chamberlain, la situation de l'Angleterre est loin d'être améliorée et ses industries principales traversent l'une après l'autre des crises de réadaptation. Pendant que les industries rivales s'armaient d'un matériel moderne et enlevaient une partie importante des anciens débouchés britanniques, les industries anglaises sont restées en possession d'un matériel suranné et handicapées par des prix de revient qui sont toujours grevés par les charges fiscales, par le relèvement de la livre sterling à sa parité d'avant guerre et de forts salaires.

Il en est résulté un ralentissement des exportations qui, joint à la diminution du portefeuille des affaires étrangères et à celle des autres sources de revenus, a rendu plus précaire la balance des paiements et le cours de la livre plus difficile à maintenir sur le marché des changes.

D'ailleurs la fréquence et la gravité des crises attestent les embarras de l'économie anglaise.

En 1926, les conditions particulièrement onéreuses d'exploitation de l'industrie houillère dues à la vétusté de l'outillage, au morcellement des concessions, etc., ont déterminé une grève consécutive à une réduction de salaires.

La métallurgie traverse également une crise très dure et, en 1925, malgré un excellent charbon à coke à proximité de la mer, malgré les transports à bon marché des meilleurs minerais et un équipement pléthorique, 149 hauts fourneaux seulement sur 465 étaient à feu. En 1929, l'industrie cotonnière qui est, malgré une production inférieure de 30 pour cent à celle d'avant guerre, et malgré la concurrence de l'Amérique, de l'Italie et du Japon, l'une des industries fondamentales de l'Angleterre (1), a été atteinte à son tour par un lock-out qui a réduit à l'inactivité environ 1.800 usines et au chômage 500.000 travailleurs.

Le chômage, qui est la conséquence de ces crises et du ralentissement de l'activité économique, est en voie de progression croissante et se complique d'un problème démographique très difficile à résoudre.

De 1914 à 1928, en dépit du million d'hommes perdus à la guerre, la population des Iles Britanniques est passée de 41.714.000 à 44.375.000. L'Angleterre proprement dite vient en tête de tous les pays européens comme densité de population, et comme cette dernière continue de s'accroître annuellement de 200.000 unités, la masse des chômeurs subit une augmentation corrélative de celle de la population. Avant la guerre, cet excédent de population était absorbé en majeure partie par l'émigration dans les colonies et les Dominions ; mais cet exutoire s'est fermé à peu près complètement depuis la guerre et l'Angleterre se

(1) L'industrie cotonnière anglaise est également concurrencée par les cotonnades de l'Inde et en 1929 ; la chambre de commerce des marchands indiens a demandé à être protégée, non seulement contre le Japon et l'Italie, mais aussi contre le Lancashire.

trouve contrainte aujourd'hui de garder la presque totalité de cet excédent (1).

Il reste à l'Angleterre son énorme réserve de capitaux, fruit de bénéfices séculaires, pour soutenir son armature économique ; mais les statistiques fiscales qui accusent une diminution de près de 11 pour cent des revenus nationaux de 1911 à 1924, montrent que cette réserve n'est plus intacte.

Il semble donc nécessaire pour l'Angleterre de procéder à une réorganisation de sa production et des échanges, si elle veut maintenir intacte sa vieille puissance industrielle et commerciale ; mais, comme sa politique traditionnelle l'éloigne de l'Europe, on s'explique, malgré l'échec retentissant de Chamberlain, la formation d'un nouveau parti, le parti de « l'Empire unifié », se proposant de remédier aux maux de la situation présente par la constitution d'une union douanière limitée dans ses débuts aux seules colonies de l'Empire britannique (1).

(1) Avant la guerre, l'émigration laissée à l'initiative individuelle faisait passer chaque année 100.000 Anglais au Canada et 55.000 en Australie. En 1928 les services d'assistance à l'émigration ont réussi péniblement à installer 27.500 émigrants au Canada et 20.000 en Australie. Les Dominions ne refusent pas les colons, mais ils demandent des cultivateurs et la Grande-Bretagne n'a pas de paysans à exporter. L'Australie, jalouse de ses hauts salaires, ne veut pas voir augmenter le nombre de sa main-d'œuvre industrielle et lorsque M. Thomas, lord du sceau privé et, en fait, ministre du chômage, est allé au Canada chercher un remède au malaise britannique, il a dû déclarer dès les premiers jours, qu'il n'était pas question de faire traverser l'Océan à un contingent de sans-travail, (*Information* du 3 janvier 1930).

(1) Les fondateurs de ce nouveau parti politique sont deux magnats de la presse, les *Lords Beaverbrook* et *Rothermere* : « Il est impossible, disent-ils, de laisser les choses aller dans le pays comme elles vont depuis la guerre : l'industrie serait bientôt ruinée, si cela continuait, et il semble possible de lui procurer des débouchés en constituant une union douanière excluant même quelques colonies ou dominions ». On cite à ce sujet l'exemple du Canada où six colonies qui se faisaient

Quelque puisse être l'avenir de cette tentative d'autarchie partielle, la situation économique de l'Angleterre, déjà difficile au commencement du ^{xx}^e siècle, se trouvait encore aggravée par les charges de la guerre.

Alors que la fin des guerres napoléoniennes avait consacré son hégémonie maritime et lui avait permis d'imposer sa supériorité industrielle aux autres nations sous la forme du libre-échange, elle se trouvait après la grande guerre, accablée par un lourd héritage de dettes, en présence de jeunes nations industrielles supérieurement outillées. Or, parmi ces dernières : « Voici, dit M. Georges Martin, qu'une race qu'elle a formée la surpasse dans le domaine de l'action créatrice (1) ».

Cette race est la race américaine qui possédait avant la guerre les multiples variétés de la richesse économique et à une industrie perfectionnée, joignait un immense marché intérieur lui servant simultanément de débouché pour ses produits finis et de centre d'approvisionnement pour les matières premières et les produits d'alimentation. Indépendamment de ces éléments de prospérité économique, les États-Unis d'Amérique retiraient de leur longue neutralité un enrichissement sans précédent et, de leur intervention

une guerre de tarifs se sont unies en 1869, laissant à l'écart, pendant plusieurs années, l'île du Prince-Édouard ; l'île de Terre-Neuve est encore dans ce cas aujourd'hui.

L'Empire a absorbé en 1929 plus de 45 p. 100 des exportations : l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont acheté en un an pour 75 millions de livres sterling de marchandises, c'est-à-dire plus que la France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne réunis. C'est pourquoi le parti de l'Empire admet que ce serait une chose remarquable de commencer par une union douanière avec les colonies de la Couronne : ces colonies ont importé en 1927 pour 252 millions de livres sterling (31 milliards de francs), dont un quart seulement est venu de la métropole. Voir article du *Statist* du 22 février 1930.

(1) Quillet, *Géographie générale*, t. III, *L'impérialisme britannique* par M. Georges Martin.

tardive, le droit de parler en arbitres entre vainqueurs et vaincus également épuisés.

Cette attitude et leurs actes ultérieurs ne pouvaient guère manquer de les faire taxer d'impérialisme ; mais avant de rechercher si cette accusation est fondée et, dans l'affirmative, quels seraient les caractères particuliers de l'impérialisme américain, il nous paraît utile d'examiner dans le prochain chapitre la théorie que l'école socialiste a professée en Allemagne sur la formation du capital financier et l'impérialisme économique.

D'après cette théorie, le double mouvement de concentration bancaire et industriel a engendré un organisme unique, le capital financier, ayant une puissance formidable et tendant, en vertu de sa force d'extension propre, à se développer indéfiniment sous la forme de l'impérialisme économique.

Si nous appliquons cette conception spéciale aux États-Unis d'Amérique, nous voyons qu'ils possèdent à un degré éminent la double puissance industrielle et financière.

La puissance industrielle, ils la possédaient avant la guerre ; mais n'ayant pas de réserves, ils employaient tous leurs bénéfices à rénover ou perfectionner leur outillage.

Or, la guerre y a ajouté la puissance financière, c'est-à-dire « ce potentiel qui est la richesse accumulée et qu'on nomme le Capital (1) ».

(1) « Du fait même de la guerre européenne, toutes les réserves accumulées par l'Europe au travail depuis des dizaines d'années, sont passées d'un seul coup à la jeune Amérique ; elle se trouve ainsi avoir aujourd'hui, en sus de son outillage, l'épargne qui permet de créer du nouveau. Cette épargne, elle n'a pas eu à la faire elle-même, elle 'n'a pas eu à la ravir, l'Europe la lui a, en quelques mois, abandonnée vidant ses réserves avec une rapidité effrayante pour se procurer des instruments de ruine et de mort », Octave Homberg, *L'impérialisme américain*, p. 78.

Cette fortune nouvelle a, d'ailleurs, été édiflée sur une base qui paraît inébranlable : aujourd'hui le dollar est devenu la monnaie maîtresse. Sa valeur s'identifie avec celle de l'étalon d'or et est garantie par un stock de métal qui comprend 50 pour cent de l'or affecté dans le monde aux usages monétaires.

Quant aux capitaux, loin d'être inactifs, ils ont été utilisés sous la double forme de prêts bancaires et de placements industriels pour stimuler, en premier lieu, la production nationale et ensuite pour porter à l'extérieur la puissance créatrice de ce nouveau capitalisme.

En ce qui concerne ces placements à l'extérieur, il paraît être de la plus grande importance de connaître leur nature et de déterminer s'ils ne sont que de simples immobilisations de rapport ou s'ils constituent des empiètements sur les autres économies nationales. Mais cette question s'identifie avec celle de l'impérialisme financier américain qui sera traitée au cours de la deuxième partie.

CHAPITRE IV

Théorie socialiste de l'Impérialisme Économique

Cette théorie, qui a déjà été exposée par M. Hovikian, ne donne aucune solution satisfaisante aux problèmes économiques, mais présente une analyse intéressante du mode de formation du capital financier ainsi que des mobiles susceptibles de pousser les nations modernes dans la voie de l'impérialisme économique (1).

Sa conception procède du marxisme, en général, et s'inspire plus spécialement de la théorie du mouvement social pour décrire l'évolution économique qui s'effectue suivant des formes déterminées.

On suppose que le capital se forme suivant l'idée marxiste, c'est-à-dire par accumulations successives des plus-values du travail ouvrier, qui est exploité à son profit par le patronat. L'évolution se déroule en passant par un certain nombre de phases qui correspondent à la formation de types déterminés, savoir : capital commercial, capital financier, impéria-

(1) D'après cette théorie, l'Impérialisme économique apparaît comme la conséquence inéluctable de l'organisation capitaliste.

Suivant le professeur allemand, M. J. Hashagen (*Marxismus und Imperialismus*), les meilleurs ouvrages sur la question sont ceux des deux marxistes austro-allemands, M. Otto Bauer et Rudolph Hilferding, *Die Nationalitäten frage und die Social demokratie*, de M. O. Bauer et *Das Finanz Kapital*, de M. R. Hilferding. — Artaki Hovikian, *L'impérialisme économique d'après les doctrines socialistes contemporaines* (thèse, Paris, 1927).

lisme économique et se termine par l'avènement au pouvoir du prolétariat.

Ces formes historiques constituent, en quelque sorte, les grandes époques de la genèse socialiste ; mais avant de procéder à leur examen, il nous paraît indispensable, pour mieux comprendre le caractère affecté par cette évolution, de saisir l'esprit dans lequel a été effectué le développement récent des forces économiques.

D'après Sombart (1), les forces morales ont eu leur part dans le développement de l'esprit du capitalisme. Mais Sombart envisageait une époque plus ancienne que la période actuelle, époque où « on ne produisait pas encore pour produire » et où, le champ de l'activité économique étant délimité par des règlements corporatifs, l'homme pouvait encore, dans sa sphère, garder une certaine indépendance et conformer sa conduite aux principes moraux.

Depuis ce temps, les barrières corporatives ont disparu, le régime de production a été transformé par le machinisme et l'homme a perdu cette espèce de liberté : de modérée et facultative, son activité est devenue fiévreuse et impérieusement conditionnée par le régime économique (2).

(1) A l'époque du capitalisme primitif nous observons la coexistence de deux circonstances. « 1^o l'intérêt pour la philosophie pendant la Renaissance jusqu'au XVIII^e siècle ; 2^o le faible développement du capitalisme. C'est ainsi que les forces morales ont eu leur part dans le développement de l'esprit du capitalisme.

« Nous observons dans cette époque un parallélisme dans la doctrine morale et l'activité de l'esprit capitaliste, la doctrine morale agissant comme cause et la conduite des sujets économiques en étant l'effet », Sombart, *Der bourgeois*, p. 354. Cité par Hovikian, p. 116.

(2) « Alors que l'entretien conforme à son état était le but de l'activité du moyen âge, aujourd'hui le profit n'est jamais assez élevé pour qu'on puisse dire, c'est assez », W. Sombart, *Der Bourgeois*, p. 219. Cité par Hovikian, p. 120.

Les facteurs moraux n'ont plus la même importance qu'autrefois et le champ d'activité étant devenu illimité, « on poursuit le profit là où on croit pouvoir l'atteindre. On empiète sur le champ d'activité de son voisin sans aucun scrupule, pourvu qu'on obtienne ce qu'on poursuit... (1) » Cet état d'esprit n'est cependant pas une chose entièrement nouvelle. Il a été décrit par Aristote dans la *Chrématisique non naturelle* et le philosophe grec déclare que toute opération dont le but est de recouvrer plus de monnaie en fin d'opération est contre nature.

Or, notre organisation économique ne connaît que la chrématisique non naturelle et ainsi que le dit M. Ch. Gide : « Quoique le profit ait existé depuis les temps mythologiques, il faut reconnaître que c'est de nos jours qu'il a pris toute son ampleur en raison de l'évolution industrielle et de la grande production (2) ».

Hilferding dit également que la recherche intense des profits est le but de la production capitaliste et l'unanimité de ces opinions démontre que le principe moteur de toute l'activité économique s'est modifié avec le régime actuel de la production, imprégnant de rationalisme l'industrialisme moderne.

L'influence de ce facteur psychologique, jointe aux possibilités matérielles ouvertes par les perfectionne-

(1) « L'homme moderne n'est autre chose qu'un instrument de production. Il est dominé par les conditions économiques au développement desquelles il a travaillé et par lesquelles il a été asservi... »

« L'entrepreneur capitaliste ne met pas d'amour-propre dans la fabrication de ses produits comme l'artisan qui mettait son âme dans son œuvre en vrai artiste, en homme d'amour-propre fier de sa création. L'entrepreneur produit dans un but bien déterminé, dans le but de faire profit », Hovikian, *L'impérialisme économique d'après les doctrines socialistes contemporaines*, p. 9.

(2) Ch. Gide, *La lutte pour le profit*, p. 57. Cité par Hovikian,

ments ininterrompus de la science, a certainement contribué à accélérer l'évolution économique, suivant un double mouvement de concentration et de centralisation.

On confond fréquemment ces deux espèces de mouvements, mais il importe de les distinguer, car ils diffèrent essentiellement l'un de l'autre (1). La concentration est produite par l'accroissement des capitaux particuliers entre les mains de leurs propriétaires et la centralisation par la réunion de plusieurs capitaux particuliers entre les mains d'un unique propriétaire.

Les deux procédés réagissent fatalement l'un sur l'autre, car une forte concentration du capital accélère l'absorption des entreprises plus faibles et inversement la centralisation stimule la concentration par

(1) « Tout capital individuel, dit Karl Marx, est une concentration plus ou moins grande de moyens de production, avec le commandement correspondant d'une armée plus ou moins grande d'ouvriers. Toute accumulation devient moyen d'une accumulation nouvelle.

« A mesure qu'augmente la masse de la richesse fonctionnant comme capital, elle en étend la concentration entre les mains de capitalistes individuels : elle élargit donc sur une plus grande échelle la base de la production et des méthodes de production spécifiquement capitalistes... L'accroissement du capital social s'opère par l'accroissement de beaucoup de capitaux particuliers...

A cette dispersion du capital social en beaucoup de capitaux individuels ou à cette répulsion de beaucoup de capitaux individuels, s'oppose sa force d'attraction. Ce n'est plus une conception simple identique à l'accumulation. C'est la concentration de capitaux déjà formés, la suppression de leur autonomie particulière, l'expropriation d'un capitaliste par un autre, la transformation de beaucoup de petits en peu de gros capitalistes. Ce processus se distingue du précédent en ce qu'il suppose simplement une répartition différente des capitaux existants et déjà en fonction.

« Le capital s'accumule entre les mains d'un seul parce qu'il échappe aux mains de beaucoup. C'est la centralisation proprement dite par opposition à l'accumulation et à la concentration ». Karl Marx, *Le capital*, livre II, tome IV, p. 8990, 90. Cité par Boukharine dans *L'Economie mondiale et l'Impérialisme*, p. 115.

l'augmentation incessante de la plus-value (1). Le mouvement de concentration a eu pour effet de substituer des entreprises de plus en plus puissantes les unes aux autres : c'est ainsi qu'à l'entreprise individuelle a succédé l'entreprise collective, puis aux sociétés anonymes, les cartels, trusts ou syndicats.

Quant au mouvement de centralisation, il s'est développé parallèlement au précédent au moyen de l'absorption des petits capitalistes par les grandes entreprises individuelles et de la fusion des organes collectifs les plus faibles dans d'autres plus puissants et mieux organisés.

Mais tout ce mouvement de concentration et de centralisation s'est effectué grâce à l'extension des sociétés par action qui a entraîné la dissociation des fonctions d'entrepreneur industriel et de capitaliste et a ainsi contribué à la domination de l'industrie par la haute banque (2). Aujourd'hui l'entrepreneur industriel n'investit plus la totalité de son capital liquide dans une entreprise où sa responsabilité est illimitée. Il n'y a plus que des actionnaires qui se trouvent dans une situation analogue à celle de capitalistes

(1) « Tout le processus de la mondiale économique de nos jours consiste à produire de la plus value et à la répartir entre les divers groupements de la bourgeoisie sur la base d'une reproduction sans cesse accrue des rapports entre deux classes : le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale... »

« Si une ville russe emprunte aux capitalistes de Londres et paye des intérêts, il se passe la chose suivante : une partie de la plus-value qui exprime le rapport entre l'ouvrier et le capitaliste anglais échoit à la municipalité russe, laquelle, sous forme d'intérêts, verse une partie de la plus-value qui est obtenue de la bourgeoisie de cette ville et qui exprime le rapport de production entre l'ouvrier et le capitaliste russes. De cette façon, une liaison s'établit entre les ouvriers ainsi qu'entre les capitalistes des deux pays ». Boukharine, *L'Economie mondiale et l'Impérialisme*, p. 17.

(2) Hovikian, *op. cit.*, p. 18.

monétaires, ayant consenti des prêts d'argent et n'exerçant qu'une action impersonnelle sur l'entreprise par l'intermédiaire de conseils d'administration qui, eux-mêmes, abandonnent leurs principales attributions à des directeurs irresponsables. Par ce moyen s'est trouvée favorisée la pénétration du capital bancaire dans l'industrie et la participation financière aux entreprises industrielles est devenue une des principales fonctions des banques. C'est ce capital dont le rôle est de vivifier et entretenir l'activité économique qu'Hilferding qualifie de capital financier (1).

Cette action du capital financier s'exerce sous les formes diverses du crédit industriel et double la concentration industrielle d'une concentration bancaire (2).

A leur tour, les entreprises d'État et l'État lui-même, sont en relation étroite avec les grands groupements financiers et industriels et ainsi, l'interdépendance s'accroît, non seulement entre les entreprises bancaires et industrielles, mais encore entre les entre-

(1) « Une part toujours plus grande du capital industriel n'appartient pas aux industriels qui le mettent en circulation. Ils ne disposent de ce capital que par l'entremise de la banque qui représente vis-à-vis d'eux les propriétaires de ce capital. D'autre part, la banque est elle-même obligée d'engager dans l'industrie une part de plus en plus grande de ses capitaux. Il en résulte que la banque devient de plus en plus un capital industriel. Ce capital bancaire, c'est-à-dire ce capital argent, qui est ainsi transformé effectivement en capital industriel, je l'appelle capital financier ». Hilferding, *Das Finanz Kapital*. Cité par Boukharine, p. 64.

(2) En Allemagne, la pénétration entre les milieux bancaire et industriel est très fortement organisée.

En Amérique, les groupes Morgan et Rockefeller détiennent le contrôle d'une énorme quantité d'entreprises et, sans eux, aucun trust ne peut être constitué. C'est le monopole de la production des monopoles (monopoly of monopoly making), Nazarevsky, *Esquisse de l'histoire et de la théorie collective capitaliste*, Moscou, 1912. Cité par Boukharine.

prises publiques et privées. Toute l'économie nationale tend à se transformer progressivement en une énorme entreprise sous l'égide des magnats de la finance (1). Quant à la technique suivant laquelle se sont effectués ces mouvements de concentration ou de centralisation, elle a donné lieu à un travail intense dans les sens horizontal et vertical et a abouti à la formation de cartels, trusts, holdings et syndicats, qui ont généralement pour but la réalisation du maximum de profit par le moyen du monopole.

C'est la raison pour laquelle ces grandes organisations ont fini, d'après l'école socialiste, par absorber les entreprises les plus faibles et faire disparaître la concurrence à l'intérieur de chaque pays : elles sont entrées en compétition dans le domaine international et ont employé un moyen de lutte qui diffère essentiellement des anciens droits de douane classiques et qui porte le nom de : droits de cartel.

Ce procédé est basé sur le monopole du marché intérieur que l'on met à l'abri de la concurrence extérieure au moyen d'une barrière très élevée de droits de douane. L'intérieur du pays étant ainsi mis en vase clos, on cherche, en intensifiant la production, et, en diminuant les prix de revient, à surexciter la consommation pour réaliser des bénéfices très élevés.

Ces bénéfices seront d'autant plus importants qu'il y aura sur le marché intérieur plus de différence entre

(1) « Économiquement parlant, l'ensemble du monde civilisé d'aujourd'hui vit sous la domination d'une puissante ploutocratie qui, dans certains États, a réussi à s'emparer de tout le pouvoir politique, de la législation et de l'administration, du droit de décider la paix et la guerre et, dans certains autres, partage le pouvoir politique avec les puissances traditionnelles, tout en disposant sans restriction de l'organisation du pays ». Walter Ratheneau, *Où va le monde*, trad. docteur Jankelevitch, p. 121. Cité par Hovikian, p. 16.

les prix de revient et les prix de vente qui sont, d'ailleurs, des prix de monopole, et ils permettront de submerger les marchés étrangers sous une masse de produits vendus aux plus bas prix possibles.

S'il y avait lieu de se débarrasser d'une concurrence gênante à l'extérieur, il serait possible, pendant un certain temps, de vendre les produits exportés à des prix inférieurs aux prix de revient. Mais le « dumping » est un moyen anormal qui constitue, même en matière de commerce international, un procédé de concurrence déloyale et l'emploi régulier des droits de cartel suppose que l'on réalise des bénéfices sur les deux marchés intérieur et extérieur.

En effet, l'efficacité du système dépend des ventes qui sont effectuées sur les deux marchés, chacun de ces marchés réagissant sur l'autre à tour de rôle pour développer les ventes ou la production.

C'est ainsi que le développement des ventes à l'extérieur a pour effet immédiat de stimuler la production à l'intérieur et, pour conséquence indirecte, de diminuer les prix de revient : cette diminution intervient à son tour pour stimuler les ventes. Ainsi l'effet réagit sur la cause et inversement pour développer de manière indéfinie sur les deux marchés ce phénomène de production et de consommation conjuguées. Mais l'animateur de tout le système est la recherche à outrance des hauts profits (1) et l'influence exercée par ce

(1) Karl Marx explique comme il suit la formation du profit supplémentaire obtenu dans l'échange effectué entre pays à structures économiques, différentes. « Le commerce international rapporte un profit dont le taux est plus élevé parce qu'il offre des marchandises à des pays moins avancés au point de vue procédés de fabrication et qu'il peut, tout en les leur cédant à un prix inférieur au leur, les vendre au-dessus de leur valeur.

mobile finit par placer les économies nationales sur la pente de l'impérialisme. Quant aux pays menacés par cette politique des droits de cartel, il est vraisemblable qu'ils chercheront à se défendre par une barrière douanière contre cette invasion de produits à bas prix et c'est ainsi qu'ont agi à la fin du XIX^e siècle les pays d'Europe, menacés par la concurrence des pays récemment industrialisés. Mais ces mesures de défense provoqueront une riposte des pays de cartel et ainsi sera amorcée la guerre commerciale qui n'est souvent que le prélude de la guerre politique.

En résumé, les capacités respectives de production et de consommation des marchés intérieur et extérieur sont intimement liées l'une à l'autre ; mais, l'équilibre entre ces deux éléments ne pourrait être réalisé que de manière tout à fait fugitive, car il serait aussitôt détruit, la recherche du profit qui est à la base de toute l'activité économique des pays industriels devant les inciter à exagérer la production, ce qui déterminerait une lutte nouvelle pour les débouchés (1).

* Le travail des pays avancés compte dans ce cas comme travail d'un poids spécifique plus élevé et est porté en compte comme travail de qualité supérieure bien qu'il ne soit pas payé comme tel : d'où nécessairement une hausse du taux du profit. Ce qui n'empêche pas que le produit soit fourni au pays dans lequel on l'exporte à un prix moins élevé que celui auquel ce dernier pourrait le produire, la quantité de travail qui y est incorporé par le pays exportateur étant beaucoup moindre que celle que le pays moins avancé devrait y consacrer... », Karl Marx, *Le capital*, t. IV, p. 364.

L'explication donnée par K. Marx du surprofit est basée sur sa propre théorie de la valeur travail : mais la théorie moderne ne fonde pas la valeur des biens sur le travail mais sur leur utilité et le surprofit n'est qu'une application des phénomènes de rente provoqués par l'ouverture au commerce de nouveaux pays, ou par la découverte de procédés de fabrication plus perfectionnés. M^e Truchy, *Précis d'économie*, t. II, p. 139 : La théorie de la rente considérée comme une application de la théorie générale des prix.

(1) Ces considérations ne peuvent évidemment pas s'appliquer au pseudo dumping russe en raison des conditions tout-à-fait spéciales

La recherche des débouchés n'est malheureusement pas l'unique cause de rivalité des pays industriels, qui ont un besoin croissant de matières premières pour entretenir l'activité de leur production, et de produits d'alimentation pour subvenir aux besoins de leur population ouvrière.

Or ces produits et ces matières sont la spécialité des pays à économie primitive ou agricole qui constituent en même temps les meilleurs débouchés pour les produits ouvrés des pays de cartel : ainsi le double objet poursuivi par ces derniers, savoir, vente des produits de leurs industries et achat de matières premières ou produits d'alimentation, doit être atteint par un simple échange de produits, comme il est constant en matière de commerce international.

En raison de leur spécialisation croissante les pays industriels, sont de plus en plus impuissants à satisfaire leurs besoins à l'aide des seuls produits de leur agriculture, dont les sources vives sont taries par l'exode rural vers les villes et dont la nature est d'ailleurs rebelle à une reproduction trop poussée : c'est pourquoi ils sont obligés de chercher au dehors des quantités de plus en plus considérables de matières premières et de produits d'alimentation.

L'école socialiste voit dans ce développement disproportionné de l'industrie et de l'agriculture et dans l'impuissance de plus en plus grande de cette dernière

dans lesquelles les produits destinés à l'exportation sont obtenus et de l'état de sujétion dans lequel se trouvent les classes russes employées à la production. En vendant ainsi ces produits à des prix qui défient toute concurrence, le gouvernement des Soviets espère déterminer des perturbations graves sur les marchés extérieurs et il a aussi pour objet de se procurer des devises destinées à poursuivre à l'étranger sa propagande révolutionnaire.

à satisfaire les besoins industriels un vice inhérent à l'organisation capitaliste. Ce vice se traduit par une raréfaction croissante de denrées qui inquiète les pays avancés et accroît l'antagonisme de ceux qui cherchent à étendre leur influence sur les pays à développement inférieur, comme les colonies (1).

Nous avons cherché jusqu'ici, au cours de ce chapitre, à déterminer quels sont les mobiles que les socialistes attribuent à l'impérialisme économique : mais en envisageant successivement les besoins que les pays industriels ont en débouchés et en matières premières, nous n'avons guère fait qu'examiner les divers aspects d'un même problème, consistant à créer des

(1) Les marxistes profitent de cette discordance croissante des besoins industriels avec les ressources fournies par l'agriculture, pour diriger une attaque contre la propriété privée, à laquelle ils imputent l'insuffisance du rendement agricole. « Le droit de propriété, dit Karl Marx (*Le capital*, livre III, t. II, p. 319), assure au propriétaire foncier le droit de soustraire sa terre à l'exploitation jusqu'au moment où celle-ci donne lieu à un excédent, que la mise en valeur se fasse par l'agriculture proprement dite ou par un autre système de production... La propriété foncière agit donc comme une barrière qui empêche aussi longtemps qu'il n'en résulte pas une rente, toute avance de capital pour des terres non encore cultivées, ou non encore affermées, alors même que ces terres appartiennent à une catégorie qui ne rapporte pas de rente différentielle et qu'il suffirait si la propriété foncière ne réclamait pas son tribut, d'une légère augmentation du prix du marché pour que celui-ci couvre le coût de production et rende la culture économiquement possible ».

Karl Marx met alors l'intérêt du propriétaire foncier en opposition avec l'intérêt général en se basant sur le principe de la rente ricardienne.

Mais pour Ad. Smith, la rente ne provient pas de la différence des coûts de production qui confère une valeur supplémentaire aux facultés naturelles du sol : elle existe par le fait même que la terre est exploitée et l'élévation du coût de production ne pouvant que diminuer la rente, l'intérêt du propriétaire foncier s'identifie avec celui des autres classes. Chez les physiocrates, la théorie du produit net conduit aux mêmes conclusions.

D'ailleurs les marxistes ne proposent pas de solution pratique et ce n'est pas le communisme agraire, tel qu'on le voit appliquer en Russie et qui n'est qu'un retour au servage, qui est susceptible d'augmenter le rendement agricole ou d'améliorer le sort des classes paysannes.

moyens d'échange en rapport avec une production qui ne cesse de s'accroître, parce qu'elle s'organise suivant les principes de la division internationale du travail.

Quoi qu'il en soit, l'influence exercée par la politique impérialiste de certains États ne peut que hâter le cours de cette évolution en ouvrant sans cesse de nouveaux pays à l'activité économique. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, ces États utilisent dans ce but la puissance d'expansion du capital financier, puissance qui s'exerce sous la forme de l'*exportation des capitaux* (1).

Mais ces capitaux ne se dirigent pas par le seul effet de la volonté de l'État impérialiste vers les pays ou les régions sur lesquels il se propose d'asseoir sa domination. Il faut encore réaliser certaines conditions et pour qu'un pays devienne banquier des autres pays et dispensateur de capitaux, il faut qu'il possède ces derniers en surabondance. Comme, dans ce cas, ces capitaux ne peuvent prétendre à l'intérieur qu'à un taux d'intérêt réduit, il s'établit, indépendamment de toute visée politique, un courant d'exportation vers les pays moins avancés où la demande de capital est plus forte et le taux d'intérêt plus élevé.

Ainsi la circulation du capital tend à prendre la forme internationale et à égaliser les taux d'intérêt dans les différents pays, de même que la circulation

(1) Il convient de distinguer l'exportation de capitaux de la simple *vente à l'étranger* qui constitue une exportation de marchandises et de l'opération appelée *transfert de capitaux* qui consiste pour un capitaliste à émigrer à l'étranger en y emportant ses capitaux.

Dans ce dernier cas les capitaux sont entièrement perdus pour le pays d'origine. Pour qu'il y ait exportation, il faut que le capital exporté reste à la disposition du pays exportateur, afin que le capitaliste national puisse disposer de l'intérêt ou du profit produits par ce capital. Hovikian, *op. cit.*, p. 64.

des marchandises tend à niveler les prix locaux sur la base des prix mondiaux et que les migrations de travailleurs ont pour conséquence d'égaliser les salaires. Ce phénomène est tellement caractéristique du capitalisme moderne que Sartorius von Valtershausen, le grand théoricien de l'impérialisme allemand, le qualifie de *capitalisme exportateur* (1).

Hilferding définit l'exportation de capitaux « l'exportation de valeurs qui est destinée à produire de la plus-value à l'étranger (2) ».

Mais parmi les capitaux exportés on distingue des *capitaux de prêt* et des *capitaux industriels*. Les premiers rapportent de l'intérêt et les seconds du profit ou de la plus-value au sens marxiste. Les capitaux de prêt sont des emprunts contractés auprès d'un État ou de grands organes financiers. Lorsque le pays emprunteur cesse de payer les intérêts ou que le capital de la dette est en danger, l'État capitaliste peut se trouver entraîné à prendre des mesures de protection qui auront la forme d'une intervention militaire (expédition du Mexique en 1862) ou du contrôle financier (contrôle international de la Dette égyptienne en 1880, des finances turques en 1898 (3)).

(1) Cité par Boukharine, *op. cit.*, p. 32.

(2) Hilferding, *Le capital financier*, p. 395, cité par Hovikian, p. 61.

(3) « L'exportation des *capitaux de prêt* a été surtout le fait des vieilles nations capitalistes comme l'Angleterre et la France tandis que l'exportation des *capitaux industriels* était pratiquée par les pays ayant atteint une organisation industrielle très avancée, comme les États-Unis, l'Allemagne et la Belgique. Certaines de ces puissances, l'Allemagne et les États-Unis, exportaient principalement des capitaux industriels et importaient des capitaux monétaires, particulièrement d'Angleterre, de France et de Belgique. Elles réalisaient ainsi un bénéfice résultant de la différence entre le profit industriel qu'elles obtenaient et l'intérêt qu'elles payaient pour les capitaux d'emprunt. Elles employaient en outre ces derniers capitaux à améliorer l'outillage industriel national ». D'après Hovikian, *op. cit.*, p. 67.

Quant aux capitaux industriels, leur placement est effectué par les banques ou les capitalistes eux-mêmes sous la forme d'acquisition de valeurs industrielles ou titres hypothécaires étrangers : mais la politique de pénétration des grands organismes financiers comporte de nombreuses modalités parmi lesquelles les plus couramment employées sont la *participation* à des entreprises étrangères sous la forme d'actions et obligations et le *financement* (1).

De même que les capitaux de prêt sont attirés à l'étranger par un taux d'intérêt supérieur à celui de leur pays d'origine, les capitaux industriels subissent l'attraction d'un taux du profit qui est plus élevé dans le pays importateur par suite du bon marché du sol, des matières premières et de la main-d'œuvre.

Il y a lieu aussi de mentionner l'absence de concurrence qui est faite par une industrie indigène fabriquant généralement dans des conditions rudimentaires.

Mais le but poursuivi par les pays exportateurs de capitaux est bien moins de chercher des placements

(1) « La *participation* comporte des degrés qui permettent non seulement de figurer dans les assemblées des actionnaires, mais encore d'assurer le contrôle des affaires, ou de prendre en mains la direction de la société. Si les droits d'entrée sont prohibitifs ou trop élevés, une société peut se trouver amenée à fonder des succursales à l'étranger pour soustraire ses produits à l'action de ces droits et bénéficier de leur protection en fabriquant sur le territoire étranger lui-même ».

C'est ainsi qu'ont procédé l'industrie du fil à coudre d'Écosse pour échapper aux tarifs douaniers américains et la société Maggi pour fabriquer en France et en Allemagne.

La difficulté réside dans ce cas à éviter de faire un transfert de capitaux.

L'étude détaillée des participations a été faite par Liefmann dans l'ouvrage *Beteiligungs und Finanzierungs gesellschaften*, cité par Boukharine, p. 38.

rémunérateurs que de s'ouvrir des débouchés pour leurs produits manufacturés ou de se procurer des matières premières et produits d'alimentation. Or, c'est justement la quantité de ces matières produites par les pays importateurs de capitaux qui mesure et limite souvent étroitement leur puissance d'achat ou capacité d'absorption en produits manufacturés (1).

L'intervention du capital industriel prendra une haute importance économique en portant au maximum cette *puissance d'achat* grâce à la mise en valeur et à l'exploitation régulière des ressources naturelles des pays de faible organisation industrielle.

Mais les capitaux de prêt pourront également contribuer au même résultat, si le montant des emprunts est stipulé payable en marchandises et si les intérêts même des emprunts sont servis sous la forme de produits du pays emprunteur.

Ainsi se vérifie une fois de plus l'exactitude du principe suivant lequel, les produits, en matière de commerce international, se paient avec d'autres produits, et *la politique des débouchés s'identifie avec celle des matières premières*. Son instrument d'action le plus puissant est le capital financier qui assure ce double rôle et augmente la réceptivité des pays neufs en assurant leur développement industriel.

L'exportation des capitaux donne encore lieu à des phénomènes économiques et politiques très variés et

(1) « Par exemple, la capitalisation de l'Afrique du Sud est tout à fait indépendante de sa capacité d'absorption étant donné que la branche principale de la production est l'exploitation des mines d'or, dont l'écoulement est illimité ; et la capitalisation ne dépend que de l'étendue naturelle des mines et de l'existence d'une main-d'œuvre suffisante ». R. Hilferding, *Le capital financier*, p. 339, cité par Hovikian, p. 74.

l'État capitaliste peut employer à l'égard des pays emprunteurs des moyens de pression d'ordre financier consistant à interdire la cotation en bourse d'emprunts étrangers ou de valeurs industrielles étrangères (1), s'opposer à la souscription d'emprunts ne présentant que des garanties insuffisantes ou destinés à couvrir des commandes passées à une industrie rivale.

En outre, les accords financiers conclus avec les gouvernements emprunteurs stipulent les avantages les plus divers : tantôt ce sont des contrats pour la fourniture du matériel destiné à équiper de nouvelles entreprises, tantôt des concessions pour la construction de voies ferrées, ports, lignes télégraphiques, concessions pour l'exploitation de mines, forêts, terrains de culture ; tantôt il s'agit d'avantages à inclure dans des traités de commerce.

Grâce à sa nature insinuante, le capital financier pénètre profondément dans la vie économique des pays soumis à son influence, y provoque de continuels empiètements et donne une importance telle aux investissements de capitaux que l'emprise économique est fréquemment suivie d'une occupation politique.

Cette occupation assure une situation privilégiée au capital d'exploitation, mais la mainmise du capital étranger sur les ressources naturelles des pays exploi-

(1) En 1880, le ministre des Finances français a été investi par décret de pleins pouvoirs à ce sujet. En 1909, le gouvernement français refuse un emprunt à l'Argentine qui, en 1908, avait passé ses commandes à Krupp et un emprunt bulgare échoue parce que les commandes n'étaient pas suffisamment garanties. Jusqu'en 1914, les emprunts d'État allemands n'ont pas eu accès à la cote de la Bourse de Paris, etc.

tés les empêche de créer une industrie nationale et consacre leur dépendance économique (1).

En résumé, l'exportation du capital « n'est pas autre chose, dit Boukharine (2), que la conquête et la monopolisation de nouvelles sphères d'investissement du capital par les monopoles d'une grande puissance, ou bien — en prenant le processus dans son ensemble — par une industrie nationale organisée, ou par un capital financier national ».

La formation de ce capital financier national, dont l'action se prolonge à l'extérieur au moyen de l'exportation des capitaux, n'est elle-même que la conséquence du double mouvement de concentration bancaire et industriel dont nous avons examiné plus haut le développement.

Or, ce développement, effectué sous la direction d'une oligarchie financière, a fini par englober l'État lui-même, intéressé par des participations ou des monopoles, et a abouti, suivant l'expression des socialistes, à la formation de véritables *trusts capitalistes nationaux* qui vont désormais exercer dans le domaine international leurs redoutables rivalités (3).

(1) Cette dépendance économique des pays soumis à l'action du capital financier peut également être réalisée en dehors de toute occupation politique. C'est ainsi que, d'après Hilferding, les mines des États de la péninsule ibérique et leur exploitation, sont tombées sous la domination de capitaux étrangers, de même que les trésors miniers de la Scandinavie, surtout ceux de la Suède ». R. Hilferding, *Le capital financier*, p. 419. Cité par Hovikian, p. 88.

(2) Boukharine, *op. cit.*, p. 99.

(3) « L'économie nationale n'agissait pas sur le marché mondial comme un système homogène, organisé d'une puissance économique considérable : au sein de cette économie, la liberté de concurrence régnait sans conteste. Par contre, la concurrence sur le marché mondial était très peu développée.

« L'époque du *capitalisme financier* a tout bouleversé. Le centre de gravité passe dans la concurrence que se font des *corps économiques*

Il serait effectivement vain de croire que ce processus ininterrompu de concentration et de centralisation qui se poursuit sous l'empire d'un insatiable désir de puissance et de lucre, ne saurait entraîner, avec une aggravation dangereuse de la concurrence, des modifications profondes aux anciens procédés de lutte et une participation croissante du pouvoir gouvernemental à l'action des organes économiques.

Alors que sous le régime de la concurrence individuelle il n'était question que de réductions des prix de revient à obtenir au moyen d'une modification purement technique des éléments de la production, la lutte des trusts a nécessité l'intervention de l'État pour l'établissement des droits de douane ou de tarifs spéciaux de transport, et, lorsque la formation des trusts capitalistes nationaux a porté cette concurrence dans le domaine international, la lutte a pris la forme spécifique de l'*impérialisme économique*, qui est, suivant le socialisme marxiste, la politique propre du capitalisme financier.

« La tendance à l'*impérialisme*, dit le professeur

geants, cohérents et organisés, disposant d'une énorme faculté combattive, dans le match mondial des nations. La concurrence se livre à ses orgies les plus excessives. Le processus de centralisation du capital se transforme et entre dans une phase supérieure.

« L'absorption des petits capitaux, des trusts trop faibles, des grands trusts même passe à l'arrière plan et paraît un simple jouet devant l'*absorption de pays entiers* coupés par la violence de leurs centres économiques et intégrés dans le système économique des nations victorieuses. L'*annexion impérialiste* constitue donc un cas particulier de la tendance capitaliste à la centralisation du capital, centralisation dont l'ampleur doit être au niveau de la concurrence des trusts capitalistes nationaux.

« Cette lutte a pour arène, l'*économie mondiale* ; pour limites économiques et politiques, le trust universel, l'*État mondial* unique assujéti au capital financier des vainqueurs qui se sont tout assimilé — idéal que n'avaient jamais rêvé les esprits les plus audacieux des époques révolues », Boukharine, *op. cit.*, p. 119.

Issaïev (1), *allie les phénomènes de l'économie à la haute puissance politique*. Tout est organisé sur une vaste échelle. La libre circulation des forces économiques qui, récemment encore, séduisait les penseurs et les hommes d'affaires, est sur le point de disparaître. Partout il y a afflux et reflux d'émigrants, et l'État surveille ce processus.»

«De nouvelles forces économiques et sociales ont besoin d'une puissante protection à l'intérieur et au dehors du pays : dans ce but, l'État crée de nouveaux organes, une multitude de fonctionnaires et d'institutions. Partout l'activité gouvernementale s'enrichit de nouvelles fonctions. Son influence se fait de plus en plus sentir sur la vie intérieure et sur les rapports extérieurs ».

Ainsi le développement du capitalisme financier a pour conséquence de multiplier à l'intérieur les interventions de l'État en matière économique et sociale, et à l'extérieur de renforcer les tendances impérialistes par l'identification des buts politiques avec les objectifs économiques (2).

La guerre mondiale n'a fait qu'accentuer ce double processus de centralisation ; à l'extérieur, en favorisant l'absorption des petits États indépendants par

(1) Issaïev, *L'économie mondiale*, p. 261-262. Cité par Boukharine, p. 124.

(2) Cette double conséquence du capitalisme financier savoir, renforcement du rôle de l'État à l'intérieur, et des tendances impérialistes à l'extérieur, est décrite dans les termes suivants par Boukharine (*op. cit.*, p. 124 à 128) : « Plus la situation sur l'arène mondiale est tendue — et notre époque est caractérisée précisément par une tension extrême de la concurrence entre groupes capitalistes financiers nationaux — plus on fait appel au poing de fer de l'État. Les derniers vestiges de l'ancienne idéologie de « laissez faire, laissez passer » disparaissent, et c'est l'époque du « nouveau mercantilisme » : l'impérialisme... La lutte entre les trusts capitalistes nationaux est avant

les États à tendances impérialistes ; à l'intérieur, en fortifiant les positions respectives de l'État et du capital financier.

Si la guerre a fait momentanément disparaître des branches entières de production, bouleversé la formation des prix et atteint plus particulièrement les ressources des classes moyennes, ellè a contribué à augmenter la puissance des cartels industriels par la création des industries de guerre et l'omnipotence des grands organismes bancaires par d'incessants appels au crédit.

Quant à l'importance du *rôle joué par l'État*, il a pris des proportions imprévues par l'intervention directe de l'État dans le fonctionnement technique de la production, dans la répartition des matières premières et produits finis, dans les achats à l'étranger,

tout décidée par le rapport de leurs forces militaires, la puissance militaire du pays étant la dernière instance à laquelle font appel les groupes capitalistes nationaux... C'est pourquoi, de nos jours, où les conflits économiques parviennent au plus haut degré de tension, nous assistons à la course aux armements. La domination du capital financier suppose l'impérialisme et le militarisme...

« A mesure qu'il croît en importance, le pouvoir gouvernemental modifie sa structure interne. Il devient plus que jamais le *« comité exécutif des classes dominantes »*. Certes il a toujours reflété les intérêts des *« couches supérieures »*. ...Aujourd'hui les choses se modifient radicalement. Désormais l'appareil gouvernemental incarne non seulement les intérêts des classes dominantes, en général, mais encore leur volonté collectivement déterminée. Il fait équilibre non pas à des membres épars des classes dominantes, mais à leurs organisations. Ainsi le gouvernement devient *de facto* un *« comité »* élu par les représentants des organisations patronales, ainsi que le directeur suprême du trust capitaliste national. Il y a là une des principales causes de la crise du parlementarisme. Naguère, le Parlement était l'arène où se déroulait la lutte des fractions des groupes dominants (bourgeoisie, propriétaires terriens, couches diverses de la bourgeoisie etc.)... Dans une certaine mesure, le Parlement n'est plus aujourd'hui, qu'un décor où l'on fait appliquer les décisions préalablement élaborées dans les organisations patronales et où la volonté collective de l'ensemble de la bourgeoisie organisée puise uniquement sa consécration formelle ».

l'organisation du crédit national, le ravitaillement des armées, du territoire national et même des pays alliés, etc.

Sans doute l'État a cessé de remplir après la guerre ce rôle de premier plan dans l'économie nationale, mais il s'est attribué un pouvoir de contrôle sur les industries privées pour des recouvrements fiscaux ou pour les besoins de la mobilisation industrielle et il a manifesté un désir croissant de participer à la production en développant ses monopoles et coopérant directement avec certains monopoles privés (1).

On peut également considérer comme constituant une participation indirecte de l'État, les *prélèvements fiscaux* qu'il effectue sur les bénéfices obtenus par les particuliers dans les diverses branches de l'activité économique. L'importance de ces prélèvements a même pu faire craindre un ralentissement de cette activité et, comme conséquence de l'augmentation des prix de revient qu'ils déterminent, une diminution des ventes à l'étranger aggravant la situation de la balance commerciale.

Si l'excès de fiscalité nuit à l'exportation des marchandises, il a un effet contraire sur l'exportation des capitaux qu'il développe parfois en lui donnant le caractère inattendu d'une *évasion fiscale*, alors que cette exportation devrait conserver celui de place-

(1) Comme exemple de cette coopération, on peut citer la cession qui a été effectuée en 1924 par le gouvernement français à la *Compagnie française des pétroles*, de la part attribuée à notre pays sur les pétroles de Mossoul par la conférence de Spa. L'État français devait, en échange de cette cession, avoir droit à une part déterminée des bénéfices obtenus par la Compagnie dans l'exploitation de ce monopole.

ments extérieurs constituant un élément positif de la balance des comptes (1).

L'abus des interventions de l'État en matière économique peut avoir des répercussions encore plus graves lorsqu'elles ont pour objet d'agir sur le mécanisme de la formation des prix. Ce mécanisme qui obéit à des lois spéciales et est l'expression naturelle des conditions économiques, règle non seulement la valeur des produits, mais encore la rémunération des diverses branches de la production. Suivant le professeur Cassel (2), l'État ne saurait intervenir arbitrairement dans un mécanisme aussi compliqué sans risquer de troubler l'organisation économique.

(1) L'exportation des capitaux qui avait été interdite pendant la guerre, a été de nouveau rendue libre en France au moment de la réforme monétaire de 1926. Mais cette exportation qui ne devrait obéir qu'à des mobiles purement économiques s'est développée sous l'influence des impôts qui frappent les valeurs mobilières en France, en Angleterre et en Allemagne pendant que, dans les pays voisins, Suisse, Hollande et Belgique, les capitaux étrangers mis en dépôt bénéficient d'un régime fiscal de faveur.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le *Capital* du 1^{er} avril 1930 : « Aujourd'hui, ce système d'exportations de capitaux, d'ailleurs entièrement libre, fonctionne sous le boisseau, avec, à tout le moins, un caractère d'évasion fiscale nettement accusé. Les « malins » vont chercher ailleurs les titres dont ils ont besoin et les sécurités qui leur manquent ; quant à la grande masse, elle se laisse étrangler par une fiscalité plus acharnée que jamais à la dépouiller et elle tourne en rond sur des titres dont beaucoup sont fatigués... »

« Sait-on que jamais les dépôts étrangers dans les banques suisses, hollandaises et belges n'ont été aussi élevés que maintenant... »

« Est-il raisonnable que le portefeuille étranger de ce pays soit constitué avec le conseil et sous la direction de banques étrangères, en valeurs cotées et en coupons payables exclusivement à l'étranger ? » J. P.

(2) Dans un article paru dans la *Deutsche Bergwerks Zeitung* du 25 février 1930, le professeur Gustav Cassel montre l'erreur que l'on commet, en imaginant que l'État dispose de moyens capables de diriger l'évolution que commandent, seules, les lois économiques.

« Cette erreur est due surtout à l'exagération du désir naturel d'apporter de l'aide à des individus ou à des branches de production se trouvant dans une situation difficile.

« Si la distribution de secours à des individus, à titre de chômage

En dépit de ces inconvénients, de nombreux économistes estiment qu'en raison des lourdes charges qu'il assume actuellement, l'État aura une tendance de plus en plus grande à s'emparer de la production. Kunoff (1) définit comme il suit l'avenir des économies nationales : « *domination des financiers, développement de la concentration industrielle, accroissement du contrôle et des entreprises d'État.* »

Le professeur Jaffé (2) estime que ce processus d'organisation de l'industrie pose la question générale du « sens social » de la transformation de principe de la structure économique et Krahmann (3) voit dans cette ingérence de l'État un acheminement vers une

par exemple, peut se justifier par des raisons humanitaires, à condition toutefois de ne pas dégénérer en *politique de chômage* favorisant une formation défectueuse des salaires et maintenant des travailleurs dans des professions ou des localités où ils ne sauraient trouver une occupation rémunératrice, il n'en est pas de même d'une *politique de soutien* ou d'intervention s'appliquant à des branches entières de production. En effet, il est en principe indifférent pour la Société que ses membres trouvent leur gagne-pain dans telle branche ou dans l'autre et notre organisation économique naturelle doit favoriser les branches les plus rémunératrices de la production : de préférence les branches les plus faibles.

« Cette opposition profonde entre la politique officielle d'intervention et l'essence même de notre organisation économique est désastreuse et elle se manifeste de nos jours d'une façon de plus en plus accusée.

« Aux États-Unis, les pouvoirs publics convaincus de leur toute puissance, sont déjà allés tellement loin dans cette voie, qu'on ne considère plus la situation du marché des grandes denrées mondiales telles que le blé et le coton, comme un facteur qui doit régir la production et qu'on estime que les prix peuvent être réglés par voie d'autorité à l'intérieur des États-Unis ». Voir le *Capital* du 22 mars 1930.

(1) H. Kunoff, *Die Wirtschaftsgestaltung nach dem Kriege*, cité par Boukharine, p. 158.

(2) Jaffé, *Die Militarisierung unseres Wirtschaftslebens* (Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, 1915, p. 253), cité par Boukharine, p. 159.

(3) Max Krahmann, *Krieg und Montanindustrie*, p. 22-23, cité par Boukharine, p. 159.

organisation voisine du *socialisme d'État*. Mais cette opinion n'est pas partagée par les marxistes qui ne voient dans ce renforcement des tendances étatistes que la formation d'un *capitalisme d'État* ne modifiant en rien les rapports de classe, ni le mode de production. Les instruments de la production sont, en effet, toujours monopolisés par la classe capitaliste et peu importe que l'État soit substitué dans l'exploitation aux entreprises privées ou aux cartels.

Pour Boukharine (1), l'État moderne n'est pas autre chose qu'une union patronale ayant à sa tête les mêmes hommes que ceux qui sont à la tête des comptoirs de syndicats de banque et la bourgeoisie ne perd rien à faire passer la production dans les mains de l'État qui continue à lui distribuer ses dividendes.

« Au demeurant, la bourgeoisie aura beaucoup à gagner à cette opération, car ce n'est que moyennant une production centralisée, militarisée et par conséquent étatisée qu'elle peut espérer sortir victorieuse de la mêlée sanglante ».

Pour que l'évolution économique se poursuive suivant l'idée marxiste il est, en effet, indispensable que la concurrence entre les économies nationales trustifiées dégénère en luttes sanglantes où sombrera le régime capitaliste et d'où sortira le triomphe du prolétariat.

Mais cette sombre perspective n'est que la conclusion d'une série d'hypothèses aussi peu fondées les unes que les autres. Boukharine (2) nous dit lui-même que :

(1) Voir Boukharine, p. 158 et 160.

(2) Boukharine, p. 136.

« *L'impérialisme* n'est pas autre chose que la manifestation de la *concurrence entre trusts capitalistes nationaux*. Si cette concurrence disparaît, le fondement de la politique de l'impérialisme disparaît à son tour : il s'opère un processus de conversion du capital tronçonné en groupes nationaux, en une organisation mondiale unique, en un *trust universel*, auquel le prolétariat mondial fait contrepoids ».

Or, si la tendance générale est à la concentration et à la centralisation des économies nationales et au développement des tendances étatistes, nous ne voyons dans aucun pays de « *trusts capitalistes nationaux* » du type envisagé plus haut et aucun fait positif ne permet de conclure que les interventions de l'État excéderont dans l'avenir les bornes d'une activité légitimement dévolue à son rôle économique et social.

La concurrence internationale ne revêt donc pas ce caractère d'acuité et de violence susceptible de déclencher une série de guerres mondiales inévitables et l'impérialisme économique lui-même que pratiquent quelques puissances particulièrement favorisées, se dissimule parfois soigneusement sous les apparences d'une politique à tendance humanitaire et désintéressée, destinée à laisser le plus longtemps possible l'opinion publique du monde dans l'ignorance de ses agissements.

Karl Kautsky nous dit aussi que l'impérialisme « est possible sans procédés violents, tout aussi bien que le capitalisme est concevable avec une journée non pas de 10 ou 12 heures, mais de 8 heures (1) ».

(1) Karl Kautsky, *Nationalstaat, imperialistischer Staat und Staatenbund*, cité par Boukharine, p. 134.

Quelles que soient les formes et procédés employés par une politique impérialiste, cette dernière ne constitue qu'un cas exceptionnel de la concurrence internationale, et suivant Kautosky, le processus même du développement économique contribue à l'accroissement des éléments sur lesquels on peut s'appuyer pour supprimer la concurrence entre les groupes capitalistes nationaux.

« Cette tendance pacifique » est encore renforcée par une poussée d'en bas. Ainsi le rapace impérialisme va faire place au paisible « *surimpérialisme* » (1).

Ainsi le développement logique du mouvement de concentration économique nous conduit à la formation d'un organisme supérieur, dans lequel seraient fusionnées toutes les aspirations particulières et où, suivant Hilferding :

« Toute la production capitaliste... serait régularisée rationnellement par une seule instance qui définirait le volume de la production dans toutes ses sphères... (2) »

Il est vrai qu'Hilferding ajoute que si on peut très bien concevoir économiquement l'existence d'un *cartel universel* dirigeant la totalité de la production, « socialement et politiquement cette œuvre est irréalisable étant donné que l'antagonisme d'intérêts qu'il pousserait à l'extrême, aboutirait forcément à son effondrement (3) ».

Boukharine (4) reconnaît également que le processus

(1) Boukharine, p. 136.

(2) Hilferding, *Le capital financier*, p. 353-354, cité par Boukharine, p. 136.

(3) Hilferding, *Le capital financier*, p. 447, cité par Boukharine, p. 137.

(4) Boukharine, p. 140.

d'internationalisation des intérêts capitalistes (participation et financement d'entreprises étrangères, cartels internationaux, trusts, etc.) pousse sérieusement à la formation d'un *trust capitaliste international*. Ce processus est contrarié par une tendance plus forte à la nationalisation du capital. Mais, « il est certain qu'en « fin de compte », la tendance à l'internationalisation aura quand même le dessus, mais seulement après une longue période de lutte âpre entre les trusts capitalistes nationaux ».

Cette conclusion qui est, en raison de ses conséquences révolutionnaires, la partie la plus importante de la théorie socialiste, en est aussi la moins étayée.

C'est pour rendre ces conséquences inévitables qu'on cherche à créer une hostilité irréductible du prolétariat contre les autres classes (1) et, pour suppléer au défaut d'argumentation, qu'on multiplie les prétendues contradictions du système capitaliste, notamment en ce qui concerne l'opposition qui existerait entre le *mode de production collectif* de la société capitaliste et son régime de *propriété individuelle* :

entre la *politique impérialiste* du capital financier, qui aggrave les rivalités entre les trusts nationaux et l'*évolution économique* qui pousse à l'internationalisation ;

entre le rendement de l'*industrie* qui ne cesse de s'intensifier et celui de l'*agriculture* qui est de plus en plus insuffisant, etc.

(1) C'est toujours sur un retour de nouvelles guerres mondiales que l'on compte pour provoquer la révolte du prolétariat.

« Certes, déclarait Boukharine, la guerre est une calamité, mais cette calamité est indispensable à l'émancipation du prolétariat. D'ailleurs les classes ouvrières sont redevables à la guerre des résultats obtenus jusqu'ici », *Lectures pour Tous* de février 1929 (*La menace de l'armée rouge*, p. 115).

Ces arguments de la théorie socialiste ont été réfutés depuis longtemps ou constituent de pures affirmations.

Quant à la lutte des classes, on cherche à la justifier par la *socialisation des moyens de production* ; mais, ainsi que le fait observer M. Joseph Barthélemy, il est illusoire, dans l'état actuel de répartition des bénéfices, de rechercher par ce moyen une amélioration quelconque du sort des classes laborieuses.

« Rien n'est éloquent comme un fait, dit-il, ni démonstratif comme un chiffre. Rien, par contre, n'est menteur comme les déclamations.

« Les malentendus sociaux sont à base d'erreur. La vérité est pacificatrice. C'est pourquoi je regrette que des documents capitaux comme le dernier rapport du Comité central des houillères de France, restent à peu près secrets ou confinés dans des recueils confidentiels (1) ».

D'après les chiffres relevés dans ce document, les grands bénéficiaires sont, en premier lieu, l'État dont le prélèvement est 21 fois plus grand qu'en 1913, puis le salaire qui est multiplié par 7, alors que le propriétaire de l'entreprise ne perçoit qu'une rémunération nominale multipliée par 3,40.

Des constatations de ce genre portant sur le revenu des valeurs mobilières ou effectuées dans d'autres branches de l'activité donnerait des résultats analogues. Il faut en conclure que la socialisation des moyens de production n'aurait aucun intérêt pour les

(1) Voir l'article *La part de l'Etat* de M. Joseph Barthélemy, paru dans le *Capital* du 17 avril 1930. « Dans le régime auquel nous a progressivement conduits une poussée constante d'étatisme, dit-il, l'État est un *associé léonin*. Il gagne toujours plus que le propriétaire, quand celui-ci gagne ; il ne perd jamais quand le propriétaire perd ».

classes laborieuses qui ne récupéreraient que la part du capital, part infime par rapport au service rendu, et pour l'État qui, au lieu d'être un « associé léonin » c'est-à-dire qui ne perd jamais, même quand le propriétaire perd, participerait nécessairement aux pertes en devenant propriétaire.

En résumé, la rémunération de l'État ne paraît pas susceptible d'être augmentée et d'ailleurs, ses fonctions actuelles ne paraissent pas devoir l'orienter vers une participation plus intime au travail de la production.

« La société contemporaine, dit M. Edgard Allix est devenue le champ d'activité d'un certain nombre de forces collectives organisées en présence d'éléments inorganisés, forces puissantes pour le bien et aussi pour le mal, qui recèlent toutes les possibilités de progrès et aussi toutes les possibilités d'asservissement, parce qu'elles s'appuient sur le monopole ».

Le rôle de l'État, qui n'était avec le régime d'économie privée que celui d'un spectateur impartial, s'est profondément modifié et il doit en premier lieu défendre les droits de l'individu contre de puissantes collectivités : trusts, cartels, syndicats, etc.

« Son rôle est aussi de défendre l'intérêt général et l'intérêt national contre la coalition des intérêts particuliers et d'éviter que ne se créent des États dans l'État ».

« Son rôle est enfin de venir en aide aux initiatives privées pour les seconder dans l'effort d'organisation et de « rationalisation » que les conditions de la lutte économique internationale rendent chaque jour plus nécessaire (1) ».

(1) *L'Etat et « l'Economie organisée »* par M. Edgard Allix. Article paru dans le *Sans-fil* du 17 avril 1930.

DEUXIÈME PARTIE

Le Nationalisme & l'Impérialisme économiques américains

« Les mêmes causes auxquelles l'Angleterre doit son élévation actuelle feront parvenir l'Amérique vraisemblablement dans le cours du siècle prochain à un degré d'industrie, de richesse et de puissance qui la placera au-dessus de l'Angleterre, autant que l'Angleterre est aujourd'hui au-dessus de la Hollande. Par la force des choses, les États-Unis, d'ici là, se peupleront de centaines de millions d'habitants et étendront sur toute l'Amérique centrale et méridionale leur population, leur constitution, leur culture et leur esprit, comme récemment ils l'ont fait à l'égard des provinces mexicaines limitrophes ; le lien fédératif unira entre elles toutes ces immenses contrées, une population de plusieurs centaines de millions d'âmes exploitera un continent dont l'étendue et les ressources dépassent énormément celles de l'Europe et la puissance maritime du monde occidental surpassera alors celle de la Grande-Bretagne dans la même proportion que son littoral et ses fleuves surpassent le littoral et les fleuves britanniques en développement et en grandeur ». Frédéric List, *Système national d'économie politique*, 1841. Cité par M. Yves Le Trocquer dans un article sur la solidarité européenne paru dans le *Capital* du 26 juillet 1929.

La nation américaine ne date que de la fin du XVIII^e siècle, mais ses progrès furent si rapides qu'elle devint en quelques années une puissance de premier ordre.

Les circonstances économiques jouèrent un rôle de première importance dans sa formation, puisque la revendication de la liberté économique fut une des causes de la guerre de l'Indépendance, et elles continuèrent à exercer une influence prépondérante sur le développement des éléments politiques (territoire, population, etc.), attestant ainsi l'étroite dépendance des deux milieux économique et politique.

Pendant le XIX^e siècle, la nation américaine, absorbée par ce travail intense de formation, reste étrangère aux querelles de la vieille Europe. Isolée dans son éloignement, elle apparaît à cette dernière comme un *champ d'exploitation* qui offre d'inépuisables ressources matérielles aux pionniers de la civilisation et comme une *terre idéale* sur laquelle un peuple aussi ardent que neuf, poursuit le développement d'une démocratie imbue de liberté et de justice.

La réalisation de cette œuvre absorbe l'activité de la jeune république jusque vers la fin du XIX^e siècle et l'importance des transformations opérées au cours de cette période explique cette sorte d'indifférence à

l'égard des affaires européennes. Alors que la fédération des États-Unis ne comprenait en 1790 qu'un territoire de 2 millions de kilomètres carrés et une population de 2.500.000 habitants, elle atteignait, 100 ans plus tard, une superficie de 9 millions de kilomètres carrés et 80 millions d'habitants, pouvant ainsi rivaliser avec les plus grands États civilisés de l'ancien continent.

Malgré cet énorme accroissement de puissance, la République américaine ne cesse pas d'observer son attitude de prudence traditionnelle envers l'Europe : sa politique extérieure se développe suivant une remarquable continuité de vues et trouve son expression la plus typique dans la doctrine de Monroë qui vise essentiellement à mettre à l'abri des compétitions européennes les terres et les principes démocratiques de la jeune Amérique (1). C'est pourquoi, quand éclate

(1) Voir à ce sujet le lumineux exposé de la doctrine de Monroë que M. André Tardieu a fait le 28 avril 1911 dans une *Conférence à la Société des anciens élèves et élèves de l'Ecole des sciences politiques (Questions actuelles de pol. étrangère dans l'Amérique du Nord)*. D'après M. Tardieu, la doctrine de Monroë formulée en 1823 pour défendre les anciennes colonies espagnoles érigées en Républiques, contre une intervention possible de la Sainte-Alliance, n'est qu'une application au Nouveau Monde du *principe des nationalités* que les États-Unis avaient revendiqué pour leur propre compte contre la Grande-Bretagne.

Il ne faut pas y voir une règle de droit international mais un véritable *programme politique*, qui suivant M. Lodge, constituait le credo national des États-Unis et pouvait toujours être considéré comme la *résultante de deux forces*, l'une qui est l'*intérêt américain* et l'autre, la *puissance américaine*, autrement dit « la résultante de ces deux termes entre lesquels se meut la politique des nations : le désirable et le possible », *op. cit.*, p. 191.

C'est ainsi que, dans sa *forme initiale*, la doctrine de Monroë dénie le droit à l'Europe de former de nouvelles colonies ou de diriger des interventions politiques en Amérique : mais elle affirme également que les États-Unis n'ont pas l'intention d'intervenir politiquement en Europe, ni de porter atteinte aux possessions coloniales de l'Europe au Nouveau Monde. C'est la période où toute la puissance des États-

la grande guerre elle garde une neutralité qui n'est, en somme, que l'application du principe d'abstention formulée par Monroë. Le président Wilson, pacifiste convaincu et candidat du parti démocrate, confirme l'abstention des États-Unis et déclare officiellement en plusieurs circonstances que son pays restera neutre.

C'est d'ailleurs, un fait bien spécial aux États-Unis que l'opinion qui se diffuse sur un territoire trop vaste et peuplé d'éléments disparates, est plus lente à s'émouvoir que partout ailleurs. D'autre part, le propre du tempérament anglo-saxon est, sans se désintéresser entièrement des affaires politiques ou administratives, de s'adonner de préférence à ses affaires privées et de porter son activité dans les domaines industriel et commercial.

Un exemple typique de cette tendance n'est-il pas dans la *délégation* quasi souveraine qui fait du président de la Fédération pendant la durée de son mandat un véritable *chef de l'Exécutif* (1).

Toutefois, malgré son indifférence apparente et sa lenteur à s'émouvoir, l'anglo-saxon n'abdique jamais entièrement la participation aux affaires publiques

Unis est absorbée par la formation de la nation américaine et ne saurait affronter les États d'Europe dans leur domaine propre. Au contraire, dans sa forme la plus récente, la doctrine professée par les Américains affirme leur *droit d'intervenir politiquement dans le monde entier* et plus spécialement dans les affaires européennes. La république américaine, en pleine possession de ses forces, inaugure la *période d'impérialisme* en s'emparant des colonies espagnoles d'Amérique et affirme sa volonté d'expansion mondiale.

(1) « Pendant la durée du « terme », le président agit comme un chef d'entreprise sous sa propre responsabilité et la masse du peuple le considère comme seul qualifié pour agir. Ses adversaires ne le harcèlent pas dans l'exercice de sa fonction, mais cherchent à provoquer contre sa politique un grand mouvement d'opinion... Il reste l'arbitre de la situation et à la différence d'un monarque constitutionnel, il ne règne pas, mais il gouverne ». Firmin Roz, *L'Amérique nouvelle*, p. 142.

et réagit avec rudesse quand l'occasion s'en fait sentir.

En la circonstance, ce fut, indépendamment des effets de la guerre sous-marine, la propagande excessive du comte Dernburg, ambassadeur d'Allemagne, en faveur de la cause germanique, et après son rappel en juin 1916, les attentats terroristes perpétrés sur le territoire américain à l'instigation du comte Bernstorff, son successeur (1), qui rendirent l'opinion américaine consciente d'elle-même et qui emportèrent les dernières résistances. Le 4 avril 1917, le Congrès des États-Unis votait la résolution de guerre et la République américaine sortait de son isolement par un acte qui l'amenait à participer activement à la politique internationale.

C'était implicitement reconnaître le fait que les États-Unis ne pouvaient, malgré leur désir, se désintéresser des conséquences politiques et économiques de la guerre.

En outre, parmi les causes morales de cette intervention, on pouvait remarquer que le caractère de violence imprimé à la guerre par les agressions allemandes et surtout par la violation de la neutralité belge (2) allaient à l'encontre d'un sentiment inné du droit et de la justice qui étaient au fond de l'opinion américaine. L'union s'était faite à ce sujet dans l'élite

(1) Lire à ce sujet l'intéressant chapitre sur *Le germanisme aux États-Unis*, dans l'ouvrage de M. F. Roz.

(2) Les violences allemandes « révoltaient le sens du droit qui domine cette société toute moderne et de création en quelque sorte volontaire, société essentiellement contractuelle qui s'est fondée sur la loi et qui est restée gouvernée par les légistes. Les incendies de Louvain, de Malines et de Reims, indignaient ce peuple qui a puisé dans la nécessité où il s'est trouvé de tout créer et de tout construire, le culte presque exalté de l'activité humaine et des richesses qu'elle a produites », F. Roz, *op. cit.*, p. 132.

intellectuelle de la nation formée par les universités, ainsi que par les milieux artistiques et littéraires. La prolongation de la neutralité américaine avait même déçu ou irrité des personnalités éminentes telles que Hon Elihu. Root, ancien secrétaire d'État et l'ex-président Roosevelt, adversaire des démocrates qui avaient porté au pouvoir le président Wilson. Les raisons de l'intervention du gouvernement américain étaient, d'ailleurs, du même ordre que celles qu'avait proclamées Franklin en 1771 et elles inspirèrent plus tard le président Wilson quand il crut devoir formuler la loi du monde nouveau dans les quatorze points de son Covenant (1).

La spontanéité du mouvement qui s'empara alors de l'opinion publique aux États-Unis témoigne que les Américains, en dépit de leurs divergences, sont restés fidèles, après un siècle, à l'idéalisme humanitaire que professèrent les fondateurs de l'Indépendance. Suivant M. F. Roz, la leçon de ce grand événement pouvait déjà se lire dans le spectacle tumultueux de la vie américaine où de bons observateurs pouvaient apercevoir, comme il l'écrivait en 1909, « derrière l'activité économique déployée au premier plan, la puissance de l'idéal qui, mettant au service de cette société toutes les forces vives de la religion, de l'éducation et de l'action sociale, l'oriente vers un avenir dont les difficultés ne doivent pas cacher à nos yeux les promesses (2) ».

(1) Franklin proclamait en 1771 : « C'est ici un commun dicton que notre cause est la cause du genre humain et que nous allons combattre pour la liberté de l'Europe en combattant pour la nôtre », Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 19.

(2) Firmin Roz, *op. cit.*, p. 156.

A l'encontre de cet idéalisme dont la plupart des documents officiels aux États-Unis portent l'empreinte depuis la Constitution de 1791 jusqu'à nos jours, on a objecté que la masse du peuple américain, formée d'ailleurs des éléments les plus disparates, était absorbée par des préoccupations matérielles et que la civilisation américaine elle-même, orientée dans le sens utilitariste avait une tendance à donner un caractère réaliste et pratique, non seulement aux inventions de la science mais encore à la solution de questions artistiques ou religieuses qui sont considérées d'ailleurs comme appartenant au domaine privé ou spéculatif.

Il y a lieu de considérer, tout d'abord, que l'Américain, pas plus que l'Anglo-saxon, ne pratique l'intellectualisme au sens purement spéculatif : chez lui, l'intensité de l'action ne nuit nullement à la vigueur et à l'élévation de la pensée, qu'elle accompagne comme une de ses conséquences naturelles et qu'elle tend à faire passer dans le domaine des réalités. Cette sorte de synthèse de l'idée et du fait est à la base de toute l'œuvre de Roosevelt et transparaît au cours des nombreuses publications dans lesquelles il prêche la vie intense, la vie d'efforts et de lutte en assignant un haut idéal au peuple américain.

« Un homme est sans valeur, dit-il dans la *Vie intense*, s'il n'a pas en lui une haute dévotion à un idéal » et dans l'*Idéal américain* il voue au mépris des bons citoyens le matérialiste, qui « est, par dessus tout, un homme à courtes vues ».

De même que l'individu, la nation n'a pas qu'une vie matérielle, mais une vie morale d'autant plus

importante qu'elle lui doit sa grandeur et sa place dans le monde (1).

Mais le culte de l'idéal ne doit point nuire à l'action et il écrit encore dans l'*Idéal américain* : « Le caractère est bien plus important que l'intelligence pour la nation comme pour l'individu. Nous avons certes besoin de l'intelligence, et il n'y a pas de raison pour que nous ne la possédions pas en même temps que le caractère : mais, s'il faut choisir entre les deux, sans hésitation, nous choisissons le caractère ».

Ainsi l'idéalisme n'est nullement incompatible avec le développement des forces matérielles qui est à la base de la richesse et de la puissance des nations comme des individus. Mais ces tendances réalisatrices qui sont dans le fond du tempérament anglo-saxon, ont encore été accentuées par les conditions économiques dans lesquelles s'est effectué le développement américain, devant lequel s'ouvraient, comme le dit M. J. Roz, « les possibilités indéfinies de la nature et celles de la destinée... »

« Dans le cadre géant de la neuve Amérique s'épanouissent la poésie de l'aventure et de l'action, le rêve des conquêtes futures du labeur de l'homme (2) ». Dans ce cadre s'est formée une race volontaire et hardie qui, ne trouvant devant elle aucune résistance,

(1) Roosevelt rappelle l'œuvre de Washington et de Lincoln dans le premier chapitre de l'*Idéal américain* et il écrit : « Quelque incalculable que soit envers ces hommes la dette de la nation pour le bonheur matériel qu'elle leur doit, cette dette ne se borne pas là. Au-dessus du fait que nous sommes un peuple uni et indépendant, ayant reçu en héritage la moitié d'un continent, il demeure l'autre fait que chaque Américain a beaucoup gagné par le legs de nobles actions et de nobles paroles qui lui vient de Washington et de Lincoln » Voir l'article sur « l'idéal américain » par Bernard de Lacombe dans *Le Correspondant* du 10 octobre 1903.

(2) F. Roz, *op. cit.*, p. 159.

« dans une atmosphère nettoyée de traditions et d'obstacles est en train de créer une société complètement originale, dont la ressemblance avec la nôtre tend à n'être plus que superficielle (1) ».

Cette société, ajoute M. A. Siegfried, est une société de rendement, presque une *théocratie de rendement*, qui vise à produire des choses plus que des hommes et fait converger dans ce but toutes les énergies, y compris celles de l'idéal et de la religion.

Ce dynamisme puissant qui a engendré des résultats si remarquables dans l'ordre économique et social, ne pouvait manquer d'avoir une répercussion au point de vue politique.

Pendant presque tout le xix^e siècle, les États-Unis s'en sont tenus officiellement, à ce point de vue, à la doctrine de Monroe dans sa forme initiale, qui comporte, à l'égard de l'Europe, la double interdiction de créer des colonies ou d'intervenir politiquement en Amérique, et, comme contre-partie, à l'égard de l'Amérique des interdictions symétriques vis-à-vis de l'ancien continent.

Cette politique n'avait pas d'autre objet, dans son ensemble, que de protéger l'essor américain, alors en plein développement, contre des interventions ou des empiètements de l'Europe que l'on considérait comme

(1) André Siegfried, *Civilisation européenne et américaine*. Voir article paru dans *La marche de France*, 12^e année, vol. VII.

M. André Siegfried ajoute : « La civilisation européenne, il faut s'en rendre compte, n'a pas traversé l'Atlantique. Le renouvellement américain n'est pas seulement, comme on le croit d'ordinaire, dans le degré des dimensions, mais dans la nature des conceptions. Quelques-uns des progrès matériels n'y sont obtenus qu'au prix d'un sacrifice, celui de certains privilèges de l'individu, que le vieux monde comptait justement parmi les conquêtes les plus essentielles de son effort civilisateur ».

une rivale redoutable par suite de son expansion économique et coloniale, par la puissance de ses capitaux, de toutes les forces et influences acquises par des siècles de civilisation et de travail.

Mais, vers fin du xix^e siècle, l'agression dont l'Espagne fut l'objet en 1898 (1) marque la rupture de cette ligne de conduite strictement défensive et inaugure une politique impérialiste qui débute en spoliant les colonies que l'Espagne possédait dans la mer des Antilles, mer que les États-Unis considèrent comme une Méditerranée américaine, en implantant les Américains en Extrême-Orient et en leur permettant d'intervenir dans le monde entier sous les prétextes les plus divers.

Quant à l'origine de cet impérialisme, dont la guerre d'Espagne n'avait été que la cause occasionnelle, il est certain qu'elle remonte à une période antérieure et que ce changement dans la politique suivie jusqu'à ce jour par les États-Unis était dû à un accroissement extraordinaire de leur puissance.

On retrouve fréquemment dans l'histoire politique ou économique des nations de premier plan la succession de ces deux phases, dont l'une, à caractère défensif, correspond à la formation des éléments constitutifs de la nationalité, et dont l'autre, mar-

(1) « L'écrasement de l'Espagne fut une révélation : la soudaine irruption des États-Unis dans la politique universelle fut comme une usurpation. Il paraissait entendu que l'équilibre du monde était une question à débattre entre cinq ou six principales puissances d'Europe : une inconnue s'introduit dans le problème. Cela change singulièrement l'équation. En vérité, il n'y a pas dans l'histoire des dernières années d'événement plus considérable que la victoire des États-Unis sur l'Espagne ». Driault, *Les problèmes politiques et sociaux à la fin du xix^e siècle*, p. 221. Cité par Patouillet dans *L'Impérialisme américain*, p. 49 (thèse, Dijon, 1904).

quant la fin de la période de croissance, correspond à leur utilisation en dehors des frontières. Comme le dit M. Brunetière :

« Impérialisme et nationalisme se touchent ou se tiennent (1) ». Le mercantilisme commercial de Colbert succède, après des siècles, à l'autarchie défensive de Montchrétien, le pangermanisme aux droits éducateurs de Frédéric List, l'impérialisme américain à la pratique de la doctrine de Monroë.

« Si nous voulons tenir rang dans la lutte pour la suprématie navale et commerciale, dit Roosevelt, nous devons construire notre puissance en dehors de nos propres frontières ».

Ainsi, l'impérialisme met en œuvre pour l'expansion en dehors des frontières nationales, les forces prudemment constituées à l'intérieur par le nationalisme. Tous les deux travaillent dans un même but qui est l'exaltation de la puissance économique ou politique du pays.

Quant aux moyens d'action utilisés par ces deux modes, ils ne semblent même pas comporter de différence essentielle, car Bancroft nous dit que, dès l'Indépendance, les colonies manifestèrent leur tendance à l'expansion (1) et l'histoire entière des États-Unis au xix^e siècle se résume dans une extension ininterrompue vers les rivages de l'Ouest et du Sud. La similitude des fins poursuivies entraîne celle des moyens employés pour y parvenir et le nationalisme comme l'impérialisme ont une commune origine dans le sentiment national.

(1) Brunetière, *L'âme américaine* (*Revue des deux Mondes* du 1^{er} déc. 1900, p. 702). Cité par Patouillet, p. 95.

(1) Cité par Patouillet, p. 68.

Aussi, après avoir recherché, en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, quels caractères particuliers la formation de la nationalité a été susceptible de leur imprimer, nous exposerons succinctement les phases pendant lesquelles ces deux modes d'activité se sont développés au point de vue économique et terminons par une esquisse des moyens employés par les États-Unis pour réaliser, au profit de leur industrie, l'expansion de leurs capitaux.

CHAPITRE PREMIER

La formation de la nationalité américaine

Ainsi que nous venons de le voir, le nationalisme et l'impérialisme ne sont pas de formation spontanée, mais constituent de véritables « états psychologiques » qui sont dus à l'action persistante des collectivités et ont des racines profondes dans les éléments de la nationalité elle-même (1). On constate les caractères de cette dernière dans tous les impérialismes.

C'est ainsi qu'on retrouve dans l'*impérialisme anglais* les caractères de la race anglo-saxonne : pratique et conservateur, parce qu'il n'a plus lieu d'être expansionniste, cet impérialisme cherche simplement par un libre-échange restreint à ses colonies à resserrer les liens d'un Empire de composition trop disparate, qui paraît en cours de dissociation.

On découvrirait de même dans le *pangermanisme* une prédilection particulière pour l'emploi de la force armée et l'utilisation méthodique de procédés scientifiques ; dans l'*impérialisme russe*, des traces du mysticisme slave et de cruauté asiatique ; dans l'*impérialisme japonais*, des éléments de force subtile et de patriotique abnégation, etc.

Quant à l'*impérialisme américain*, il se distingue des précédents par des caractères particuliers qui

(1) Voir Patouillet, p. 27, 78 et 94.

sont, sous des apparences de mysticisme humanitaire, l'énergie tenace et l'âpreté au gain de la race anglo-saxonne, un goût spécial pour les grandes luttes économiques, l'envergure démesurée des ambitions, et un dédain des formes et des traditions qui est très naturel de la part d'un peuple « qu'irritent les lenteurs inhérentes au temps, aux lieux et à la gestation normale des choses humaines, et dont la volonté, l'âpreté surtout, n'admettent pas d'obstacles (1) ».

Ces caractères dérivent évidemment de ceux de la nationalité américaine elle-même ; mais cette dernière est, comme l'estime M. Brunetière, l'une des plus difficiles à définir, des plus complexes et des plus instables qu'il y ait dans notre monde contemporain (2).

« Supposé, dit-il, qu'il existe une « âme américaine », quelle est dans sa lente formation, la part des circonstances, mais surtout quelle est la part, ou, pour mieux dire, quel est l'apport de chacun des éléments

(1) Octave Noël, *Le péril américain* (Correspondant du 10 avril 1899).

(2) « Qu'est-ce en effet qu'un Américain, ou, à vrai dire, l'Amérique elle-même. Et tout d'abord, pourquoi, dans le livre classique d'Alexis de Tocqueville, *La démocratie en Amérique*, ou dans celui de M. James Bryce, *American Commonwealth*, n'est-il question ni du Pérou, par exemple, ni du Chili, ni du Mexique ? Il n'y est point parlé non plus, du Canada. Le Canada, le Mexique, le Chili ne sont cependant point en Afrique... S'il n'y a point de « race américaine », il n'y a pas non plus de « langue américaine » et peut-on dire seulement qu'il y ait une « histoire américaine ? » Il y a « une histoire d'Amérique » ; il n'y a point d'histoire américaine, s'il n'y a point, à proprement parler, de tradition ni même de civilisation « américaine ». Existe-t-il seulement une « littérature américaine ? » Quelques Américains le prétendent : mais les Anglais n'y veulent voir qu'un prolongement de la littérature anglaise. Comment peut-on, dans ces conditions, parler de « l'âme américaine » ? et, quand il est si difficile à un Français de définir « l'âme française », ou à un Italien « l'âme italienne », comment un étranger se flatterait-il de ramener à quelques caractères essentiels ce qu'il est sans doute permis d'appeler la bigarrure du phénomène américain », Brunetière, *L'âme américaine* (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} déc. 1900).

ethniques qui sont entrés dans sa composition ? Les Américains se considèrent volontiers eux-mêmes comme des Anglo-Saxons et, naturellement, ce ne sont pas les Anglais d'aujourd'hui qui les détourneront de cette croyance : ils y ont trop d'intérêt. Mais les uns et les autres ne se tromperaient-ils pas ? (1) »

Effectivement, la population des États-Unis est composée d'éléments empruntés aux races les plus dissemblables et les Anglo-Saxons n'y sont qu'en minorité. C'est ainsi que sur 80 millions d'habitants existant au commencement du xix^e siècle, on ne trouve pas moins de 15 à 20 millions d'Américains d'origine irlandaise, 20 à 25 millions d'origine allemande et 12 millions de nègres qui descendent des 500.000 noirs habitant les États-Unis du Sud au moment de l'Indépendance.

Si on défalque du restant, les Canadiens de la Nouvelle-Angleterre, les descendants des Français de Louisiane, des Espagnols de Floride ou de Californie, et des contingents de toutes nationalités immigrés au xix^e siècle à la suite de la création des chemins de fer, de la découverte des mines d'or et de la colonisation de l'Ouest, on voit qu'il ne reste qu'une petite minorité d'Anglo-Saxons de race pure. Il est vrai que ces derniers rachètent la faiblesse de leur nombre par des qualités exceptionnelles qui leur permettent d'imposer à l'ensemble leurs caractères dominants.

D'après M. Edmond Demolins, c'est l'influence de la race anglo-saxonne qui donne à l'Angleterre et

(1) Brunetière, *L'âme américaine* (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} décembre 1900, p. 665).

aux États-Unis leur originalité et leur supériorité sociale, par suite de la prépondérance que cette race a acquise sur les éléments celte et normand. Tandis que ces derniers relèvent de *formations communautaires* qui affaiblissent l'organisme social en poussant l'individu à rechercher, dans tous les cas, l'appui de la collectivité, la force de l'Anglo-Saxon réside dans ce qu'il ne compte que sur lui-même (1).

L'amour de l'indépendance exalte son individualité et l'incite à rechercher les domaines dans lesquels son activité peut s'exercer librement, comme l'industrie, le commerce, l'agriculture, pour fuir ceux où elle est tenue en lisière par des préoccupations politiques ou des règlements administratifs. L'Anglo-Saxon agit en homme d'affaires et renonce volontiers à l'exercice du pouvoir, pourvu qu'on lui garantisse l'indépendance de la vie et qu'on assure la paix publique.

C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, aux États-Unis et en Australie, ils ont tendance à laisser aux Irlandais, aux Allemands et aux Écossais, les situations politiques pour exercer les fonctions usuelles (2). Mal-

(1) M. Demolins explique comme il suit la supériorité de la formation particulariste sur les formations communautaires. « Les sociétés modernes et les sociétés de l'Occident ont dû leur supériorité sociale uniquement à l'accroissement de l'action individuelle sur l'action collective.

« A mesure qu'on avance du passé vers le présent, ou de l'Orient vers l'Occident la personnalité de l'individu se dégage de plus en plus, de même que l'action privée l'emporte de plus en plus sur l'action publique, du particulier sur l'État...

« En un mot, le progrès suit exactement l'évolution sociale dans le sens de la prédominance de l'individu sur le groupe, du particulier sur l'État. Et, aujourd'hui, à ne considérer que les races de l'Occident ce sont précisément les plus progressives, les plus entreprenantes, les plus riches, les plus expansives qui devancent les autres dans cette évolution ». (*A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*, p. 326).

(2) Demolins, *op. cit.*, p. xxviii.

gré cet éloignement instinctif pour les fonctions publiques, l'Anglo-Saxon exerce par la puissance de sa personnalité une influence décisive sur le milieu social et politique. C'est ainsi que son individualisme se manifeste dans l'ordre social par l'absence d'aristocratie de naissance (1) ainsi que par une tendance nettement réfractaire au socialisme (2), dans la vie politique par le caractère électif et temporaire des fonctions politiques et judiciaires. C'est ainsi également que l'institution du jury est d'origine essentiellement saxonne et qu'on retrouve dans les assemblées populaires saxonnes le principe du *self government*, qui n'est lui-même que la transposition dans l'ordre collectif du *self help*, principe de la vie privée.

Cette forte individualité a toujours permis jusqu'à ce jour à l'Anglo-Saxon d'imposer sa domination aux races beaucoup plus nombreuses avec lesquelles il

(1) D'après Demolins, l'aristocratie héréditaire anglaise est due aux Normands, qui appartiennent à la formation communautaire d'État ; cette formation a institué en Angleterre le droit d'aînesse et trouvé sa représentation politique à la chambre des Lords, tandis que la formation particulariste anglo-saxonne faisait, dès 1215, reconnaître la sienne à la chambre des Communes, concurremment avec son droit au self gouvernement, à une époque où toutes les autres monarchies d'Europe évoluaient vers le pouvoir absolu et personnel.

Depuis, l'influence anglo-saxonne a continué de s'exercer sur l'aristocratie anglaise en détournant ses cadets des fonctions administratives et militaires pour les dériver vers les carrières usuelles : industrie, commerce et agriculture.

(2) D'après Demolins, ce sont les Celtes et les Irlandais, races qui relèvent de la formation communautaire de clan, qui recrutent en Angleterre les carrières administratives et libérales et fournissent un important contingent au socialisme et au paupérisme.

La formation communautaire fait de l'ouvrier « un homme incapable de toute initiative, de toute action personnelle, forte et continue. C'est un pur instrument. Tel est l'ouvrier de l'antiquité ; tel est actuellement l'ouvrier de l'Orient ; tel est même quelque peu l'ouvrier allemand. Ce dernier n'est qu'un instrument passif entre les mains des meneurs qui l'embrigadent avec une incroyable facilité... », Demolins, *op. cit.*, p. 286.

s'est trouvé en contact et on en retrouve les caractères essentiels dans le peuple américain, savoir : « l'amour du gain, l'esprit pratique d'entreprise, la curiosité des faits, l'exclusivisme dédaigneux, le mépris de l'étranger (1) ».

M. Demolins nous dit que c'est aux États-Unis que le type anglo-saxon se reconstitue dans toute sa pureté et dans sa puissance (2) et les conditions dans lesquelles s'est formée la nation américaine accentuent les caractères originaux de la race. L'esprit de domination se transforme en un désir démesuré de puissance (3), l'esprit pratique d'entreprise en un certain mépris des idées abstraites, des notions de droit absolu ou simplement des formes susceptibles d'entraver la réalisation de ses ambitions (4).

(1) D'après Demolins « toute l'histoire d'Angleterre est dominée et expliquée par la lente et incessante ascension du Saxon à travers l'épaisse carapace celtique et normande... L'Angleterre, longtemps recouverte et quelque peu étouffée par les traditions et par les institutions qu'y avaient importées les envahisseurs normands, tend de plus en plus à s'en dégager, à se ressaisir pour revenir à sa constitution sociale anglo-saxonne, à sa formation particulariste ». Voir *op. cit.*, préface p. xxi, et p. 182.

De même aux États-Unis, l'influence anglo-saxonne prépondérante au début du XIX^e siècle, et submergée ultérieurement par l'immigration d'éléments les plus divers, tend nettement à reprendre le dessus à la fin du XIX^e siècle, en particulier sur les éléments irlandais et germanique, les plus importants.

(2) Demolins, *op. cit.*, p. 182.

(3) Les États-Unis sont, a dit M. Blondel, le pays des possibilités illimitées et le citoyen américain subit l'influence de ce qui l'entoure. « Chez lui, écrit M. Lair, tout est énorme, parfois démesuré. Les lacs sont des mers et les cités des États. Les terres fertiles sont presque sans bornes, les gisements miniers et métallurgiques offrent des ressources presque indéfinies, etc... ». Lair, *L'impérialisme allemand*, p. 18.

(4) « Si quelque traité les lie, les États-Unis chercheront à s'en dégager en prétendant qu'il n'est plus en rapport avec leur situation actuelle... » écrivait M. Patouillet en 1905, *op. cit.*, p. 47. — En 1918, le président Wilson imposa certaines clauses du traité de paix aux

Le patriotisme américain lui-même renforce, dans une certaine mesure, ces tendances réalisatrices car, loin d'être, comme en Europe le produit d'une longue solidarité héréditaire, il est le fruit d'une tradition plus récente et s'identifie avec le souci du développement présent des ressources nationales.

Ainsi que le fait remarquer Octave Homberg (1), alors qu'en France, au cours de longs siècles de domination catholique, nous nous sommes habitués à distinguer nettement le spirituel du temporel, aux États-Unis, la population composée en grande partie de protestants et d'israélites, et surtout les milieux dirigeants, considèrent que loin de séparer les soucis de la vie matérielle de la vie spirituelle, c'est un devoir véritable, « de mettre en œuvre et de développer le plus possible ses facultés et ses talents » pour acquérir le gain légitime le plus élevé.

Ces expressions qui sont celles de Richard Baxter quand il définit le principe de rendement maximum (*efficiency*), ne font que reproduire sous une autre forme la fameuse maxime de Franklin :

« Le temps est de l'argent. Ne gaspille ni temps, ni argent ; fais de l'un et de l'autre le meilleur emploi ».

Il s'est ainsi formé, sous l'influence du facteur religieux une sorte de Covenant mystique érigeant la fonction économique au niveau du devoir religieux et constituant la règle idéale « de ce businessman qui se condamne volontairement lui-même au « hard la-

nations belligérentes, mais le Sénat américain se déroba à l'obligation de *garantie* en refusant de ratifier ledit traité, ce qui n'empêcha pas, par la suite, les États-Unis d'imposer des révisions successives (plans Daw et Young) et de présider aux négociations en tant que principal créancier des ex-puissances belligérantes.

(1) Octave Homberg, *L'impérialisme américain*, p. 5 et sq.

bour », aux travaux forcés à perpétuité, renonçant aux loisirs qui permettent à l'esprit de goûter tant de plaisirs..., et se permettant seulement quelques parties de golf, quelques excursions en automobile ou quelques promenades en forêt, joies d'ordre purement mécanique ou physique, et où l'esprit n'a aucune part (1) ».

Ainsi l'homme d'affaires américain est, dans sa recherche du profit, non seulement conditionné par le régime de concentration et de production intense dont nous avons examiné les effets au cours du chapitre IV de la première partie, mais il obéit aux voix secrètes de l'*atavisme* et il subit la double influence du *sentiment national* et de la *religion* (2) en développant

(1) Octave Homberg, *op. cit.*, p. 6. — C'est ce qu'expriment sous des formes différentes Werner Sombart et Carnegie.

« Tout le temps de la journée, de l'année, de la vie est consacré au travail. Et pendant ce temps, les forces sont tendues jusqu'à l'extrémité ». W. Sombart, *Der Bourgeois*, p. 11. Cité par Hovikian, p. 122.

« Nous espérons toujours de n'avoir plus besoin de nous étendre, mais nous trouvons toujours que la remise d'une extension ultérieure signifierait un recul ». Carnegie, *Autobiographie* (1905).

M. Octave Homberg ajoute au sujet de cette influence du facteur religieux sur l'activité de l'individu. « Il serait aisé et très curieux de rechercher dans l'œuvre de Calvin et de ses disciples du seizième et du dix-septième siècle un certain nombre de préceptes qui, réunis, formeraient cette sorte de « guide moral du businessman » que suivent en plein vingtième siècle les hommes d'affaires les plus modernes des États-Unis ».

« Ainsi les relations spirituelles entre l'homme et Dieu tendent à devenir pour l'Américain une sorte de convention, de covenant, qu'il importe d'exécuter exactement à la lettre, de tenir comme un grand livre. Les puritains du May flower avaient passé entre eux un covenant de ce genre... Franklin, le grand Franklin, tenait chaque jour un carnet de ce genre ». O. Homberg, *op. cit.*, p. 7 et 8.

(2) D'après M. Octave Homberg, c'est l'application de cette mystique religieuse à l'idée d'efficiency, ou rendement maximum à obtenir, qui a amené l'ouvrier à se plier à la spécialisation à outrance du système Taylor, qui le force à accomplir toute sa vie le même geste devant la même machine, et le consommateur à accepter la standardisation ou réduction ordonnée par le ministre du Commerce, sur cinquante articles divers, de 70 p. 100 des types de fabrication.

« Pas un consommateur ne s'est plaint ! De telles mesures seraient impossibles en France. Notre individualisme s'y opposerait farouchement ». Octave Homberg ; *op. cit.* p. 8.

pant systématiquement un genre d'activité économique qu'Aristote avait déjà condamné, dans sa chrematistique, comme allant à l'encontre des lois naturelles.

Ces tendances, favorisées par une prospérité matérielle restée sans exemple, ont incité les Américains à mettre en œuvre une *technique* inconnue des vieilles nations européennes, celle d'une production toujours croissante et conjuguée avec des hauts salaires destinés à développer harmoniquement la consommation. Nous examinerons ultérieurement cette technique dont l'application suppose le développement indéfini de la prospérité économique et donne une physionomie spéciale au nationalisme américain : mais auparavant il convient de revenir à la formation de la nationalité américaine sur laquelle l'élément anglo-saxon a eu une influence prépondérante pendant la première moitié du xix^e siècle.

Les guerres européennes ayant momentanément tari l'émigration continentale, « il sembla, dit M. Brunetière, que le Yankee dût incarner « l'âme américaine ». On en pourrait donner bien des raisons, dont la principale est celle-ci, qu'il était à peu près le seul, dans cette république désormais constituée, qui eut l'orgueil de sa race ; le seul qui la préservât du mélange comme d'une contamination ; et le seul enfin qui, dans le fond de son cœur, gardât plus de fierté d'être sorti jadis du « vieux pays » que de rancune ou de ressentiment d'en avoir été chassé par la persécution ».

Cette fierté native explique l'extraordinaire facilité avec laquelle l'Anglo-Saxon peut s'élever dans l'échelle sociale, sans porter la tare d'une modeste

extraction, et, parmi les hommes d'État ou grands industriels américains, on en compte un nombre surprenant ayant une humble origine. Mais, s'il n'y a pas de classe privilégiée aux États-Unis, l'Anglo-Saxon constitue par lui-même une aristocratie de race et, quand l'immigration européenne reprit, elle se heurta à la résistance opposée par les associations (1) formées dans le but d'empêcher les étrangers de se saisir des fonctions publiques ou de prendre la direction des affaires.

« Nous, citoyens des États-Unis..., publiaient certains journaux en 1893, nous sommes la *noblesse*, le *sang royal* d'Amérique. Les étrangers ne doivent être employés qu'aux travaux manuels, et c'est le devoir et le droit du peuple américain de les maintenir dans cette carrière qui seule leur convient (2) ».

L'absorption des éléments étrangers était en effet une question de vie ou de mort pour la nation américaine ; mais, en outre, ces immigrés paraissaient d'autant plus menaçants pour les Anglo-Saxons installés aux États-Unis, qu'ils étaient en grand nombre des Irlandais et appartenaient à une race et à une reli-

(1) Ces associations avaient pour objet, comme la *know nothing* formée en 1854, « de combattre les artifices du papisme » ou de maintenir le régime politique que l'on croyait menacé par l'immigration. « Dans trente-cinq ans, disait un journal en 1845, nous aurons une accumulation de 38 millions d'étrangers... »

« Et cette puissante inondation d'outre-mer aura, alors, et probablement longtemps auparavant, emporté les derniers vestiges des libertés américaines ». Brunetière, *op. cit.*

(2) Brunetière, *L'âme américaine* (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} déc. 1900, p. 682). Citation de M. de Nevers, auteur de l'ouvrage de même nom, dont M. Brunetière fait la critique et dans lequel l'auteur examine si les Canadiens pourraient, sous le drapeau étoilé, grandir et se développer « en restant fidèles à leurs traditions française et catholique ».

gion auxquelles ils étaient foncièrement hostiles (2).

« L'Anglo-Saxon se sentait de nouveau menacé par le Celte ». Mais quelle que fut sa puissance d'assimilation ou de réaction, il devait être entraîné par les événements : la guerre de Sécession ne devait pas tarder à diviser l'élément anglo-saxon contre lui-même et à donner droit de cité aux Irlandais en leur permettant de s'enrôler et mourir en foule pour la cause de l'Union, pendant que le flot de l'émigration entraînait la colonisation vers l'Ouest, constituant finalement un État d'une envergure autrement vaste et puissante que celui qu'auraient monopolisé à leur profit les Anglo-Saxons.

Peut-on dire, comme l'exprimait la presse américaine de 1845, que l'intrusion de ces immigrants européens sur le sol de l'Union devait porter atteinte aux libertés publiques?

Mais si, comme l'atteste M. Brunetière : « Le fait le plus éclatant de l'histoire de l'Amérique au *xix^e* siècle est le progrès continu de l'*idée démocratique* et son effort ininterrompu pour se réaliser dans les faits », n'était-il pas plus conforme aux principes de la Constitution des États-Unis de rendre la nationalité américaine accessible aux immigrants de toutes races et de toutes religions, que d'instituer un privilège en faveur du seul élément anglo-saxon d'Amérique ?

La disparition de ce privilège restituait, en quelque sorte, à la nation américaine le caractère d'universalité que les auteurs de la Constitution de 1793 avaient voulu lui donner en se fondant, dans l'ordre constitutionnel, sur des principes analogues à ceux qui avaient

(2) Brunetière, *op. cit.*, p. 682.

inspiré le législateur français de 1789 quand il avait rédigé la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1) ; d'autre part, si l'immigration de contingents de diverses nations européennes était susceptible de réaliser ce caractère, il faut reconnaître que l'apport du contingent irlandais constituait, en raison de son origine celtique et de sa religion catholique, le correctif le plus efficace à l'égard d'une civilisation du pur type anglo-saxon.

D'après M. Edmond de Nevers, ce sont effectivement les Irlandais qui ont le plus contribué à modifier le fond politique et social de la société américaine et à accentuer les progrès de l'idée démocratique par la généralisation d'un type de confort étendu à toutes les catégories de travailleurs, par l'uniformité d'aspect donnée aux nouvelles cités américaines (2), l'emploi de procédés outranciers de réclame inconnus des Anglo-Saxons, la popularité tapageuse dont jouissent les fortunes réalisées par les

(1) « La Révolution française, dit quelque part M. Edmond de Nevers, pour laquelle tant de sang, tant d'énergie, tant d'efforts de tous genres, ont été prodigués, a affirmé les droits de l'homme, proclamé l'avènement du règne de la liberté, de l'égalité, de la fraternité : qu'en est-il résulté ? »

M. Brunetière répond : « Il en est résulté le monde moderne qui ne serait pas ce qu'il est sans la Révolution française, et pour préciser davantage, il en est résulté cette conception laïque de l'homme universel et moyen pour lequel nos Constituants ont rédigé la Déclaration des droits de l'homme et les Américains de 1783, la Constitution des États-Unis ». Brunetière, *op. cit.*, p. 692.

(2) M. James Brice consacre un chapitre spécial de son livre *American Commonwealth*, à décrire l'« uniformité de vie américaine ». Personne en Amérique ne traverse la rue dans le costume de sa condition : on ne voit point de blouse ni de tablier ; tous les hommes y sont habillés en gentleman et toutes les femmes en dame. Les voitures y sont rares et chères, mais les cars s'y succèdent de minute en minute. Ce sont autant de manifestations de l'esprit utilitaire et démocratique. Brunetière, *op. cit.*, p. 684.

grands industriels, « Fils de leurs œuvres », comme les Astor, Van der Bilt, Rockefeller et Carnegie, etc. (1).

Que ces progrès de l'idée démocratique soient une conséquence des tendances égalitaires inhérentes aux races relevant de *formations communautaires*, comme les races celte et germanique ; qu'ils soient dus, comme le dit M. Brunetière, à une vertu spéciale au *catholicisme*, « vertu démocratique et sociale, que le protestantisme en a comme éliminée dans la mesure où il fait de la religion une affaire individuelle (2) », ou qu'ils ne constituent qu'un cas particulier « du phénomène universel qu'on pourrait appeler la transformation des aristocraties du passé en démocraties de l'avenir », ils ont eu ce résultat inappréciable pour la nation américaine de favoriser la formation d'une « âme américaine » distincte et séparée désormais de l'« âme anglo-saxonne », que la guerre de Sécession venait d'ailleurs de diviser contre elle-même en opposant les planteurs du Sud et les puritains de l'Est.

Contrairement aux pronostics égoïstes des promoteurs de « l'américan native movement » de 1854, loin « d'emporter les derniers vestiges des libertés américaines », le flot des immigrants européens en invoquant les principes de la Constitution de 1783, donnait à ces principes une portée universelle et obéissait aux in-

(1) « Leur politique instinctive (des Irlandais), dit M. Brunetière, n'a pu manquer de travailler à détruire tout ce qu'ils trouvaient de traces d'inégalité dans la structure de la société américaine. Le suffrage universel leur en a fourni le moyen. Ils ont dégagé de l'idée démocratique ce qui en fait proprement l'essence et qui ne consiste point du tout, comme on l'a dit, dans la haine des supériorités, mais uniquement à empêcher que ces supériorités deviennent jamais héréditaires ». *Op. cit.*, p. 683.

(2) Brunetière, *op. cit.*, p. 689.

tentions même des auteurs de la Constitution (1). D'autre part, les progrès du catholicisme aux États-Unis montraient qu'il n'y avait aucune incompatibilité entre cette religion et les exigences de la civilisation américaine : au contraire, les évêques du Nouveau Monde qui s'opposèrent en 1892 aux tentatives des Allemands pour constituer des Églises spéciales à chaque catégorie d'immigrants, montrèrent le plus grand sens des libertés américaines et on ne saurait passer sous silence le nationalisme du clergé irlandais dont certains membres participèrent activement à la campagne impérialiste (2).

En résumé, cet aperçu sur la formation de la nationalité américaine nous montre, en même temps que les échecs subis par les particularismes de race et de religion, la constitution de groupements ethniques d'origine européenne, ayant une culture intellectuelle et morale suffisamment avancée (3). C'est avec ces

(1) Nous citons à nouveau les paroles prononcées par Franklin en 1771 : « C'est ici un commun dicton que notre cause est la cause du genre humain et que nous allons combattre pour la liberté de l'Europe en combattant pour la nôtre ». — En fait, ce sont les populations d'Europe les plus déshéritées ou persécutées qui ont bénéficié ultérieurement de la protection qu'elles ont trouvé sur le territoire de l'Union.

L'historien Bancroft dit justement à ce sujet : « La tyrannie et l'injustice ont peuplé l'Amérique d'hommes nourris dans la souffrance et dans l'adversité. L'histoire de notre colonisation, c'est l'histoire des crimes de l'Europe ».

(2) D'après M. Bernard de Lacombe, « le pape Léon XIII, dans sa sagesse politique, jugea » également qu'il n'y avait pas lieu de constituer des Églises spéciales ; il ajoute, « pour le plus grand bien du catholicisme en Amérique, les prétentions des Allemands furent rejetées ». *L'idéal américain* (*Correspondant* du 16 oct. 1893, p. 166).

(3) Nous ne considérons pas comme susceptible l'élément nègre d'entrer dans cette formation, du moins dans l'état actuel. Au commencement du xx^e siècle, il comprenait déjà 12 millions de nègres se répartissant dans six États limitrophes pour les 3/4 de ce chiffre, et ayant dans trois de ces États la majorité sur les blancs. Si l'on

éléments que va être formée la société américaine, dans laquelle le facteur anglo-saxon reprendra, en son temps, le rôle de premier plan qu'il a si remarquablement tenu dans l'histoire de la nation britannique, mais qu'il abdique pour l'instant.

Ceci posé, on peut se demander si, dans l'intérêt même de la nationalité future, il est préférable, ainsi que le suggère M. E. de Nevers à la fin de son livre (1), d'inciter ces groupements ethniques « à ne rien abandonner de leur héritage ancestral » et à cultiver « leurs aptitudes héréditaires », ou à adopter sans arrière-pensée le drapeau de leur nouvelle patrie.

Tout d'abord, ainsi que le fait ressortir M. Brunetière, ce serait se méprendre étrangement que de « croire que les États-Unis d'Amérique puissent jamais se proposer, comme idéal, de briser une union qui fait leur force » et de rendre à leur atavisme européen les groupements d'Irlandais, Allemands, Polonais, Canadiens, Italiens qui peuplent le sol américain. « Nous tendons, dit Roosevelt, librement et en bons camarades, une main bienveillante à tout homme qui arrive chez nous avec l'intention droite d'être un bon citoyen des États-Unis. Nous ne nous préoccu-pions ni de ses croyances, ni de son pays natal. Mais nous avons le droit et le devoir d'exiger de lui qu'il soit un bon citoyen...

« Il lui faut en touchant notre sol, abdiquer cer-

songe au caractère prolifique de cette race qui ne comprenait que 4 millions de représentants au moment de la guerre de Sécession et 500.000 seulement à la proclamation de l'Indépendance, on se rendra compte du danger que cette situation fait courir à la civilisation américaine.

(1) Edmond de Nevers, *op. cit.* (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} déc. 1900, p. 690).

taines idées... Il doit savoir que nous exigeons une tolérance religieuse absolue et la complète séparation de l'Église et de l'État...

« Il doit aimer notre commune patrie et s'enorgueillir de ses succès. Il doit révéler notre drapeau, ne le considérant pas comme le premier, mais comme le seul. Il doit célébrer la fête de Washington, et non celle de la reine ou de l'empereur, le 4 juillet et non le jour de saint Patrick... Par-dessus tout, l'immigrant doit apprendre à parler, penser et agir à l'américaine... (1) »

Cette fière déclaration constitue, en quelque sorte, l'acte de foi de l'« âme américaine » parvenue au dernier stade de son développement : elle s'inspire du principe de tolérance en matière religieuse et de l'éclectisme des races.

Mais une nation n'est pas un simple assemblage de facteurs ethniques, linguistiques ou religieux : comme tout être vivant, elle a son originalité propre, ses caractères distincts de ceux des éléments qui la composent.

Le problème n'est pas encore résolu si l'on arrive à déterminer les *caractères spécifiques* de la nationalité : il faudrait encore définir le principe qui a donné à l'ensemble une vie distincte de celle de chacun de ses éléments et allumé la flamme de ce patriotisme assez puissant pour dénationaliser à son profit, comme l'exige impérieusement Roosevelt, tous les patriotismes élémentaires.

« Notre nation, déclare M. Wharton, a commencé

(1) Roosevelt, *L'idéal américain*. Voir l'article de M. Bernard de Lacombe, *Correspondant* du 16 octobre 1903, p. 165.

comme une sorte de masse protoplasmique, non un organisme, mais une agrégation vaguement cohérente d'individus, pressés ensemble par des forces extérieures hostiles autant que conduits par une attraction interne... (1) »

L'action concordante de ces forces, tant extérieures qu'intérieures, a conditionné si énergiquement la formation de la nouvelle république qu'en cent ans, les occupants originaires qui n'étaient que trois millions dans les treize colonies, au moment de l'Indépendance, sont devenus un peuple de plus de 100 millions d'individus, occupant un continent aussi vaste que l'Europe et possédant d'immenses richesses naturelles.

L'armée des occupants s'est mise en marche des rivages de l'Atlantique et a progressé dans le sens classique de toutes les grandes civilisations, savoir de l'Est vers l'Ouest, sans cesse renforcée par des contingents de toute origine qu'attiraient le goût des aventures, l'amour de l'indépendance et l'appât de richesses inexplorées (2). Cette dynamique rapide de l'évolution américaine a imprimé fatalement son sceau sur la mentalité du nouveau peuple qui se caractérise spécialement par une extrême confiance en soi (*self reliance*), le matérialisme de ses conceptions et la hardiesse dans l'action. « La nationalité améri-

(1) Wharton, *Annales*, juillet 1903, p. 195. Cité par Patouillet.

(2) L'existence d'une grande quantité de *biens sans maître* en Amérique fut un agent d'autant plus puissant de la colonisation que, d'après M. Brunetière, « le souci constant de la démocratie américaine a été de faciliter, de favoriser cette appropriation, et avec elle et du même coup la réalisation de son idéal égalitaire ».

Henry George dit également : « Le domaine public a été le grand fait qui depuis le jour où les premiers colons débarquèrent sur les côtes de l'Atlantique, a formé notre caractère national et coloré notre pensée nationale... » Brunetière, *op. cit.*, p. 693.

caine, dit M. Oppel, se résume en ces traits : un effort sans repos et sans limite pour aller de l'avant, joint à un optimisme indestructible... (1) »

Si maintenant l'on compare l'essor américain aux vieilles civilisations européennes, qui ont mis des siècles à se former, on est frappé de l'envergure des résultats obtenus et de l'extrême rapidité avec laquelle ils ont été atteints en Amérique. Les conditions sont très différentes en Europe.

Alors que les États européens se sont développés dans un espace restreint et ont, par la force des choses, des frontières souvent plus politiques que naturelles, des ressources insuffisantes et des aspirations rivales, les États-Unis ont offert aux immigrants de l'ancien continent un vaste champ d'exploitation protégé par son éloignement de toute dangereuse compétition.

Ces circonstances expliquent que « par le fait même de sa formation, la nation américaine n'ait connu ni l'enfance ni les phases successives qu'ont traversées les nations du vieux monde... (2) »

Quel que hâtif que soit le développement du nouvel organisme, sa force vitale n'est pas douteuse, car nous dit Weiller : « L'Amérique a une telle puissance d'absorption, c'est un creuset tellement puissant que l'Eu-

(1) Oppel, *Amérique et Américains* (*Ann. de Géog.*). Cité par Patoul Patouillet, p. 86.

(2) Octave Noël, *Le péril américain* (*Correspondant* du 10 avril 1899, p. 116). — M. Octave Noël ajoute : « Produite d'alluvions successifs, elle en a les poussées violentes et les floraisons hâtives, et, pour réaliser ses aspirations, elle ne se sent et ne se croit retenue par aucune tradition, par aucun de ces liens visibles ou invisibles, d'origines et de dates diverses, qui pèsent plus ou moins sur l'organisme des vieux peuples et en dirigent ou en paralysent le fonctionnement ».

ropéen, à quelque nationalité qu'il appartienne, s'il y entre avec ses préjugés nationaux, en sort avec une âme américaine identique à l'âme de ses nouveaux concitoyens (1) ».

Cette force extraordinaire d'absorption et d'expansion constitue un fait entièrement nouveau dans l'histoire de la civilisation ; mais on peut se demander si sa puissance était une vertu propre à la nationalité américaine, ou si, au contraire, elle n'était pas, en grande partie du moins, un simple effet des circonstances extérieures ayant influé sur la formation de cette nationalité.

Pour donner à l'essor américain toute sa véritable signification, il paraît indispensable d'en rattacher les manifestations aux grands événements économiques qui ont modifié au *xix^e* siècle la face de l'ancien continent et provoqué la formation d'une *économie mondiale* (2).

Malgré sa puissance actuelle et l'originalité de sa formation, l'Amérique est, comme le dit M. Delaisi, fille de l'Europe, et, si elle se trouve aujourd'hui à l'avant-garde du progrès économique par le perfectionnement de ses méthodes et la hardiesse de ses conceptions, c'est parce que son organisation entière procède, dans une certaine mesure, du mouvement intellectuel qui détermina en Europe la double révolution économique et politique.

Le principe de surproduction introduit par le machinisme n'a-t-il pas trouvé sa plus forte expression dans ses méthodes industrielles actuelles et le déve-

(1) L. Weiller, *op. cit.*, p. 365.

(2) Voir l'exposé de cette formation au chapitre II de la 1^{re} partie.

loppement du commerce international provoqué son rigoureux protectionnisme ?

Dans le domaine politique, la *Constitution des États-Unis* ne s'inspire-t-elle pas du même idéal égalitaire que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de sorte que les bannis et les déclassés de tous les pays qui se réfugiaient en Amérique, recevaient en débarquant le statut de citoyen, en même temps que le réalisme organisateur des Anglo-Saxons mettait à leur disposition les moyens les mieux appropriés pour parvenir à l'aisance ou à la fortune.

Cette double tendance, savoir : poursuite du succès matériel sous l'égide de *l'idéal démocratique* le plus élevé, a marqué son empreinte profonde sur la nation américaine.

La continuité de l'idéal américain avec celui de nos législateurs révolutionnaires est attesté par sir Charles Dilke (1) qui disait vers 1870 à la suite d'une visite de l'État de New-York : « La démocratie de l'État Empire est du type français, non du type anglais ou américain ».

Quant au caractère réalisateur de l'effort américain, il résulte non seulement de l'influence prise par l'élément anglo-saxon, mais encore du fait que le facteur économique ne cesse de jouer un rôle de premier plan dans le développement et dans la fortune du peuple américain. Ainsi que nous le faisons ressortir au début de cette deuxième partie, l'histoire des États-Unis est commandée par des intérêts économiques, depuis la guerre de l'Indépendance qui fut un épisode de la

(1) Cité par M. Brunetière, *L'âme américaine* (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} déc. 1900, p. 673).

réaction libérale contre la vieille politique coloniale des nations mercantilistes, jusqu'à l'intervention américaine dans la grande guerre, qui répondait, en ce qui concerne les intérêts matériels, à l'impérieuse nécessité de jouer un rôle approprié dans la nouvelle économie mondiale.

Tant que la nationalité américaine n'est pas parvenue au dernier stade de sa formation et n'a pas atteint, dans son expansion, ses butoirs de l'Ouest et du Sud, c'est l'Europe qui lui sert de réservoir et l'alimente non seulement en hommes, mais encore en outillage et en capitaux.

Dans la première moitié du *xix^e* siècle, ce sont les pays industriels, Angleterre, Allemagne, Hollande qui fournissent les émigrants : l'influence anglo-saxonne domine tous ces éléments et semble devoir confisquer à son profit la formation de la nation ou de l'« âme américaine ».

Puis, quand l'industrialisation de cette Europe s'intensifie (1), ce sont les contingents bigarrés de l'Europe agricole qui déferlent à leur tour sur le continent américain et semblent devoir submerger les Anglo-Saxons.

Comme le dit M. Delaisi, une troisième Europe, fille des deux autres, a surgi par delà les mers, « agricole comme la seconde, mais outillée mécaniquement comme la première, semblable à toutes deux et pourtant différente, qui les prolonge et les complète, l'Europe d'outre-mer ».

Mais cette Europe d'outre-mer n'est pas une simple

(1) Voir chapitre II de la 1^{re} partie, l'aperçu sur l'ouvrage de M. Delaisi, *Les deux Europes*.

colonie des deux autres : elle s'est muée en une grande nation, consciente d'elle-même, tellement vivace et indépendante qu'après avoir essaimé sur un continent aussi vaste que l'Europe elle-même, elle a paru prétendre à l'hégémonie.

Comment ce phénomène s'est-il produit ? Sans doute l'essor américain est un fait presque contemporain de l'époque actuelle et nous pouvons à peu près déterminer les facteurs qui ont agi sur son développement (1) ; mais nous ignorons, malgré tout, comment « l'âme américaine » a pris conscience d'elle-même. Nous avons, en quelque sorte, une connaissance extérieure des faits. Ces derniers gardent le secret du principe mystérieux qui a donné naissance à l'être vivant que constitue une nation.

Pouvons-nous, tout au moins, déterminer les caractères spécifiques de cette nationalité nouvelle d'après la connaissance des facteurs qui ont présidé à sa formation, et voir, par exemple, dans quelle mesure les éléments irlandais et anglo-saxon ont marqué leur empreinte respective sur la nouvelle nationalité ?

Otto Bauer dit que : « Le caractère national est la condensation (Niederschlag) du développement historique de la nation ».

L'histoire est la cause qui agit et imprime le caractère national à des populations de races ou de langues

(1) « C'est la première grande société et même la première race que nous voyons naître et grandir, les autres s'étant formées dans des replis d'histoire où nos regards n'atteignent pas. Une Rome de l'extrême Occident commence-t-elle ? Ou sommes-nous en présence d'une immense boursofflure ? Nous apportera-t-elle un modèle inédit ou versera-t-elle tout à fait dans des types déjà réalisés ? » Pertinax, *Où vont les Etats-Unis* (*Echo de Paris* du 6 juillet 1930).

plus ou moins variées, grâce à la communauté de sort et de culture.

La culture nationale est donc la partie essentielle, l'âme de la nationalité et elle est transmise de génération en génération par la classe intellectuelle qui représente le cerveau de la nation. Lorsque cette culture disparaît, la conscience nationale est anéantie ou sommeille (1).

Elle peut revivre lorsque les causes perturbatrices cessent d'exercer leur action.

Quelque valeur que l'étude des faits historiques puisse donner à cette théorie, en aucun pays plus qu'aux États-Unis, dont l'histoire est cependant récente, on n'a cru avec plus de foi à ce rôle qu'Otto Bauer attribue à la classe intellectuelle dans la formation ou la conservation de l'esprit national et déduit les conséquences qu'il comporte au point de vue éducatif.

Suivant les principes formulés par Roosevelt, la formation de l'individu est la base de celle de la nation : c'est sans doute la raison pour laquelle le zèle social de l'élite américaine s'est manifesté par une organisation aussi grandiose qu'originale d'œuvres éducatives du corps et de l'esprit, en même temps que d'inculquer aux jeunes Américains un sentiment national très élevé (2).

(1) Hovikian, *op. cit.*, p. 107. — Otto Bauer cite l'exemple du peuple slovène qui avait une littérature jusqu'en 820 puis a cessé d'être une nation « historique » pendant un millier d'années pour se réveiller au xix^e siècle.

Il en a été de même des Serbes après la conquête turque, des Polonais après le partage de la Pologne.

(2) Un exemple de l'importance que les Américains attachent au développement de l'esprit national, réside dans le fait cité par Roosevelt dans la *Vie intense*, que les travaux des écoliers doivent commencer et se terminer obligatoirement par le salut au drapeau étoilé.

En ce qui concerne l'importance des œuvres éducatives créées

Indépendamment de la formation de la jeunesse, on s'est préoccupé de poursuivre l'éducation de l'individu dans la société et des mesures ont été prises pour sélectionner et fondre dans la nation les masses hétéroclites d'immigrants que l'Europe a continué à déverser sur le sol américain.

« Porter le nom d'Américain, dit Roosevelt dans l'*Idéal américain*, c'est porter le plus honorable des titres : quiconque ne l'entend point ainsi, n'a pas à prendre ce titre et, s'il vient d'Europe, plus vite il y retournera, mieux cela vaudra. Il est urgent de régler et modérer l'immigration par des lois beaucoup plus énergiques que celles en vigueur, cela dans le double but d'écarter les travailleurs qui déprécient le marché et de se tenir à l'abri des races qui ne s'assimilent pas à la nôtre ».

Cette nécessité de sélectionner de plus en plus sévèrement l'immigration s'explique par le fait que cette dernière n'est plus indispensable à la colonisation du sol.

Désormais la période de formation hâtive qui caractérise le xix^e siècle est terminée et les 120 millions de citoyens américains qui se sont appropriés le sol de l'Union trouvent en eux des éléments suffisants pour en entretenir et accroître la prospérité.

Le fond de la population est stabilisé et solidement constitué par un heureux mélange des races européennes les plus avancées en civilisation ; quant à la

en Amérique, M. F. Roz écrit dans l'*Amérique nouvelle*, p. 160 : « De généreuses subventions, des dotations princières créent ou entretiennent une multitude d'institutions, depuis les écoles primaires jusqu'à ces Universités, véritables cités de l'étude, républiques idéales, paternellement gouvernées par des savants et des sages, où la jeunesse des deux sexes, partagée entre ses travaux et ses jeux, retrouve en notre âge de fer, et au sein même de la civilisation la plus moderne qu'il ait produite, quelque chose de l'atmosphère platonicienne ».

question de savoir dans quelle mesure chacune de ces races doit influencer sur les caractères de la nationalité nouvelle, le problème ne paraît pas comporter une solution positive.

Suivant M. Brunetière, la formation du caractère national comporte, en premier lieu, un processus *d'unification* qui n'est suivi que postérieurement du processus de *différenciation*. Ce n'est que lorsque l'unification est terminée et que les caractères essentiels de la nationalité nouvelle sont à peu près fixés, que les hérédités anciennes se réveillent pour marquer de traits originaux cette nationalité.

« De même, ou à peu près, qu'autrefois la romanisation du monde n'a empêché ni la Gaule de devenir la France, ni l'Ibérie de devenir l'Espagne, ainsi l'anglicisation du Continent nord-américain n'empêchera pas cette âme américaine d'emprunter aux éléments hétérogènes dont elle se sera formée ce qu'elle en trouvera d'assimilable à sa propre substance ».

Aux étrangers qui viennent s'établir chez nous, ajoute M. Brunetière, nous n'avons pas besoin de leur imposer nos lois ou nos coutumes : ils les subissent, ou s'y résignent. « Et, d'ailleurs, ce n'est pas en y résistant, mais au contraire en les subissant qu'ils les modifient... »

Et, par une remarquable coïncidence, M. Brunetière conclut en formulant un conseil identique à celui que Roosevelt devait émettre trois ans plus tard dans *l'Idéal américain* (1), savoir :

(1) L'ouvrage de Roosevelt sur *l'Idéal américain* fut publié à New-York, en 1903, alors que l'article cité de M. Brunetière sur *L'âme américaine* avait paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} décembre 1900.

« Après tout, on ne se rend maître en politique, et ailleurs, que de ce que l'on accepte ; et si je me suis fait comprendre, on ne verra point, je l'espère, de paradoxe dans cette formule à laquelle j'aboutirai : si vous voulez, Français ou Italiens, Allemands ou Hongrois, avoir votre influence dans le développement de l'âme américaine, *commencez par être vous-mêmes Américains* (1) ».

(1) Brunetière, *op. cit.*, p. 697.

CHAPITRE II

La formation de l'économie américaine

Frédéric List rappelle que Smith et son école avaient prédit que « les États-Unis étaient voués à l'agriculture comme la Pologne (1) ».

Mais les Américains paraissent avoir pressenti depuis les origines de la colonisation, le rôle complexe qui doit incomber au régime économique d'un État pourvu de grandes richesses naturelles, et, après l'Indépendance, l'évolution économique fut poursuivie par eux avec une continuité de vues tout aussi remarquable que celle qui présidait à la direction de la politique américaine.

La logique consciente de cette double évolution économique et politique peut-elle être attribuée au fait que « la société américaine née tout entière d'idées claires et distinctes, d'efforts constants et de volontés réfléchies » avait, suivant M. Firmin Roz, longtemps avant la guerre de l'Indépendance « réalisé la plus vaste expérience qui ait jamais été faite pour organiser la démocratie (2) ».

Ou bien la compréhension des besoins économiques

(1) Frédéric List, *Système national d'économie politique*, livre I^{er}, chap. IX. Cité par Laurent Dechesne.

(2) Firmin Roz, *L'Amérique nouvelle*, p. 161 et 261.

ne découlait-elle pas tout simplement des conditions dans lesquelles s'effectuait une colonisation qui imposait aux descendants des expatriés du May Flower le souci d'assurer la prospérité matérielle de leur nouvelle patrie en même temps que d'assurer son indépendance politique.

Quoiqu'il en soit, cette double préoccupation que l'on retrouve parmi les mobiles de la guerre de l'Indépendance et qui va constituer les deux pôles entre lesquels oscillera la politique américaine, semble avoir inspiré une tradition économique très ancienne.

La première préoccupation des colons américains fut, suivant le processus habituel de toute colonisation nouvelle, de développer *l'agriculture* qui fournit les matières nécessaires à l'alimentation de l'homme ainsi que celles que transforme son activité.

« Par un travail opiniâtre, fruit d'une volonté qui ne connaît pas d'obstacles, des plantes et des espèces inconnues ou étrangères à la région américaine s'y sont acclimatées et donnent des résultats importants. Le territoire de la République est si vaste qu'il s'étend sous des zones diverses, offrant des climats variés que la population a su approprier à tous les genres de cultures, et d'où elle tire des récoltes qui défient l'imagination (1) ».

Mais, en raison même de leur origine, les colons du nouveau continent ne pouvaient rester indifférents au développement de *l'industrie* et du *commerce* extérieur.

Dès 1621, le premier cotonnier fut planté aux États-

(1) Octave Noël, *Le péril américain* (Correspondant du 25 mars 1899, p. 1085).

Unis, et malgré des essais qui ne réussirent tout d'abord que médiocrement, cette culture fut acclimatée après de persévérants efforts et, en 1784, les premières balles exportées d'Amérique étaient dirigées sur le marché de Liverpool, où elles provoquèrent l'étonnement du continent (1).

En 1786, l'industrie de l'acier fut introduite en Pensylvanie avec l'aide du gouvernement qui donna alors à un certain Humphreys trois cents livres pour cinq ans, afin de lui permettre de convertir le fer en barre en acier « aussi bon qu'en Angleterre (2) ».

En 1789, les États-Unis adoptaient définitivement le protectionnisme, après un court essai de libre-échange, et Alexandre Hamilton, ami et collaborateur de Washington pendant la guerre de l'Indépendance, devenu secrétaire de cabinet, défendait en 1791, à la chambre des représentants une politique commerciale dont le but avoué était de développer l'industrie nationale tout en assurant à l'agriculture du pays un grand débouché intérieur.

On invoquait aussi devant le Congrès la nécessité de restaurer les finances du nouvel État en annulant ses dettes ; mais en proposant de protéger l'industrie nationale, Hamilton préludait, un quart de siècle avant Frédéric List, à la théorie des droits éducateurs et affirmait un siècle avant Simon Patten que les États-Unis devaient mettre à profit l'abondance de leurs ressources naturelles pour développer les productions les plus variées, les industries en particulier,

(1) Octave Noël, *op. cit.*, p. 1087.

(2) Carnegie, *Empire des affaires*, p. 273. Cité par Laurent Dechesne, p. 81.

et fournir ainsi aux agriculteurs un débouché intérieur remplaçant avantageusement celui du dehors (1).

Suivant l'expression de Jefferson « pour asseoir sur une base solide la prospérité du pays, le manufacturier devait s'établir à côté de l'agriculteur ». Sans cette solidarité dans la production nationale, le littoral de l'Atlantique ne serait jamais devenu manufacturier, et les pays de l'Ouest, essentiellement agricoles, auraient toujours végété (2).

Ce sont les idées que préconisèrent, en 1926, l'Allemand Frédéric List, réfugié aux États-Unis en qualité de rédacteur de journal, et, quelques années avant la guerre de Sécession, Henri Carey.

(1) Le colonel *Alexandre Hamilton*, qu'Henri Carey considère comme le Colbert des États-Unis, avait beaucoup souffert pendant la guerre de l'Indépendance de l'indiscipline des États : il poursuivit avec une largeur de vues remarquable pendant la paix la restauration des finances, le développement économique et la constitution d'un État fédéral basé, suivant la conception anglaise sur « la prédominance et même sur la dénomination d'ordre et d'intérêts privilégiés ». F. Roz, *op. cit.*, p. 96.

A cette conception d'Hamilton, s'opposait celle de *Thomas Jefferson*, chef du parti « républicain démocrate », qui défendait les intérêts particuliers des États et qui voulait faire reposer l'organisation nationale américaine sur l'ensemble de la démocratie américaine. Th. Jefferson avait représenté son pays en France pendant la guerre de l'Indépendance ; il rentra en 1789 et fut nommé secrétaire des affaires étrangères dans le cabinet où Hamilton dirigeait les finances. Il put ainsi étudier à loisir les mesures préconisées par son adversaire, qu'il accusait même de vouloir rétablir la monarchie. Quant à Hamilton, il traçait comme il suit le programme à remplir par le gouvernement du nouvel État :

« Mériter et conserver la confiance des amis les plus éclairés d'un bon gouvernement, accroître le respect attaché au nom de l'Amérique, ne pas rester sourd aux appels de la justice, restituer à la propriété foncière sa valeur légitime, procurer de nouvelles ressources à l'agriculture et au commerce, cimenter plus étroitement l'union des États, les mettre à l'abri des attaques extérieures, assurer l'ordre public à l'aide d'une législation juste et libérale, voici les résultats inestimables qu'il faut atteindre à force de prévoyance avisée, par des mesures appropriées et immédiates pour *consolider le crédit public* ». *Histoire universelle de Quillet*, t. VII, p. 217 et sq.

(2) F. List, *op. cit.* Cité par Laurent Dechesne.

Mais les États du Sud restaient indifférents à une propagande qui paraissait surtout destinée à favoriser les intérêts des industriels du Nord, et se préoccupaient de conserver la liberté de leurs échanges avec l'Europe.

La guerre de Sécession mit fin à cet état de choses et consacra la domination économique des États du Nord. Désormais, le protectionnisme règne définitivement en Amérique et c'est en vain que, quelques années après, le président Grant déclare que la pratique du protectionnisme est une préparation plus ou moins lointaine au libre-échange (1).

Le but poursuivi par la politique commerciale américaine est de s'opposer de plus en plus à l'entrée des produits étrangers pour favoriser la création ou le développement d'industries nationales qui soient capables d'assurer intégralement la satisfaction des besoins du marché intérieur et d'exporter à l'étranger. L'immensité des ressources du territoire de l'Union et une formation économique tout à fait originale, doivent permettre à l'Amérique de n'être plus tributaire de l'Europe et de lui assurer dans le domaine économique l'indépendance que lui garantit déjà dans le domaine politique l'application des principes de Monroë.

Cette préoccupation, jointe à l'idée fédéraliste léguée par Hamilton, sont les deux parties essentielles du programme républicain.

La victoire fédéraliste et la longue éclipse du parti

(1) Le président Grant déclarait à une députation de Manchester venue pour se plaindre de sa politique douanière : « L'Angleterre a mis deux cents ans à passer de la protection la plus étroite au libre échange ; soyez convaincus que nous y mettrons autant de temps si c'est nécessaire ». Octave Noël, *op. cit.*, p. 123.

démocrate, vont permettre au parti républicain de mettre à exécution la partie économique de son programme, en poursuivant simultanément la colonisation de l'Ouest et l'assimilation des immigrants à la nationalité américaine.

Désormais l'économie américaine est isolée par des tarifs douaniers de plus en plus élevés et dans ce milieu, l'industrialisme moderne servi par « une volonté qui ne connaît pas d'obstacles », arrivera à créer un organisme « sans égal chez aucun peuple et à aucune époque de l'histoire.

« Aller vite (*time is money*), faire beaucoup, telle est sa devise. Servies par des capitaux sans cesse renaissants, par la houille, par les minerais qui affluent dans toutes les parties du territoire, par des matières premières que le sol indigène se charge de produire en abondance et à des prix sans cesse abaissés, des entreprises gigantesques se fondent presque sans interruption, enrichissant les hardis capitalistes qui les font éclore, et donnant naissance, à leur tour, à de nouvelles et non moins colossales industries. Et pour donner à celles-ci le maximum d'intensité et de productivité, on voit subitement surgir de terre des villes immenses armées pour la lutte, pour le travail sans relâche, pour la course échevelée vers le négoce, vers le confort, vers la conquête de la richesse (1) ».

Si, nous reportant maintenant à l'objet de la présente étude, nous cherchons à discerner dans cette immense ruche en travail la manifestation des tendances de l'impérialisme économique telles qu'elles ont été définies au chapitre IV de la première partie,

(1) Oct. Noël, *op. cit.*, p. 1092.

nous voyons que les phénomènes de *concentration* et de *centralisation* industrielles se sont multipliées avec une fréquence et une ampleur inconnues à l'ancien continent au cours du développement économique américain.

Aux initiatives individuelles du début a succédé, notamment après la guerre de Sécession, l'action de groupements de plus en plus puissants, sociétés anonymes où la dissociation s'accroît entre l'entrepreneur et le capitaliste, avec la grandeur de l'entreprise, cartels et surtout trusts, qui sont des instruments de monopole, accaparant à leur profit le marché intérieur, ou cherchant à dominer les marchés extérieurs à l'aide des procédés du dumping ou de l'impérialisme.

Des phénomènes identiques se reproduisent dans l'ordre bancaire et l'interdépendance avec le milieu industriel ne cesse de s'accroître par suite de l'action de plus en plus pénétrante du capital financier (1).

Durant cette période de formation intense, le principe moteur de toute cette activité économique paraît bien être la recherche du profit, telle que l'ont définie Sombart et Hilderfing, et ce désir du lucre qui souvent dégénère en spéculation, est encore surexcité par l'accroissement incessant de la production et les condi-

(1) En Amérique, deux banques, la « National City Bank » (groupe Rockefeller) et la « National Bank of Commerce » (groupe Morgan), détenaient avant la guerre le contrôle d'une multitude d'entreprises industrielles et de banques. — Le fait suivant est caractéristique. Il ressort de la liste présentée au Sénat, en 1908, lors de la discussion du bill sur l'amélioration des opérations de banque (commission La Follette) que 89 personnes occupent plus de 2.000 places de directeurs dans diverses entreprises industrielles, compagnies de transport, etc. et que d'autre part, Morgan et Rockefeller ont sous leur contrôle direct ou indirect la quasi totalité de ces entreprises ». Boukharine, *op. cit.*, p. 55 et 65.

tions aventureuses dans lesquelles s'effectue la colonisation de l'Ouest.

« Dans toute la société américaine et, d'autant plus qu'on avance vers l'ouest, l'objectif est de gagner le plus d'argent possible dans le moindre temps possible : on est pressé, c'est la note, avec une mentalité de nomade qui ira, demain, planter sa tente plus loin.

L'ardeur déchaînée, l'appétit du gain, l'acceptation du risque inspirent toute cette période, que caractérise, même dans les affaires sérieuses, une intense spéculation (1) ».

L'esprit de spéculation provoque durant cette croissance hâtive et fiévreuse, des crises financières et économiques qui succèdent à des périodes de grande prospérité, pendant que la rivalité des trusts provoque de graves désordres.

« L'esprit civique, la moralité économique des dirigeants de la production n'ont pas progressé du même pas rapide que leur succès matériel. Par bien de aspects, leur ambition déchaînée évoque une transposition industrielle de l'âge des conquistadors.

■ « Il y a déséquilibre entre la méthode déjà savant et la passion encore erratique (2) ».

Mais l'activité des trusts ne se confine pas dans le seul domaine de la concurrence privée et leur intérêt

(1) A. Siegfried, *Aux États-Unis d'Amérique* (extrait de la *Marche de France*, 12^e année, vol. IV).

(2) A. Siegfried, art. cité ci-dessus. *La Marche de France*, 12^e année, p. 229. — Il y a eu, dans la période qui a précédé la guerre de 1914, deux crises financières aux États-Unis, en 1873 et 1893, et une crise économique en 1907.

Quant aux désordres occasionnés par l'activité des trusts américains, ils sont relatés dans un certain nombre d'ouvrages cités par Boukharine, et notamment : Lafargue, *Les trusts américains* ; Gustave Meyers, *History of the great american fortunes*. Boukharine, *op. cit.*, p. 122.

propre les incite à s'ingérer de plus en plus dans la politique générale de l'État.

En effet, la politique protectionniste, qui procure des excédents budgétaires à l'État, est également la source de bénéfices pour l'industrie qui voit dans la protection un moyen particulièrement efficace pour affirmer son monopole. C'est ainsi qu'elle cherche par ce moyen à obtenir la fermeture du marché national aux produits étrangers et ensuite à envahir les marchés extérieurs.

Dans ces conditions l'intérêt personnel des manufacturiers peut arriver à concorder fortuitement avec l'intérêt fiscal, si toutefois l'exagération des droits ne fait pas disparaître la matière imposable, c'est-à-dire les importations.

Mais, dans la plupart des cas, l'intérêt général de la nation paraît appelé à souffrir de l'élévation continue des tarifs douaniers, en raison de la cherté des prix qu'elle provoque et des perturbations qu'elle entraîne dans les transactions.

Quoiqu'il en soit de ces inconvénients qui sont d'ordre général, l'influence des trusts paraît bien s'être exercée aux États-Unis sur la politique générale pour accentuer les tendances protectionnistes ou impérialistes (1), mais à aucun moment il n'a été donné de

(1) L'influence des trusts s'est exercée plus particulièrement pendant la présidence de M. Mac Kinley et est intervenue à l'occasion du vote des tarifs Mac Kinley en 1890 et du bill Dingley en 1897, ainsi que dans les interventions américaines à Cuba et aux Antilles.

M. Octave Noël dépeint comme il suit le caractère pris par cette influence : « Le trust est actuellement le roi de la politique américaine : il a ses représentants au Congrès, dans la secrétairerie d'État, à la Maison Blanche, et, après être sorti vainqueur des dernières élections présidentielles, il poursuit son œuvre aux Antilles espagnoles avec l'appoint et sur l'inionction des spéculateurs en sucre et café qui en font partie ». Octave Noël, *op. cit.*, p. 128.

constater qu'il y ait eu confusion des deux organismes, identification de l'intérêt de l'État avec celui des industriels et par suite constitution du « trust capitaliste national » au sens donné par la théorie socialiste à cette expression.

Or, les États-Unis d'Amérique ont été la terre d'élection des trusts qui y ont pris des proportions fantastiques et s'y sont livrés à des agissements dans lesquels on devrait trouver une confirmation de la théorie socialiste.

Ce n'est point précisément ce que paraît révéler l'observation des faits et il est intéressant d'examiner comment le parti politique qui porte la responsabilité des exagérations du protectionnisme, a cru devoir réagir contre ces tentatives de déviation de l'intérêt national au profit de l'intérêt particulier des trusts.

Le mérite de cette réaction revient au président Roosevelt qui, rompant avec la tactique que Mac Kinley avait fait adopter à son parti à l'égard des trusts, entreprit de mener une campagne contre leurs agissements et, dès son arrivée au pouvoir en 1901, proposa au Congrès des mesures spéciales de surveillance contre les trusts.

Mais loin de déroger à la doctrine traditionnelle du parti républicain, Roosevelt, en adoptant cette ligne de conduite, s'inspirait, au contraire, d'un ardent nationalisme pour opérer une rénovation de la politique de son parti. « Américain éminemment représentatif, en communication avec son temps et son pays, il a lui-même senti l'action des causes qui allaient produire cette réaction (1) ».

(1) F. Roz *op. cit.*, n. 99.

Ces causes c'était, en dehors de l'influence corruptrice des trusts, la nécessité de soustraire l'action du gouvernement fédéral aux préoccupations d'ordre fiscal qui faussaient sa politique de haut protectionnisme, et, au point de vue social, de remédier au mouvement de désintégration que la rivalité croissante des trusts et des unions du travail était susceptible de provoquer dans la société américaine.

L'objet de cette politique que Roosevelt a qualifié lui-même de nouveau nationalisme, « New Nationalism », était « de transformer d'élargir, d'adapter son parti à la situation nouvelle, en intégrant à la doctrine républicaine tout ce qu'elle lui semble pouvoir et devoir s'assimiler de la doctrine démocrate, si elle veut arriver à correspondre vraiment aux besoins d'aujourd'hui (1) ».

Cette politique de Roosevelt fut l'origine d'une importante scission dans le parti républicain et, en mécontentant la haute industrie, contribua à l'échec que subit ce parti aux élections de 1910.

Mais, indépendamment des conséquences qu'a pu avoir au point de vue politique la tentative de Roosevelt, l'intérêt qu'elle présente au point de vue économique, c'est qu'elle procède de l'idée d'une distinction complète entre l'intérêt de l'État et l'intérêt spécial des trusts.

(1) F. Roz, *op. cit.*, p. 100 et sq. — M. Firmin Roz estime que les deux partis, républicain et démocrate, avaient, par suite de leur évolution, préparé la voie à un troisième parti dont le programme était de mettre la force de l'État au service de la démocratie. « Qu'en serait-il advenu, dit-il, si le parti avait eu le temps de s'organiser, si l'opinion américaine avait eu le temps de se ressaisir et de voir clair, dans ses réflexes spontanés ? C'est un chapitre nouveau de l'histoire politique des États-Unis que nous avons commencé de lire : il a été brusquement interrompu par des événements qui en ont ouvert un autre et remis tout en question ».

Ce n'est que par une série de compromissions qu'on a pu arriver à un certain moment à les confondre et ce principe qui inspire toute la campagne de Roosevelt, va à l'encontre de la théorie socialiste qui prétend que, dans les sociétés capitalistes, la réalisation des trusts est nécessairement suivie de l'absorption des intérêts de l'État ou de ceux de la collectivité.

Un simple aperçu sur l'histoire des trusts aux États-Unis ne manquerait pas de faire ressortir des conclusions contraires et la structure économique américaine, qui n'est pas basée spécialement sur l'organisation des trusts, repose plutôt sur celle d'une société imbuë de l'esprit calviniste, différent d'ailleurs profondément de nos sociétés européennes.

Suivant M. A. Siegfried, dans une société de ce type, l'État ne doit pas être considérée comme une entité supérieure à l'ensemble des citoyens, mais comme une véritable « émanation de la volonté générale » et un « agent de moralisation sociale (1) ».

Or, si l'expression de cette volonté générale s'est traduite par l'institution de lois interdisant la création de monopoles au profit des trusts, « l'État, instruit par l'expérience, accepte l'idée que la production doit être désormais, sinon concentrée entre quelques mains, du moins organisée selon une vue d'ensemble, pour le plus grand bien de la collectivité (2) ».

De cette idée de collaboration et même d'une certaine subordination des organes économiques aux services publics, subordination que l'expérience de la grande guerre n'a fait qu'accentuer, est née cette

(1) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 236. *La Marche de France*, 12^e année.

(2) A. Siegfried, *L'Amérique d'aujourd'hui*, p. 175.

fameuse doctrine du « *service* » d'après laquelle le service rendu à la collectivité légitime le bénéfice que l'industriel ou le commerçant retirent de leurs opérations (1).

Indépendamment de cette action régulatrice de l'État sur l'activité économique, nous devons revenir sur l'influence prépondérante qu'a joué la politique des partis, et en particulier celle du parti républicain, sur la formation des méthodes de production ou d'échange propres aux États-Unis.

Alors que la tradition démocrate réside dans la défense des minorités et s'inspire d'un esprit d'opposition systématique qui lui enlève toute unité dans un principe constructif, le parti républicain est, par essence, celui de la richesse organisée et de la grande production capitaliste.

Sa raison d'être est « d'appuyer la production organisée, de la défendre contre l'étranger par la production douanière massive dont il s'est fait la spécialité, de considérer sans fausse honte « les affaires » comme servant l'intérêt général de la nation (2) ».

Sa politique est, comme on l'a dit bien des fois, celle de la prospérité et il est nécessairement imbu de l'esprit conservateur, puisque dans un pays où les

(1) « Il y a là un véritable substitut de la morale sociale fait de civisme protestant, d'utilitarisme benthamien, de dévotion au progrès. Le « service » en effet n'est pas une notion catholique ; il ne fleurit pas dans l'Europe latine, mais on en trouve des traces en Angleterre, en Suisse, en Scandinavie. Ce n'est pas non plus une conception d'intellectuels ou d'artistes, accoutumés au travail individuel, mais de marchands ayant le sens du crédit : c'est par un service consciencieux qu'on retient le consommateur, qui demain renouvellera ses achats... » A. Siegfried, *op. cit.*, p. 176.

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 252 et 273.

affaires vont bien, pourquoi rien changer au régime politique ?

Cette conception politique, non moins que la mentalité anglo-saxonne qui persiste chez les dirigeants s'oppose à l'idée socialiste (1).

Alors qu'en Europe le problème a été posé sous la forme d'un *idéal égalitaire* qui s'oppose à l'effort productif, il a été résolu en Amérique en assurant au travailleur un genre d'existence qu'il ne trouve dans aucun autre pays et qui, par l'élévation même de son niveau, contribue à un plus large développement de la consommation.

« Là où l'Europe, l'Asie surtout comptent et ménagent, l'Amérique consomme sans compter : de son gaspillage, de ses restes on ferait vivre, dans les vieux continents, des peuples entiers... (2) »

Mais cette élévation du niveau de l'existence, ce *standard of living* unique au monde du travailleur américain, n'est obtenu qu'au moyen d'une politique de hauts salaires dont le parti républicain, en la personne de M. Hoover, a fait la partie essentielle de son programme, et ces hauts salaires eux-mêmes, n'ont pu être réalisés qu'à l'aide de méthodes industrielles dont le protagoniste le plus réputé a été M. Henri Ford.

L'originalité de cette méthode réside dans ce que suivant la conception de l'économiste américain Simon

(1) « Dans une société neuve, où les efforts individuels sont susceptibles des plus belles moissons, le problème social ne peut se poser comme dans les milieux économiques usés où le travail ne donne plus qu'un rendement diminué ; ce n'est pas en partageant la richesse déjà constituée qu'on a le plus de chance de s'enrichir : il est plus facile vraiment de créer soi-même ». A. Siegfried, *op. cit.*, p. 279,

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 156.

Patten, l'équilibre économique est basé sur l'adaptation de la consommation à la production au lieu de l'être sur celle de la production à la consommation.

C'est parce qu'on veut payer des hauts salaires qui assurent à toutes les classes laborieuses un pouvoir de consommation particulièrement élevé et parce qu'on veut mettre à l'abri de toute perturbation l'ordre social qui s'édifie sur ce régime de prospérité qu'on développe de manière intense la production.

Mais pour atteindre le but visé et réaliser ce maximum de prospérité, il est indispensable d'employer des méthodes spéciales qui permettront de développer la production et la consommation en fonction l'une de l'autre : c'est cet ensemble de procédés qu'on peut considérer, semble-t-il, comme constituant le fond de la doctrine économique américaine qui sera exposé au cours du chapitre suivant.

Ensuite, comme il ne servirait de rien d'avoir édifié une théorie aussi originale de la production, si l'on ne prenait des dispositions efficaces pour lui ménager des débouchés appropriés, il paraît indispensable, après avoir assuré la protection du marché intérieur, de poursuivre la conquête progressive des marchés extérieurs par la voie de l'expansion commerciale et celle de l'exportation des capitaux. Ce sera l'objet de nos deux derniers chapitres.

CHAPITRE III

La doctrine américaine de la production

L'objet des *hauts salaires* est de développer le pouvoir de consommation de la population et particulièrement des salariés, de manière à servir de stimulant à la production ; mais comme ils grèvent lourdement le prix de revient, le problème à résoudre au point de vue industriel consiste, grâce au machinisme et à l'utilisation méthodique du personnel, à diminuer suffisamment ce prix de revient de manière à pouvoir sans inconvénient, transférer à l'ouvrier sous forme de salaires accrus une fraction de l'économie réalisée.

Or, l'immensité et les facilités que procure un énorme marché intérieur de 120 millions d'habitants, dans lequel règne un libre-échange absolu, permettent de donner à la production standardisée ou mécanique un développement qu'elle trouverait difficilement en Europe.

Le marché extérieur joue un rôle secondaire par rapport à cet immense vase clos que les Américains s'appliquent à entourer d'une barrière douanière presque infranchissable : le pourcentage exporté de la production (8,5 p. 100 en 1923) n'est pas plus élevé que le pourcentage importé de la consommation (7,9 p. 100), « ce qui signifie que les États-Unis absorbent

eux-mêmes la presque totalité de ce qu'ils produisent (1) ».

Indépendamment du volume de la consommation à satisfaire, la simplification des méthodes industrielles a pu être accentuée par la standardisation, ou réduction à un petit nombre de types des objets à fabriquer. Il est certain que seule l'uniformité des goûts et des besoins des populations américaines a permis une simplification qui est rendue impossible dans les pays de vieille civilisation par les différences qu'entraînent dans les goûts de la population les coutumes locales ou le raffinement d'une ancienne culture (2).

Cette uniformité a encore été accrue par l'emploi rationnel de la publicité, qui s'est appliquée à « éduquer » le public, pour l'accoutumer à un petit nombre de marques réputées ou de types déterminés, de manière à faciliter la fabrication en masse, à moindre prix.

Ainsi la « fordisation » du public est le complément de la standardisation industrielle, de même que la « taylorisation » de l'ouvrier est la conséquence de la rationalisation et de l'abus du machinisme.

(1) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 188. — M. Siegfried ajoute : « Si l'on songe qu'avant la guerre l'Angleterre importait 35 p. 100 de sa consommation alimentaire et 64 p. 100 de ses matières premières, on saisit de suite une différence essentielle : l'Angleterre est solidaire du monde, l'Amérique ne l'est pas ; d'un côté l'inquiétude est instinctive et chronique, de l'autre règne une superbe sécurité ».

(2) Comme exemple de cette standardisation, M. Siegfried cite le cas d'une usine lyonnaise de soie qui fabrique 81 articles avec 200 métiers alors que l'usine américaine correspondante avec 800 métiers, se limite à 14 articles. « Dans nos industries les plus françaises, en effet, c'est la perfection, l'originalité de l'article créé qui constituent l'essentiel de sa valeur ; et le meilleur moyen de le mettre à l'abri des concurrences éventuelles, ce n'est pas de le standardiser, mais de le spécialiser dans les qualités supérieures, en accroissant le nombre de types au lieu de le réduire ». A. Siegfried, *op. cit.*, p. 179.

Alors que l'ancien continent moins bien doué en matières premières, les ménage précieusement et gaspille la main-d'œuvre, les États-Unis, comblés par la nature de la plupart des richesses, en ont organisé l'exploitation intensive par un formidable développement de la force motrice et une utilisation de la main-d'œuvre poussée à un degré de perfection incomparable (1). L'efficiency a été ainsi portée au maximum, conformément à un des principes directeurs de l'économie américaine, et les salaires des ouvriers, même non spécialistes, ont pu être augmentés dans des proportions inconnues jusque là.

D'après Henry Ford, le salaire doit être tenu aussi haut que possible pour que l'ouvrier ait de l'argent à dépenser, c'est-à-dire puisse alimenter l'activité des industries (2). « Le plus difficile, dit-il, n'est pas de

(1) D'après les chiffres du « National Industrial Conference Board » les progrès réalisés en vingt cinq ans dans l'utilisation des moyens de production peuvent être figurés dans le tableau d'indices suivant :

	1899	1923
Force motrice	100	336
Production.....	100	285
Nombre d'ouvriers ...	100	190

Ce tableau montre qu'une utilisation intense de la force motrice a permis de réduire la proportion de main d'œuvre employée pour obtenir une augmentation de rendement sensiblement plus grande que celle de la main-d'œuvre. Cité par A. Siegfried, *op. cit.*, p. 170.

(2) Si l'on compare les niveaux d'existence respectifs de l'ouvrier français et de l'ouvrier américain en 1930, d'après l'indice officiel du coût de la vie pour une famille ouvrière de quatre personnes, établi en France par le ministère du Travail et aux États-Unis par le « Monthly Labour Review », bulletin officiel du ministère du Travail américain, on trouve que les principales catégories de dépenses absorbent les proportions du salaire consignées dans le tableau ci-dessous :

	Ouv. français	Ouv. américain
Dépenses d'alimentation	60 %	32,3 %
Logement	12 %	22,6 %
Habillement	15 %	12,2 %
Divers	13 %	33 %

Ainsi, tandis que l'ouvrier français ne dispose que de 13 p. 100,

payer des salaires élevés, mais de trouver des ouvriers qui les gagnent réellement : son principe est d'augmenter les salaires constamment, mais aussi lorsque l'on constate que l'ouvrier ne gagne plus le salaire qui lui est attribué, de le congédier pour l'embaucher de nouveau à un salaire inférieur (1) ».

En résumé, ainsi que le dit M. Siegfried :

« Par le concours du gouvernement, des industriels, des ouvriers, des consommateurs, de l'opinion publique elle-même, unis dans un impressionnant accord, les États-Unis ont su mettre sur pied, au lendemain de la guerre, une doctrine de la production adaptée aux exigences économiques du temps (2) ».

Cette doctrine tout entière oriente le peuple américain vers une accélération de la consommation, qui permet à la société de reprendre sous une autre forme, les majorations de salaires qu'elle octroie si libéralement à l'individu. D'autre part, ce dernier ne s'inquiète nullement de l'augmentation de ses dépenses qui seront récupérées à l'aide de celles du salaire (3).

il reste encore 33 p. 100 au budget de l'ouvrier américain pour être employés aux dépenses diverses : culte, cinéma, journaux, tabac, automobile etc.

Pour un salaire moyen de \$ 1.712 (43.000 fr.) par an perçu par les ouvriers des usines Ford, on a constaté que sur 100 familles de 4 à 5 personnes, 37 seulement faisaient des économies (\$ 134 en moyenne) et 47 familles possédaient une automobile. *Sans fil* du 17 octobre 1930 (*Les niveaux d'existence de l'ouvrier américain et de l'ouvrier européen*).

(1) Ce système qui est préconisé pour assurer le rendement effectif du salaire, pourrait également constituer un moyen détourné pour abaisser les salaires, tout en les maintenant en apparence au plus haut A. de Talaré, *La crise américaine et le système des hauts salaires* (*Capital*, 1931).

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 177.

(3) « Ce pouvoir d'achat du salaire apparaît si l'on examine le graphique des prix de gros et détail de 1913 à 1925, établi d'après les renseignements donnés par le « Dép. of labor », comparé avec

Cependant au cours des années consécutives à la guerre, on a pu observer une modification à ce défaut de goût pour l'épargne qui caractérise l'ouvrier américain.

En raison des disponibilités laissées par un salaire qui grandissait plus vite que les dépenses, une *classe épargnante* s'est formée et de 1914 à 1924 les dépôts en banque et les assurances contractées pour le compte de la classe ouvrière se sont accrus de manière impressionnante. Il en a été de même pour les souscriptions aux emprunts de guerre, aux actions et obligations de divers ordres et ce développement de l'épargne, coïncidant avec l'inflation de crédit et l'esprit de spéculation, a contribué dans une certaine mesure à provoquer les crises financières de 1920 et 1930.

Mais, au point de vue social : « Il n'en reste pas moins, dit M. Siegfried, qu'une *démocratie de capitaliste*, populaire et conservatrice parce que satisfaite, est en train de se constituer...

« L'ouvrier américain, qui sait que la société présente lui assure une vie confortable, une large aisance, accepte de plus en plus comme un fait, le cadre de l'organisation industrielle : il s'y fait sa place, qui est excellente, au lieu de chercher à détruire révolutionnairement l'armature sociale qui l'abrite (1) ».

celui des salaires eux-mêmes pendant la même période tels qu'ils ressortent des taux horaires des unions du travail.

« Alors qu'en 1920, le salaire arrivait à peine à égaler les prix de gros et de détail, il ne cesse de s'élever de 1920 à 1925, pendant que les prix de gros et de détail subissent une forte baisse, puis s'arrêtent à un taux inférieur ». Voir A. Siegfried, *op. cit.*, p. 151 et sq.

(1) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 161. — M. Siegfried ajoute : « Lord Randolph Churchill disait il y a quarante ans : « Si vous voulez rendre la démocratie conservatrice, donnez-lui quelque chose à conserver ». Ce que le peuple américain a à conserver c'est un *niveau de vie*, acquisition qu'il considère comme sacrée, sur laquelle il n'ad-

Après avoir ainsi examiné les avantages d'une méthode industrielle qui est conçue et appliquée avec tant de logique et d'esprit de suite, nous devons rechercher aussi succinctement que possible les inconvénients que cette méthode est susceptible de comporter, tant au point de vue de l'avenir économique du pays que de la situation qui est faite à l'individu dans la société, indépendamment de l'élévation du niveau de son existence matérielle.

« Réduire le prix de revient par la fabrication en séries, transférer à l'ouvrier sous forme de salaires accrus une fraction de l'économie réalisée, la lui reprendre sous forme de clientèle, c'est un circuit fermé qui n'a rien de malsain tant que le pays vivant indépendamment sur ses propres ressources naturelles développe normalement ses ressources par leur exploitation ».

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, les États-Unis consomment actuellement à peu près autant qu'ils produisent et leur commerce extérieur n'a que peu d'importance par rapport à leur commerce intérieur.

On peut donc dire qu'ils jouissent d'une indépendance économique à laquelle n'ont jamais pu préten-

mettra en aucun cas de revenir et qu'il défendra sans concessions aucune contre la concurrence ou l'invasion subreptrice des autres continents.

Cette manière de voir est tellement celle des organisations syndicales aux États-Unis, que lorsque Mac Donald, venu en Amérique en 1929 pour préparer la Conférence navale, voulut pressentir la Fédération américaine du travail pour se constituer en parti politique à l'exemple du Labour Party anglais, les dirigeants de l'American of Labour exposèrent leur point de vue tout opposé au point de vue anglais et montrèrent quelle était la situation réelle d'un travailleur américain et quels avantages lui avait assurés la méthode de l'American Fédération, en égard aux piètres résultats que la conquête du pouvoir allait procurer au Labour Party britannique. Fortunat Strowski, *Matin* du 24 mai 1930.

dre les nations de l'Europe occidentale, restées engagées dans les liens d'une solidarité de plus en plus étroite.

Leur protectionnisme outrancier n'a d'ailleurs pas d'autre objet, dans son ensemble que de préserver de toute atteinte une situation que rend chaque jour plus privilégiée le développement des relations économiques internationales.

Or, ce résultat a été obtenu en quelque sorte grâce à leur isolement et par le seul effet du développement de leurs immenses ressources naturelles, causes auxquelles on peut ajouter l'action stimulante de la guerre, qui, en hâtant leur industrialisation et les rendant créanciers de l'Europe, les a affranchis de toute obligation envers l'ancien continent.

Ainsi, par suite de conditions très spéciales, ils ont échappé à cette loi qui veut que, lorsque les pays sont parvenus à un certain point de leur industrialisation, ils sont contraints de se soumettre aux règles de la division internationale du travail et de rechercher au sein de pays moins évolués, des *débouchés*, ainsi que des quantités croissantes de *matières premières*.

Les Américains ont trouvé sur leur propre territoire, ces matières premières en abondance et dans leur marché intérieur, des débouchés qu'ils se sont efforcés de développer par une technique originale de la production.

Mais le perfectionnement continu de cette technique qui ne cesse de réduire la participation de l'individu isolé à la production, risque de mener à la surproduction et d'ouvrir des crises de chômage.

C'est bien effectivement ce qui s'est produit et la consommation, surexcitée par la surindustrialisation

et l'élévation du niveau d'existence, a pris une telle allure que l'alimentation du système en matières premières a paru compromise en dépit de réserves qui paraissaient illimitées (1).

A la suite de la crise économique de 1920-1921, fait nouveau dans l'histoire des États-Unis, le gouvernement recommande l'épargne et l'économie des matières premières ; puis, une *Commission de la Conférence du chômage* fut réunie en 1921, sous la présidence de M. Hoover, pour étudier les causes de l'évolution économique.

Les travaux de la Commission qui interprètent les nombreux renseignements recueillis par le *Bureau national des Etudes économiques*, aboutissent à la conclusion que la caractéristique de l'évolution économique américaine est « dans une *accélération* plutôt que dans un changement de structure ». Donc, le système des hauts salaires, conjugué avec l'augmentation de la consommation, doit être maintenu et intensifié malgré la diminution des prix, et la réduction du prix de revient est recherché dans une rationalisation plus poussée que jamais de la production, en

(1) Nous ne pouvons entrer dans des détails en raison du sujet trop vaste que constitue l'économie américaine ; mais nous reproduisons sur cet accroissement de la consommation américaine, les chiffres ci-après donnés par M. Siegfried (*op. cit.*, p. 191) : « En 1925, par rapport à 1910-1914, le poids importé a doublé pour le sucre et le bois, presque triplé pour la soie, triplé pour la pâte de bois, augmenté 8 fois pour la caoutchouc, près de 9 fois pour le pétrole brut, 12 fois pour le papier de journal, 41 fois pour les huiles minérales, etc. ».

L'optimisme du peuple américain est justifié par le fait qu'il possède sur son territoire un pourcentage exceptionnellenient favorable de richesses naturelles (38 % du charbon mondial et des forces équipées, 70 % du pétrole, 54 % du cuivre, 25 % du blé, 55 % du coton, etc.). Mais leur consommation absorbe plus de laine, de bois, de sucre et de pétrole qu'ils n'en produisent et ils manquent de plantes tropicales comme le caoutchouc, de produits spéciaux comme la soie, ou coloniaux comme le thé, le café, le cacao.

particulier dans les éléments suivants : amélioration de l'outillage, standardisation des matériaux et des types, « *scientific management* », etc. (1).

La réorganisation industrielle de 1921 fut le coup de fouet qui porta à son degré maximum la productivité des usines américaines : ses résultats ont grisé les Américains et ont consolidé la situation du parti républicain qui avait mis son avenir dans la réussite de cette doctrine des hauts salaires alimentés par la rationalisation et gardés par le protectionnisme traditionnel du parti.

En 1927, la valeur de la production industrielle atteignait près de 63 milliards de dollars, représentant 45 milliards de dollars en dollars de 1914 ; en treize années, elle avait presque doublé, alors que la population n'augmentait que de 25 pour cent (2).

Pour absorber cette production formidable, il paraissait possible d'augmenter la capacité d'achat du marché intérieur par un système inédit de *ventes à crédit* et d'éviter les perturbations causées par les

(1) « Le « *scientific management* », c'est-à-dire l'étude constante des moyens propres à développer le rendement à tous les degrés de la production, est devenu l'Évangile des industriels et des ingénieurs américains ». Achille Viallate, Conférences faites à l'Institut des Études américaines du Comité France-Amérique sur l'évolution de la vie économique aux États-Unis depuis la guerre.

(2) Achille Viallate, Conférences à l'Institut des Études américaines. D'après M. Viallate, « cette dernière étape de la surindustrialisation a modifié profondément le régime économique des États-Unis : en 1910, la population rurale comptait encore pour 50 p. 100 dans la population totale, en 1920, elle n'y comptait plus que pour 48,5 p. 100 et l'on estime que de 1920 à 1927 la population agricole diminuait encore de 3 millions d'individus ». Cette diminution de main-d'œuvre de l'agriculture était compensée par l'amélioration des moyens de culture et le développement de l'outillage (770.000 tracteurs en 1928 au lieu de 380.000 en 1922 et 80.000 en 1918) qui permettaient néanmoins d'accroître la productivité agricole.

mouvements de prix au moyen d'un autre système de monnaie dirigée, également nouveau.

Mais tous les moyens employés pour exalter le pouvoir d'absorption d'un marché intérieur, qui avait paru déjà plusieurs fois près d'être saturé (1), se montraient insuffisants et la crise financière de la fin de 1929 vint accentuer le *fléchissement économique*.

A vrai dire, ce fléchissement avait commencé de se dessiner dès le milieu de 1929 ; mais ce ne fut qu'après les premiers mois de 1930 qu'apparurent des signes certains du ralentissement de l'activité industrielle et on n'eut conscience de la gravité de la situation qu'avec la diminution des recettes des chemins de fer pendant le premier semestre. En même temps on signalait une diminution corrélative des importations et des exportations ainsi qu'une baisse des ressources fiscales (2).

Il serait en dehors de notre sujet de nous étendre sur les répercussions qu'a eu la crise mondiale sur les États-Unis ou inversement. Mais du fait même que cette crise a atteint gravement l'économie américaine au lendemain d'une période de prospérité sans précédente, nous tirerons cette double conclusion, savoir : que malgré leur politique traditionnelle d'isolement, les États-Unis n'ont pas réussi à se désolidariser du reste de l'économie mondiale, de l'Europe en parti-

(1) Voir A. Siegfried, *op. cit.*, p. 198.

(2) Ces constatations sont tirées d'une étude de M. Albert Milhaud sur les statistiques des six premiers mois de 1930 aux États-Unis, parue sous le titre *Le fléchissement économique aux États-Unis*, dans le *Capital* du 17 sept. 1930.

culier (1), et ensuite que l'application de leur doctrine économique qui visait essentiellement à les mettre à l'abri des crises, n'a pas rempli un but qu'on peut estimer quelque peu chimérique.

La puissance financière et économique américaine est toujours immense (2) ; il n'en est pas moins vrai qu'on a poussé jusqu'à leurs pires conséquences les principes essentiels de la doctrine. Les participants de la Commission réunie en 1921 n'ont pas tenu compte des enseignements de la crise de 1920, qui avait laissé des stocks importants à résorber et la *surproduction* s'est produite dans tous les domaines.

Les techniciens, emportés par leur ardeur de produire, ont perdu de vue « les autres aspects du problème de la satisfaction des besoins humains : rému-

(1) Conclusion formulée par M. Milhaud dans l'article susvisé et confirmée par M. Achille Viallate au cours de ses conférences à l'Institut américain. « Les États-Unis sont étroitement liés à présent à la vie et à la politique internationales. Quelque soit le désir des Américains pour limiter leur activité à leur continent, pour perpétuer cette politique d'indépendance à l'égard de l'Europe qu'ils ont si obstinément suivie jusqu'ici, il leur sera impossible de persévérer ».

(2) Au cours de l'année 1930, les États-Unis qui auraient eu besoin d'accroître leurs exportations virent baisser leur commerce extérieur d'environ 27 p. 100. Les produits non exportés augmentèrent les stocks à l'intérieur, la baisse des prix engendra des faillites nombreuses parmi les sociétés nouvelles et le chômage fit son apparition sur une plus vaste échelle.

« Si l'on admet le chiffre de 350 milliards comme une estimation à peu près correcte de la richesse nationale des États-Unis à leur apogée de 1929, les seules pertes du marché des valeurs représentent une réduction de 15 p. 100 de cette richesse, c'est-à-dire près de quatre fois le montant des dettes politiques réclamées par l'Amérique... »

« Lorsque, au cours d'une année, les bénéfices industriels baissent de 35 p. 100, les revenus des chemins de fer de 30 p. 100, les prix des produits agricoles de 40 à 50 p. 100 et l'ensemble des marchés des valeurs mobilières de 60 milliards de dollars (1 trillon 530 milliards de francs), il est remarquable que l'économie offre une semblable résistance et une telle vitalité ». *Gerville Reache, 1930 à Wall-Street et l'économie américaine* (Information du 6 janvier 1931).

nération du capital engagé, écoulement des produits. L'erreur commise est alors d'ordre économique. Et là est en partie le drame de l'heure présente. Lorsque le financier ne fait pas contrepoids à l'ardeur du technicien, et si l'audace de celui-là va de pair avec la fièvre de celui-ci, l'organisme de la production distend le contact avec la réalité économique (1) ».

« Il nous faut enchaîner le nouveau Prométhée, dit M. Joseph Caillaux. L'enchaîner, c'est-à-dire le discipliner, c'est-à-dire régler la production, c'est-à-dire proportionner celle-ci à la consommation (2) ».

Or, c'est l'inverse qui paraît avoir été fait et, après avoir rationalisé l'usine, on a voulu la faire produire dans toute sa puissance, en cherchant simultanément à *porter la consommation au niveau de la production par des stimulants* tels que l'emploi de la publicité, l'institution de hauts salaires et le développement des ventes à crédit. Ce système de ventes à crédit paraît être un des procédés les plus discutables parmi ceux qui ont été employés pour intensifier la consommation.

« Qu'est-ce à dire, ajoute M. J. Caillaux, sinon qu'on a escompté, qu'on a dévoré à l'avance la consommation ? A ces fins, l'industrie a naturellement employé ses disponibilités, épuisé sa trésorerie qu'il lui a fallu l'appui des banques pour reconstituer. Et une nouvelle phase s'est ouverte, celle de *l'économie dirigée*. La finance a reçu mandat des pouvoirs publics, de

(1) Maurice Kellersohn, *Techniciens et économistes* (Information du 15 octobre 1930).

(2) M. Joseph Caillaux, *Le désordre économique* (Capital du 9 juillet 1930).

l'opinion, de diriger la production — pour parler vrai — de faciliter un essor irréflechi (1) ».

Ainsi les conséquences d'un emploi exagéré du crédit de consommation ont été, en créant une activité factice, d'engager au delà de leurs facultés, les pouvoirs d'achat de consommateurs dont le budget s'est trouvé chargé de trop lourdes échéances.

Ces échéances absorbant dans une certaine mesure les disponibilités futures de l'épargne, ont privé l'industrie des capitaux dont elle avait besoin pour de nouveaux investissements, l'obligeant ainsi à recourir aux banques pour obtenir ces capitaux supplémentaires ou à faire appel à des capitaux étrangers (2).

(1) Id. L'auteur fait allusion à la politique de la *monnaie dirigée* qui a été suivie pendant un certain temps par les banques de réserve américaines pour stabiliser les prix, en tant que ceux-ci dépendent du facteur monétaire, et pour développer ou restreindre la quantité de monnaie nécessaire aux transactions. Le procédé employé consiste à vendre des titres sur le marché dans le but de retirer la quantité de monnaie qu'on juge en excédent des besoins, ou d'en acheter pour remettre en circulation celle qu'on juge indispensable aux transactions. Indépendamment de l'opportunité des mesures à prendre, il faut *pouvoir diriger la monnaie*, c'est-à-dire être certain que la ponction qu'on va exercer sur la monnaie en circulation (ou la mesure inverse) ne sera pas mise en échec par des banques privées ou des compagnies industrielles disposant de puissants moyens de trésorerie. Il faut aussi *savoir diriger la monnaie*, c'est-à-dire ne pas se méprendre sur la cause exacte des fluctuations des cours et ne pas chercher par un artifice monétaire à neutraliser l'effet de facteurs inhérents aux marchandises. Suivant un article de M. E. Allix, *La monnaie dirigée* (*Sans fil* du 30 octobre 1930).

(2) Ces conséquences de *l'emploi du crédit* qui a été fait dans l'économie américaine paraissent devoir ressortir plus nettement d'une comparaison avec le rôle beaucoup plus restreint qui lui est dévolu dans l'organisation économique française.

« A l'inverse de l'organisation économique américaine qui repose sur l'emploi du crédit, *l'organisation économique française est à base d'épargne*. Elle est, par suite, plus limitée dans le développement du marché intérieur. Mais par contre notre production a toujours trouvé facilement jusqu'ici le moyen de satisfaire son besoin de capitaux par les investissements réels que le public prélève sur son

Indépendamment de l'extension exagérée du crédit, on peut se demander si les faits ont apporté une justification suffisante de la théorie des hauts salaires dont la Commission de 1921 avait approuvé le principe en concluant à « une accélération plutôt qu'à un changement de structure » dans l'économie américaine.

La politique des salaires est différente suivant les pays. La doctrine américaine est favorable aux salaires élevés, mais on a émis, à ce sujet, l'opinion que leur niveau élevé aux États-Unis était plutôt « la conséquence inéluctable d'un état de fait : la rareté de la main-d'œuvre dans un pays neuf (1) » et M. A. Siegfried a écrit dans un article récent :

« La période de la rareté de la main-d'œuvre appartient, en un certain sens, au passé; et l'on peut se demander si, dans l'avenir, les salaires très élevés qui

pouvoir de consommation. Devons-nous renoncer à ces habitudes qui sont devenues une véritable méthode économique ?

« Il faut avoir le courage de répondre que, du point de vue économique même, nous ne pouvons nous transformer que très lentement, et c'est au fond fort heureux. D'une part, notre marché intérieur est trop petit et d'autre part, nous sommes trop soumis aux prix étrangers pour les matières premières pour envisager un accroissement considérable et rapide de la faculté d'absorption de ce marché intérieur...

« *L'élévation du standard of life* se produit chez nous lentement sur l'accroissement des revenus du capital épargné. L'automobile, la salle de bain, la maison de campagne, etc., sont réservés à celui qui ajoute quelques rentes à son salaire. L'étranger nous a souvent raillés en disant que nous étions un *peuple de rentiers*. Mais c'est en cela que réside notre plus grande force d'expansion dans le monde, car la condition du fonctionnement satisfaisant de ce système économique et social, c'est que la demande de capitaux de notre production reste inférieure aux moyens de l'épargne. Sur cette marge nous pouvons prêter à l'étranger les capitaux qui lui servent à acheter chez nous son équipement industriel. *Peuple épargnant, nous devons être un peuple exportateur* ». *Le Pour et le Contre* du 3 novembre 1929.

(1) L. Delanney, *Méthodes industrielles modernes* (*Capital* du 11 juillet 1930.)

dominaient jusqu'ici, pourront toujours se maintenir (1) ».

Il y a lieu de remarquer cependant que la raréfaction de la main-d'œuvre aux États-Unis est opérée systématiquement par les lois restrictives de l'immigration, qui accordent un pourcentage beaucoup plus important aux techniciens de la grande industrie qu'aux simples manœuvres, travailleurs agricoles et qu'à tous les ouvriers dont la profession a le caractère de l'artisanat. L'esprit qui procède à cette sélection indique bien qu'on ne considère comme rare aux États-Unis que la main-d'œuvre hautement qualifiée. Cette déduction paraît d'ailleurs conforme à la doctrine en honneur (2) et la théorie des *haut salaires* est, en réalité, une des pièces maîtresses du système économique américain, dans lequel elle remplit une double fonction, technique et sociale.

Au *point de vue social* les hauts salaires ont pour objet de faire à l'ouvrier américain, en particulier à l'ouvrier non qualifié qui est le moins bien traité dans l'échelle sociale, une situation incomparablement supérieure à celle qu'il pourrait avoir dans tout autre pays.

Au *point de vue technique* la théorie des hauts salaires prétend remédier à la crise de sous-consommation en augmentant le pouvoir d'achat des travailleurs, qui seront d'autant plus disposés à consommer

(1) Cité par M. Delanney dans l'article susvisé.

(2) Suivant M. Henry Ford, plus les machines se perfectionnent et plus il faut de temps à un ouvrier pour son apprentissage. Les usines actuelles, où règne la machine, demandent beaucoup plus d'ouvriers spécialisés qu'autrefois et la conduite d'une de ces machines exige de ces ouvriers des qualités d'intelligence, d'initiative, de précisions supérieures à celles de l'artisan qui travaille de ses mains.

qu'ils auront des salaires plus élevés et pourront, par suite consacrer des sommes plus considérables à l'amélioration de leur standard.

Comme l'ouvrier qui est le mieux payé est, par principe, celui qui donne le meilleur rendement, ce système se conjugue avec la rationalisation qu'il renforce et inversement, conformément au principe de l'« accélération » qui est à la base de tout le système américain.

Bien que la hausse des salaires ait pour conséquence une hausse des prix des marchandises, « celle-ci peut, dans beaucoup de cas, ne pas raréfier les demandes émanant des revenus moyens et élevés, et avoir seulement pour conséquence de réduire la fraction de ces revenus consacrés à l'épargne. Or, cette restriction est plutôt salutaire à un moment où les moyens de production sont trop développés (1) ».

Mais, plutôt que de favoriser ainsi par une hausse systématique des salaires une catégorie de consommateurs particulièrement avantagés par rapport à l'ensemble des acheteurs, ne semble-t-il pas préférable, si l'on veut augmenter la demande du marché intérieur et favoriser l'exportation, de faire bénéficier la masse des consommateurs de la réduction totale du prix de revient qui résulte de la rationalisation ?

« La réduction du prix de revient doit profiter au consommateur, se traduire dans les prix de détail. C'est à cette seule condition qu'elle pourra stimuler les demandes et élargir le marché. D'où la nécessité

(1) Albert Despaux, article sur la baisse des salaires publié dans *l'Information*, nov. 1930.

de perfectionner l'organisation commerciale à l'intérieur du pays et pour l'exportation (1) ».

Quoiqu'il en soit, la condition indispensable des hauts salaires, tels qu'ils sont conçus en Amérique est l'accroissement intensif de la production combiné avec l'augmentation du rendement individuel du travailleur.

Suivant M. A. Siegfried « voilà le phénomène spécifiquement américain, sur lequel il faut avant tout mettre l'accent si l'on veut comprendre l'extraordinaire prospérité des États-Unis (2) ».

La contre-partie de ce principe est vérifiée par le fait que les pays qui, comme l'Angleterre, augmentent le salaire nominal et réel sans accroître la production, s'exposent à des crises dangereuses.

Dans certains pays on procède à *l'augmentation du salaire nominal*, combiné avec une diminution de la durée du travail journalier ou hebdomadaire ce qui peut être considéré aussi comme un procédé indirect de débauchage, ou un remède contre le chômage.

Quant à la *baisse du salaire* même simplement nominal, si cette baisse coïncide avec une déflation, elle ne peut être adoptée sans difficulté par les gou-

(1) L. Delanney, *Méthodes industrielles modernes* (Capital du 21 juillet 1930).

La *théorie des bas salaires* adoptée en Europe est ainsi formulée par l'économiste Cassel dans le *Berliner Börsen Courier* : « La question des salaires est essentiellement une question économique et le niveau des salaires est déterminé décisivement par ce que les consommateurs sont disposés à payer pour les produits du travail qu'ils demandent... »

« Si les niveaux sont poussés de force au-dessus de niveaux économiquement prévus, le chômage en est la conséquence fatale : de même un fabricant reste avec ses marchandises sur les bras, s'il tient les prix plus hauts que ne le permet l'état du marché... ». Cité par M. A. Despaux dans *l'Information*.

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 154.

vernements d'Europe qui sont plus ou moins tributaires des éléments populaires.

Malgré ces difficultés et certains mouvements de grève, cette baisse a été poursuivie énergiquement en Allemagne au cours des derniers mois de l'année 1930, pendant que le gouvernement allemand cherchait simultanément à obtenir des commerçants une baisse des prix de détail (1).

Indépendamment de la question de savoir si un pays a avantage à adopter la politique des hauts salaires, on peut aussi se demander quels peuvent être les *inconvenients de la rationalisation industrielle* qui en est la condition indispensable.

Or, il est évident que les perfectionnements techniques qui augmentent la capacité productive des industries nécessitent l'immobilisation de capitaux considérables et conduisent fatalement à la *surcapitalisation* dans le cas où l'activité économique viendrait à se ralentir (2).

(1) La commission d'arbitrage, présidée par le ministre du travail Braun et chargée d'arbitrer le différend relatif aux salaires des ouvriers métallurgistes de la banlieue d'Essen, décida le 8 novembre 1930 deux abaissements successifs de salaires de 5 p. 100 à partir du 17 novembre et du 19 janvier.

La commission estimait que le maintien des salaires en vigueur était incompatible avec la chute des matières premières et le resserrement des bénéfices sociaux : mais elle subordonnait cet abaissement de salaires à la condition que les économies de main-d'œuvre réalisées par les employeurs seraient utilisées intégralement à diminuer les prix de vente à la consommation.

C'était ainsi lier la diminution du salaire nominal à celle des prix de vente et poser le principe du maintien du salaire réel que le gouvernement allemand chercha à réaliser en demandant une certaine diminution des prix de détail.

(2) Suivant M. Maquenne, *Les mammoths épuisés* (*Capital* du 9 avril 1930), il y a quelque chose de plus grave que la baisse des prix : « C'est l'écart qui apparaît aujourd'hui entre la capacité de production des industries et les besoins normaux de la consommation... qui ne permet pas de retrouver la justification des énormes capitaux investis ».

D'autre part, les inconvénients ne sont pas moindres au point de vue social et « on a la mémoire pleine d'exemples d'hostilité ouvrière au progrès industriel, représenté par le machinisme ou par les méthodes rationnelles de travail (1) ».

C'est justement pour prévenir ou détruire cette hostilité traditionnelle que des hauts salaires sont attribués à la classe ouvrière.

Mais, comme le principe même du machinisme est de reculer indéfiniment la limite de raréfaction de la main-d'œuvre, il se trouve que le nombre des heureux bénéficiaires de ces salaires est de plus en plus réduit par rapport à la masse de ceux qui sont susceptibles d'être atteints par le chômage ou la misère.

Il est fréquent de dire que la fraction de main-d'œuvre ainsi libérée par le progrès industriel ne tarde pas à être absorbée par de nouvelles formes de l'activité économique ; mais en période de dépression, le *problème du reclassement* se complique et l'importance du nombre des chômeurs se trouve, comme il paraît à l'heure actuelle, en relation directe avec le degré de rationalisation (2).

Or, comme les moyens qui ont été envisagés aux États-Unis pour remédier à la crise du chômage, ne sont guère différents de ceux employés dans les autres pays et ne paraissent, d'ailleurs, pas comporter beau-

(1) Maurice Kellersohn, *Technicité et chômage* (Information de septembre 1930).

(2) Au début de l'année 1931, il y avait 7.200.000 chômeurs aux États-Unis, 3.300.000 en Allemagne, 2.300.000 en Angleterre, 1/2 million en Italie, ce qui paraît approximativement correspondre au degré de rationalisation atteint par l'industrie dans ces différents pays.

coup plus d'efficacité (1), on peut se demander si, en dehors des périodes d'accélération pendant lesquelles il est possible d'appliquer intégralement le principe des hauts salaires, ces derniers peuvent être maintenus en période plus ou moins prolongée de moindre activité.

Pour éclaircir cette difficile question, il nous semble utile de revenir succinctement sur la formation de l'économie internationale. Ainsi que nous l'avons dit plus haut (2), *l'internationalisation de l'économie* qui a commencé au xix^e siècle, *comporte*, indépendamment de la libre circulation des marchandises, *celle des différents facteurs de la production, capitaux, main-d'œuvre*, etc.

Toute nation qui envisage sa transformation en autarchie, a donc pour objectif de se suffire dans la mesure du possible en s'entourant « d'une triple barrière destinée à arrêter les mouvements des hommes, des capitaux et des marchandises (3) ».

En ce qui concerne les *capitaux*, les États-Unis qui pratiquent indiscutablement en matière économique une politique d'isolement, n'ont pas eu à prendre de dispositions restrictives car, après avoir été commandités par l'Europe avant la guerre, ils se sont vus,

(1) Les moyens envisagés à la fin de l'année 1930 par le gouvernement américain comportent l'établissement d'un programme de travaux publics analogue au projet d'équipement national français. Mais l'étendue du territoire paraît être un obstacle sérieux au déplacement des contingents d'ouvriers inemployés. Quant au reclassement de la main-d'œuvre libérée par le progrès industriel, M. Hoover comme M. H. Ford, considère que ce progrès ouvre de nouveaux emplois pour lesquels il faut moins de manœuvres et plus d'ingénieurs ou de spécialistes.

(2) Voir 1^{re} partie, chap. II et III.

(3) M. Louis Baudin, *Le nationalisme économique (Information* du 21 septembre 1929).

du fait même de la guerre, transférer les réserves accumulées par l'Europe au cours de nombreuses années et sont devenus les dispensateurs de capitaux du monde entier (1).

En ce qui concerne la *main-d'œuvre*, les mesures restrictives de l'immigration qui sélectionnent de plus en plus, en qualité et en quantité, les spécialistes par rapport aux manœuvres, peuvent être considérées comme des mesures de protection nationale à l'égard du facteur humain, corrélatives de celles qui, élevant sans cesse les tarifs douaniers, augmentent la protection donnée aux produits matériels.

De même que le protectionnisme douanier a pour conséquence le renchérissement de ces produits, les difficultés opposées à l'immigration entraînent le renchérissement de la main-d'œuvre ; mais l'inconvénient importe peu, car *l'essentiel est d'avoir une main-d'œuvre suffisamment qualifiée* pour gagner les hauts salaires distribués par l'industrie américaine et porter le rendement à son maximum.

L'ensemble de ces dispositions forme un système complet dont le fonctionnement régulier exige, indépendamment de la main-d'œuvre, un approvisionnement de matières premières suffisant pour alimenter une production massive et un marché intérieur assez vaste pour absorber cette dernière.

On se soustrait ainsi volontairement aux lois qui règlent sur le marché international le prix de la main-d'œuvre ou des marchandises et on compte sur l'effi-

(1) Suivant M. Octave Homberg, *L'impérialisme américain*, p. 78. Cité, 1^{re} partie, chap. III.

capacité des barrières opposées aux efforts de pénétration des autres économies nationales.

L'isolement peut être maintenu tant que le marché intérieur est capable d'alimenter et d'absorber la production ; mais comme la pratique des hauts salaires est liée à la réduction du prix de revient qui elle-même est basée sur l'augmentation continue du volume des ventes, en cas de régression ou de simple stationnement de ces ventes, c'est tout le dynamisme du système qui est menacé et, avec lui, tout l'édifice social auquel il sert de support.

« C'est le côté vulnérable de la *production massive*. Les prix de revient bondissent vite dès que les ventes diminuent ou cessent de s'accroître : leur bond est d'autant plus haut que le volume des ventes était plus large.

« Et puis au moral, comme au physique, toute la société américaine est fondée sur un accroissement continu du bien-être. C'est là qu'elle trouve santé, harmonie et fusion : c'est de là qu'elle tire l'antidote du socialisme... (1) »

Ainsi les moyens conçus et mis en œuvre par le nationalisme américain n'ont pas seulement pour objet d'assurer le *niveau d'existence* du travailleur, mais encore de garantir la stabilité à toute la *hiérarchie industrielle* qui se superpose à l'ouvrier isolé, devenu dans une certaine mesure l'instrument passif du machinisme. Cette hiérarchie ne constitue cependant pas un corps fermé comme nos corporations du moyen âge et l'ouvrier américain a, au contraire, la

(1) Pertinax, *La crise économique et financière aux Etats-Unis* (*Echo de Paris* du 28 juin 1930).

possibilité d'accéder par ses propres moyens aux situations les plus élevées, ainsi que l'atteste la fortune devenue légendaire de certains milliardaires américains.

Ainsi que le dit M. A. Siegfried, la formation historique de la main-d'œuvre américaine a subi un perpétuel processus d'ascension et est, comme la colonisation du territoire, une conséquence directe de l'immigration (1). Au cours du siècle dernier, cette dernière n'a cessé d'apporter des contingents de travailleurs d'origines diverses, lesquels étaient, au fur et à mesure de leur arrivée, répartis, suivant leurs aptitudes, dans les diverses branches de l'activité économique, d'où ils s'élevaient aux échelons supérieurs pendant que de nouveaux contingents d'immigrants les remplaçaient dans les échelons inférieurs. Ainsi la formation de la main-d'œuvre a été intimement liée à celle de la nationalité que nous avons examinée antérieurement (2).

Mais les postes de directeurs et même de spécialistes dans certaines industries, sont restés entre les mains des Américains d'origine et les ouvriers d'origine étrangère ne sont en majorité dans certaines industries que parce qu'elles exigent une proportion considérable de manœuvres comme dans la boulangerie, le bâtiment, la construction des voies ferrées, etc. ou se rapprochant de l'artisanat et de l'agriculture (3).

L'Américain n'a aucune aptitude pour ces professions qu'il abandonne aux races étrangères ou exoti-

(1) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 146 et sq.

(2) 2^e partie, chapitre 1^{er}.

(3) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 147.

ques pour s'adonner personnellement à celles dans lesquelles son esprit scientifique, son activité énergique et son tempérament audacieux lui permettent de développer la grande production capitaliste.

Sans doute il y a une différence incomparable de situation entre le personnel des exécutants soumis aux méthodes du maximum de rendement et celui des dirigeants qui est entouré d'un véritable état-major de secrétaires, de spécialistes, statisticiens et collaborateurs de tous ordres (1).

Mais cet ensemble est dominé par *l'esprit anglo-saxon*, adversaire déclaré de toutes les tendances ou formations qui poussent l'individu à relâcher son effort personnel pour rechercher l'appui de la collectivité (2).

Dans la société américaine, au contraire, tous, individus comme groupements corporatifs, se confinent dans leur point de vue professionnel parce qu'ils ont intérêt à produire et à obtenir le maximum de rendement.

L'intérêt est d'autant plus grand qu'il n'y a pas de classes fermées.

(1) « Dès l'instant que la production n'est plus envisagée comme une aventure brillante mais comme une science difficile, l'image qu'on se fait du chef se transforme. Chez lui les qualités d'expérience, d'intuition, de décision conservent toute leur valeur, mais elles ne suffisent plus ».

Suivant M. Siegfried, la complexité des problèmes à résoudre exige que le chef soit entouré d'un véritable état-major de spécialistes ayant à étudier respectivement : les achats de matières premières, l'outillage, le recrutement ouvrier, la tendance des prix, la situation des marchés intérieur et extérieur, etc.

Quant au chef lui-même et à ses collaborateurs, ils doivent recevoir une éducation économique dans des établissements dont l'Université d'Harvard est le type le plus intéressant. A. Siegfried, *op. cit.*, p. 172.

(2) Voir au chapitre 1^{er} de la 2^e partie, l'influence du facteur anglo-saxon dans la formation de la nationalité américaine sur les races appartenant à des formations communautaires.

« Chacun s'évertue à monter et un instant suffit pour précipiter du faite. L'universelle instabilité exclut toute démarcation tranchée, toute différence radicale et, par suite, tout antagonisme foncier entre ceux qui possèdent et ceux qui aspirent à posséder (1) ».

D'autre part, la richesse elle-même a conscience de ses devoirs et de sa responsabilité.

« Comme les aristocraties de jadis, les millionnaires américains participent à l'action commune... Ils ne se contentent pas d'être généreux : ils ont produit, et leur argent continue de produire. Ils ont travaillé et ils veulent aider les autres à travailler (2) ».

Ainsi le réalisme et l'esprit pratique qui imprègnent cette société, bannissent toute idéologie et l'animent d'une activité dont le but s'objective dans la recherche du bien-être matériel.

(1) Firmin Roz, *L'Amérique nouvelle*, p. 10.

(2) Firmin, Roz, *op. cit.*, p. 11.

CHAPITRE III

Le protectionisme américain et l'expansion coloniale.

Le maintien de ce niveau d'existence qui est pour les Américains le signe de la prospérité et qui constitue une des bases de leur ordre économique et social, a un corollaire indispensable dans une *politique douanière* assurant la maîtrise du marché intérieur et dans une *politique commerciale* qui, bien que n'ayant pour l'instant qu'une importance secondaire, puisque les Américains ne vendent ou n'achètent à l'extérieur, que le dixième du volume de leur propre consommation, est destinée néanmoins à jouer un rôle considérable dans l'avenir puisqu'elle permettra d'écouler une production sans cesse croissante.

La politique douanière protectionniste a un caractère en quelque sorte public, puisqu'elle est intégrée à titre permanent dans le programme du parti républicain et elle trouve son expression officielle dans les nombreux tarifs qui ont défrayé les commentaires ou la critique du monde entier depuis un demi-siècle (1).

(1) Depuis quarante ans, les Américains en sont à leur cinquième tarif, savoir : *avant la guerre* les tarifs Mac Kinley en 1890, et Dingley en 1897 ; *avant la fin de la guerre*, en 1918, le président Wilson inscrivit l'abolition progressive des barrières douanières parmi les 14 points qui devaient servir de base aux négociations de paix. Malgré cela, *après la guerre*, les États-Unis accentuent le protectionnisme

Mais la politique commerciale, dont nous essayons de dégager les principales caractéristiques au cours du présent chapitre, est beaucoup moins connue pour la raison, qu'en vue d'arriver à dominer progressivement

et votent en 1921, l'Emergency Tariff act, en 1922, le Tariff Fordney-Mac Cumber et en 1929, le tarif Hawley-Smoot.

Ce dernier tarif met en vigueur certaines taxes, *ad valorem* (valeur calculée à l'exportation du pays d'origine et déterminée par des agents chargés de cette espèce d'inquisition fiscale en pays étrangers), qui atteignent 70, 80 et 90 p. 100 : les produits qu'on a cherché à atteindre sont surtout ceux qui ne se prêtent pas à la fabrication en série, qui absorbent beaucoup de main-d'œuvre, des spécialités qui arrivaient à escalader les tarifs douaniers comme la soie, les velours, les instruments d'optique et de chirurgie, des produits semi ouvrés comme les laines et les cuirs, des produits agricoles dont un grand nombre sont d'origine française comme les noix, les champignons, les graines de trèfle, les cerises sèches, les vinaigres, etc., et constituaient un élément positif assez important de notre balance commerciale.

Malgré ces dernières majorations la protection de l'agriculture est insuffisante. Le sénateur Morris du Nébraska disait à ce sujet avant le vote du tarif : « Économiquement, nous allons à une impossibilité. Nous prétendons aider le fermier, et nous n'avons rien de plus pressé que de taxer tout ce dont il se sert. Nous allons taxer les chaises, les tables, les lits de bois, les abris, les cages à poulets, les mangeoires des cochons, les granges, les bâtiments de ferme : nous allons augmenter les prix des vêtements même qu'il porte et, en tout cela, nous prétendons agir au nom du travail et pour le bien du fermier américain... »

À titre de commentaire de cette déclaration du sénateur Morris, on peut faire observer que cette situation n'est pas spéciale à l'agriculture, puisque l'incidence des droits de douane frappe tous les consommateurs.

La rigueur du tarif Hawley Smoot est tempérée dans une certaine mesure par la *clause de flexibilité* qui permet à la Tariff commission de proposer au président des modifications de droits dans les deux sens jusqu'à concurrence de 50 p. 100.

Comme les importations américaines en France sont très supérieures à nos exportations (en 1929, 7 milliards 178 millions de produits américains importés en France, contre 3.222 millions de produits français exportés en Amérique, sur un total de 50 milliards des exportations), M. le sénateur Néron suggère de prendre, le cas échéant, les mesures de rétorsion suivantes vis-à-vis les Américains, savoir : retrait de mesures bienveillantes prises unilatéralement en dehors de tout accord commercial, relèvement de droits sous forme de spécialisation au tarif, mesures sanitaires, etc. D'après un article de M. Édouard Néron, *L'offensive douanière américaine* (*Capital* du 30 juillet 1930).

certains marchés extérieurs, elle emploie les voies subtiles de l'expansion commerciale et de l'impérialisme financier.

Comme le but général est de grossir les exportations *l'expansion commerciale* se dirige, en principe, vers tous les pays où la nature des échanges permet d'entrevoir une augmentation de volume du commerce extérieure ; mais, parmi ces pays, il est néanmoins possible de discerner ceux que leurs aptitudes ou leur situation géographique permettent de transformer progressivement en véritables annexes de l'économie américaine. C'est ce que nous chercherons à esquisser vers la fin du présent chapitre.

Quant au *protectionnisme américain* dont l'objet est, comme nous l'avons dit ci-dessus, d'assurer la maîtrise de l'immense marché intérieur, nul pays au monde n'offre un phénomène aussi frappant par l'ampleur des vues qui a prédisé à sa conception ou par la continuité des efforts qui ont assuré son développement, en liaison constante avec la politique générale du pays.

On peut remarquer d'ailleurs que ce protectionnisme ne fait qu'appliquer le principe de Monroë dans le domaine économique : en outre, si les Américains lui attribuent une telle importance, cela résulte du rôle, en quelque sorte capital, que le marché intérieur a toujours joué dans leur économie.

Nous ne parlons pas en ce moment de la fonction spéciale que lui est dévolue en vertu de la politique des hauts salaires, qui est de formation récente, mais de celle que lui attribuaient jadis Hamilton et Jefferson dans le développement national lui-même.

Bien avant List et Carey, ces illustres fondateurs

de l'économie américaine avaient été les protagonistes de droits éducateurs en faveur de leur nation dont ils voulaient assurer l'indépendance par le développement simultané des aptitudes les plus diverses, en particulier de l'industrie que l'on jumelait avec l'agriculture.

On peut même dire que c'est cette conception si adéquate des vastes possibilités ouvertes à la jeune République qui a assuré sa grandeur future, en menant de front l'industrialisation des États de l'Est et la colonisation agricole des États de l'Ouest (1).

C'est ce vaste travail qui a abouti à la formation de ce marché intérieur que les Américains préservent avec un soin si jaloux parce qu'il représente l'idéal assigné à tous leurs efforts et parce qu'il concrétise cet idéal sous la forme du plus vaste assemblage de richesses qui soit au monde.

Le marché américain n'est pas autre chose que ce vaste creuset qui, de l'Atlantique au Pacifique et à la mer des Antilles, a servi à fusionner en un peuple ardent les contingents des races les plus diverses, sous la direction énergique et la froide discipline des Anglo-Saxons (2), qui a servi à édifier ces villes colossales, cités industrielles du fer, de l'acier, du coton, de l'alimentation qui réalisent ces divisions gigantesques du travail écloses dans le cerveau des techniciens et où se sont développées simultanément les branches les plus diverses de l'activité économique.

C'est en observant cette activité naissante, mais déjà formidable, que List a conçu cet idéal de la

(1) Voir chap. II, 2^e partie.

(2) Voir chap. 1^{er}, 2^e partie.

nation normale, qu'il propose en exemple à tous les peuples respectueux de la liberté mutuelle des échanges et qu'il a eu cette vision prophétique du déclin de l'Angleterre, comme conséquence de la splendide montée du peuple américain (1).

Mais depuis cette époque, le caractère du protectionnisme américain a évolué comme celui d'autres peuples d'ailleurs, comme le principe de Monroë lui-même, sous l'aiguillon de l'ambition ou la poussée inexorable du capital financier et a pris ce caractère intransigeant que nous lui connaissons aujourd'hui.

Il ne s'agit plus actuellement d'éduquer une nation en vue de la pratique du libre échange universel et de la fraternité économique, mais de maintenir pour les seuls possesseurs du marché américain, le bénéfice exclusif de cette richesse que l'on considère comme la garantie indispensable de l'ordre social et de la prospérité économique.

La hantise de ce protectionnisme est toujours d'empêcher que la concurrence étrangère ne vienne s'exercer sur le marché intérieur, où elle aurait pour effet en contractant les profits, de peser sur les salaires et d'abaisser le niveau d'existence (2).

Or, les États-Unis ont bien joui d'une grande pros-

(1) Voir la citation de F. List, en tête de la 2^e partie.

(2) Au Congrès international d'Amsterdam en 1929, M. Julius Barns, vice-président de la chambre de commerce des États-Unis déclara : « Notre volonté est d'employer le tarif douanier comme un facteur permettant d'ajuster la différence existant entre l'Amérique et les autres pays, jusqu'à ce que le reste du monde nous ait rattrapés dans l'établissement du standard de vie par une augmentation de salaires adéquate. Il s'ensuivra que le coût de la production étrangère étant plus élevé, nous pourrons abaisser notre barrière douanière qui est maintenant nécessaire à notre sécurité », *Information*, 21 juillet 1929.

rité après la guerre, vivant en quelque sorte sur eux mêmes, payant leurs insuffisances de matières premières à l'aide de leurs excédents et n'ayant, avec une balance commerciale presque toujours favorable qu'un commerce extérieur qui n'atteignait pas le dixième des échanges intérieurs.

Mais la question qui se pose actuellement est de savoir si cette *politique d'isolement* pourra être continuée indéfiniment avec un pays dont la guerre d'abord et la doctrine officielle ensuite, ont hâté l'évolution économique.

Les symptômes d'une industrialisation croissante et d'une maturité plus avancée qu'il ne semblerait au premier abord, se révèlent dans la composition des exportations où les produits manufacturés ont de plus en plus tendance à prendre la place jadis prépondérante des matières premières et des produits alimentaires (1), dans un développement tel donné à certaines industries que ce développement équivaut à une véritable division internationale du travail (2), dans la

(1) Le pourcentage d'exportation des produits agricoles qui était de 27,8 en 1922 est descendu à 14,6 en 1929, tandis que celui des produits manufacturés qui était 45,9 en 1922 s'est élevé à 63,2 en 1929.

Au cours de son voyage dans l'Amérique du Sud en 1930, le président Hoover déclara aux Argentins qu'il ne se passerait pas 3 années avant que les États-Unis importent de la viande et 10 années avant qu'ils importent du blé. Quant aux matières premières qu'exportent les États-Unis, il faut noter que la production cotonnière, qui était avant la guerre de 65 p. 100 de la production mondiale, n'est plus que de 50 p. 100. Le protectionnisme actuel ne peut avoir pour effet que d'inciter les nations européennes à se procurer ces matières premières dans leurs propres colonies, à développer par exemple la culture cotonnière au Soudan ou au Niger et l'extraction cuprifère au Tanganyika.

(2) On peut citer l'industrie automobile américaine dont la production dépasse 80 p. 100 de la production mondiale, qui, avec un énorme capital investi (1.967 millions 310.508 dollars), 4 millions

saturation progressive du marché intérieur, dans la rapide urbanisation des campagnes (1), dans le développement du chômage, etc.

« Au lendemain de la guerre, dit M. Siegfried, l'Europe avait cru que les États-Unis devenaient rapidement solidaires du monde : c'est une évolution qu'indistinctement l'opinion américaine redoute (2) ».

Le dernier tarif douanier a été l'expression de ce sentiment ; mais quelque soit le désir d'isolement qui anime les Américains, la diminution d'activité de leurs industries (3) ne peut que les inciter à chercher sur le marché extérieur une compensation à l'insuffisance de leur propre consommation.

« Le problème est non plus d'intensifier la production, mais la vente. Le marché intérieur est saturé : même sans muraille douanière, les États-Unis défieraient n'importe quelle invasion industrielle européenne, mais il leur faut trouver de nouveaux champs d'exploitation à l'étranger (4) ».

300.000 ouvriers et 93 manufactures géantes, peut fabriquer plus de 7 millions de voitures par an.

Cette industrie est ainsi devenue l'une des plus importantes des États-Unis : sa production représente 18 p. 100 de la production nationale, et 14 p. 100 des automobiles fabriquées figurent dans les exportations. Toutefois les possibilités de vente n'ont guère dépassé 5 millions de voitures en 1930. Gaël Fain, *L'industrie automobile américaine et l'Europe* (Information 1930).

(1) A. Viallate, Conférences à l'Institut américain.

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 199.

(3) Le « National Business Survey Council », créé par le président Hoover, a officiellement évalué à 30 p. 100 la diminution de la production américaine pour les six premiers mois de 1930.

(4) Benito Mussolini, *Le protectionnisme américain et l'avenir économique de l'Europe* (Le Journal du 31 juillet 1929).

L'auteur ajoute : « Lorsque les nations les plus riches peuvent atteindre une prospérité relative, elles deviennent des consommatrices plus importantes et les voies commerciales sont plus chargées. Pensez à ce que seraient l'Inde et la Chine si elles pouvaient importer. Aucune nation n'a un plus grand intérêt à la prospérité des autres

L'hypothèse d'un *dumping*, qui est un procédé de concurrence immorale entre nations et d'un effet d'ailleurs temporaire, est à rejeter et, quant à l'éventualité d'une extension du commerce extérieur telle qu'elle ferait dépendre l'Amérique des marchés internationaux, dans des conditions se rapprochant de celles dans lesquelles se trouvent l'Angleterre ou l'Allemagne, on peut dire qu'elle a déjà été prévue aux États-Unis (1).

Contre l'adoption d'une *politique plus libre-échangiste*, on peut évoquer, qu'en dépit d'un protectionnisme de plus en plus rigoureux depuis 1890, les exportations des États-Unis n'ont cessé de s'élever plus rapidement que celles de tout autre pays (2), qu'étant dans une situation très différente de celle

pays que les États-Unis : et cela non seulement pour l'augmentation de leur commerce extérieur, mais aussi pour le règlement des dettes et la garantie de leurs placements dispersés dans le monde entier ».

(1) « Dès 1890, dans le tarif Mac Kinley, Blaine qui prévoyait cette orientation avait suggéré les fameuses dispositions de « *réciprocité* », destinées à ménager pour l'industrie des débouchés extérieurs. C'est avec la même préoccupation que, devenu président de la République en 1896, Mac Kinley faisait négocier par le sénateur Kasson une série de traités de commerce, dont le Sénat ne voulut pas.

Une vingtaine d'années plus tard, au lendemain de la crise de 1920-21, les sages estimaient toujours qu'une Amérique industriellement suréquipée ne retrouverait sa prospérité que dans une clientèle internationale élargie et renflouée ». A. Siegfried, *op. cit.*, p. 197.

(2) « De 1890 à 1913, le développement des exportations américaines a sensiblement suivi celui de la production industrielle...

« Dans la période 1913-1928, en laissant de côté les années de guerre et les deux suivantes exceptionnellement favorables au commerce américain, les exportations ont encore suivi à peu près, quoique avec un certain retard, le développement extraordinairement rapide de la production industrielle : celle-ci s'établit au début de 1929 à près de 80 p. 100 au-dessus du niveau de 1913. On remarquera notamment l'expansion considérable des exportations, près de 35 p. 100, de 1922 à 1928 (le niveau des prix ayant assez peu varié dans cet intervalle). Cette progression s'est nettement continuée et même accélérée en 1929... » Jean Dessirier, *Le commerce extérieur américain (Information du 20 août 1929)*.

dans laquelle se trouvent les pays européens, « ils peuvent élever leurs barrières tarifaires avec une immunité relative » et n'attribuer qu'une importance secondaire au commerce extérieur (1).

En sa faveur, qu'une plus large extension du commerce extérieur serait le moyen le plus efficace pour remédier à la sous-consommation intérieure et à la diminution du pouvoir d'achat que n'a pu empêcher la politique des hauts salaires (2) ;

Que la supériorité que procurent actuellement aux États-Unis leurs richesses naturelles n'a qu'un caractère momentané en ce qui concerne les produits de l'agriculture et très relatif pour les produits destinés à leur industrie ;

Qu'il est contradictoire de vouloir vendre de plus

(1) *New-York Herald* du 27 novembre 1929. La plus grande part des importations américaines en France consistant en matières premières, une augmentation des droits équivaldrait à une imposition supplémentaire du consommateur français.

(2) Suivant M. Gerville-Reache, 1930 à *Wall-Street et l'économie américaine* (Information de janvier 1931), « Les États-Unis, qui auraient eu besoin, au stade où ils étaient parvenus de leur productivité d'accroître leurs exportations, virent baisser, au contraire, leur commerce extérieur d'environ 27 p. 100 en 1930. Les produits non exportés augmentèrent donc encore les stocks à l'intérieur... la baisse des prix engendra des faillites nombreuses parmi les sociétés nouvelles et les entreprises individuelles que la hausse avait encouragées à se fonder, le chômage fit son apparition sur une échelle plus vaste encore qu'en 1921 !... »

Le commerce extérieur est donc l'exutoire indispensable à l'excès de production intérieure : or, les exportations américaines ont déjà été très favorisées au cours des années 1927 et 1928, puisque les statistiques comparées de ces deux années montrent que pour une augmentation de 11.162 millions de francs en 1928 des exportations des pays ne faisant pas partie de l'Europe, celles des États-Unis ont augmenté de 6.478 millions et celles du Canada de 3.661 millions. Comme les États-Unis n'exportent que 5 à 8 p. 100 de leur production, tandis que l'Allemagne exporte 15 à 20 p. 100 et l'Angleterre 30 p. 100, on peut se faire une idée de l'importance du commerce extérieur qu'entraînerait un régime d'exportation à peu près normal. (Chiffres puisés dans le *Berliner Tageblatt* de 1929).

en plus, en achetant de moins en moins, ainsi que de chercher « à cumuler à la fois les produits de l'exportation intensive que ménage normalement le régime du libre-échange et les avantages de l'importation réduite que comporte le régime de la protection (1) ».

Indépendamment de ces considérations théoriques, on peut se demander suivant quels *courants commerciaux* pourrait s'effectuer, le cas échéant, une intensification du commerce extérieur américain en harmonie avec cet excès de production et la nature de l'emprise que, suivant le processus habituel des pays en cours de surindustrialisation, l'Amérique aurait à exercer sur les pays appelés à venir en aide à son économie.

Or, les échanges futurs sont contenus en germe dans les échanges actuels, lesquels sont déterminés par une stricte logique des besoins de l'Amérique et des possibilités que lui offrent les ressources des divers continents.

Suivant M. Siegfried, le commerce extérieur des États-Unis s'effectue par trois principaux courants d'échange (2). Vis-à-vis de l'Europe, ils jouent un rôle assez complexe, mais qui est plutôt celui d'un pays moins évolué économiquement, puisque les articles manufacturés n'y tiennent qu'une place médiocre dans les exportations qui comprennent surtout des produits bruts ou demi ouvrés (53 p. 100) et des produits alimentaires (26 p. 100).

Sur les régions encore peu évoluées qui se trouvent à portée de leur influence comme l'Afrique et l'Amé-

(1) Albert Despaux, *Les répercussions de l'ultra-protectionnisme aux États-Unis* (Information de 1929).

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 200.

rique du Sud, l'Océanie et l'Extrême-Orient, ils exercent une attraction de plus en plus intense, suivant le principe qui veut que les pays puissamment industrialisés entraînent dans leur orbite des satellites fournisseurs de matières premières et consommateurs d'articles manufacturés.

Enfin, avec certains pays comme l'Australie, l'Argentine, le Canada, « ce frère siamois » des États-Unis, se trouvant dans des conditions presque identiques au point de vue climat, mœurs et âge économique, ils pratiquent des échanges se rapprochant sensiblement de ceux du marché intérieur (1).

Avec l'Europe, les États-Unis échangent des produits manufacturés (20 p. 100 des exportations seulement) qui sont des spécialités (machines à écrire, à calculer, machines agricoles, etc.) ou des produits d^e grande standardisation (automobiles, chaussures, quincaillerie, fournitures électriques, etc.) contre des produits de luxe ou des créations raffinées dans lesquelles la variété ou le goût de l'ouvrier ont une importance majeure (qualités fines de textiles, articles de Paris, etc.) (2).

Mais la majeure partie de leurs exportations comprennent du coton, du cuivre, du blé, de la viande, etc. qu'ils échangent contre la pâte à papier scandinave, la laine brute de Grande-Bretagne, la soie d'Italie, etc.

(1) « Entre tous ces pays de souveraineté différente, mais d'atmosphère économique semblable, doit forcément naître une familiarité, qui se traduit d'abord commercialement, mais dont nous retrouverons aussi la trace dans le jeu des attractions politiques ». A. Siegfried, *op. cit.*, p. 202. — Cette similitude peut ouvrir ainsi des perspectives à l'impérialisme économique ou politique. Voir au chap. I^{er} de la 2^e partie, l'importance de ces facteurs en ce qui concerne l'assimilation des populations d'origine canadienne par les États-Unis.

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 181 et sq.

L'importance de ces transactions qui s'élève à plus d'un tiers du commerce total de l'Amérique du Nord avec le monde entier crée une véritable solidarité d'intérêts qui a ses avantages et ses inconvénients (1).

Dans le même ordre d'idées on constate que l'excédent des exportations américaines en Europe sur les importations, qui était de 1079,6 millions de dollars en 1921-1925, se maintient sensiblement au même niveau puisqu'il atteint 920,2 millions de dollars en 1929.

« Dans ces conditions il faut croire que les États-Unis resteront tenus vis-à-vis de l'Europe à certains ménagements, et qu'ils ne céderont pas à la tentation, qui pourrait leur être fatale, de nous imposer une consommation supplémentaire pour compenser le déficit de la leur (2) ».

Mais si les exportations américaines se maintiennent sensiblement en Europe, elles progressent à pas de géants dans les autres parties du monde situées dans leur zone naturelle d'attraction et, c'est ainsi que dans la période comprise entre 1922 et 1929, leur augmen-

(1) Au titre de ces *avantages*, on peut citer la réduction des droits sur les importations de dentelles et broderies que les Américains ont consenti dans leur dernier tarif sur la simple menace d'une augmentation des droits frappant leurs exportations d'automobiles en France et d'une imposition spéciale sur les industries américaines installées en France.

Parmi les *inconvénients*, on cite la sujétion trop étroite de la Bourse de Paris vis-à-vis de celle de New-York qui fait dépendre les cours « de belles valeurs industrielles françaises, d'un objet social limité en étendue... des moindres fluctuations se produisant à New-York sur tel groupe spécifiquement nord-américain... » *Les Etats-Unis et l'Europe* (Sans fil du 5 novembre 1930).

(2) *Les voies nouvelles du commerce américain* (Sans fil du 1^{er} août 1930).

tation n'a pas été inférieure à 138,5 pour cent pour l'Amérique du Sud, 113,9 pour cent pour l'Afrique, 88,2 pour cent pour l'Océanie et 52,6 pour cent pour l'Amérique du Nord alors que cette progression n'est que de 12,4 pour cent pour l'Europe (1).

Dans ces conditions, on peut affirmer que *les États-Unis se détournent de l'Europe* pour s'efforcer de conquérir, avec un succès croissant d'ailleurs, les marchés internationaux dans lesquels ils trouveront les produits bruts et la clientèle d'articles manufacturés qui deviennent chaque jour plus nécessaires à leur industrie.

Si l'Europe se développe depuis le quinzième siècle en fonction du monde, « il est aisé de voir, depuis la guerre, que les États-Unis forment désormais un système indépendant de l'Europe. Ils y tendaient depuis plus d'un siècle » (2).

Ayant façade sur deux Océans, leur expansion peut s'étendre des rives de l'Atlantique sud, par delà l'immense domaine du Pacifique, jusqu'aux confins de l'Extrême-Orient et de l'Asie centrale.

« Il y a là, tout autour du Pacifique et dans l'ensemble du continent américain, un domaine qui dans

(1) Ci-joint, en millions de dollars, les chiffres comparés des exportations américaines pour les années 1922 et 1929. Les réexportations sont comprises.

	1922	1929	%
Amérique du Nord	915	1.396	52,6
Amérique du Sud	226	539	138,5
Europe	2.083	2.341	12,4
Asie	449	643	43,2
Océanie	102	192	88,2
Afrique	56	131	113,9

Sans fil du 1^{er} août 1930 (*Les voies nouvelles du commerce américain*).

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 207.

l'avenir paraît devoir servir de champ à l'activité américaine : déjà le canal de Panama en est l'artère maîtresse, comme le canal de Suez demeure celle de l'empire où l'Europe reste suzeraine. Les deux zones, du reste, ne chevauchent pas ; les deux canaux se concurrencent à peine, ce qui semble indiquer qu'à l'ancienne unité économique du monde tend à se substituer une *duarchie* (1) ».

Si l'on cherche à se rendre compte de la situation qui est faite à l'Europe dans cette répartition des zones d'influence entre l'Ancien et le Nouveau Continent, on voit qu'il lui reste en partage, avec ses empires coloniaux, certains domaines sur lesquels peut encore s'exercer son hégémonie (2). Mais il ne semble pas exagéré de dire que le rayonnement de la civilisation européenne s'étend autrement plus loin que ces territoires.

Si jadis les Phéniciens et les Grecs n'essaimèrent leurs comptoirs que dans le bassin méditerranéen, l'Europe a colonisé le monde entier par l'intermédiaire de ses pionniers ou de ses navigateurs qui, éveillant la conscience de peuples jusque là livrés à eux-mêmes, nouèrent les premières chaînes de l'économie mondiale.

On ne saurait oublier que l'Amérique du Nord ne fut, dès son origine, qu'un prolongement des civilisations française et anglaise, et que l'Amérique du Sud est rattachée aux nations latines par de telles affinités, que ces dernières n'ont cessé jusqu'à ce jour,

(1) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 208.

(2) D'après M. Siegfried, ces territoires sont l'Afrique, l'Australasie l'Asie tropicale, méditerranée ou russe.

de faire obstacle aux efforts d'assimilation tentés par les Américains du Nord (1).

Quoiqu'il en soit, ces derniers ont su utiliser les conséquences de la guerre pour améliorer leur situation matérielle dans l'Amérique du Sud et y accroître leurs exportations dans des proportions telles qu'elles y sont devenues une gêne pour les facilités qu'y trouvait le commerce européen en vue du règlement de ses dettes avec les États-Unis (2).

Mais cette rivalité ne se limite pas aux seuls territoires de l'Amérique du Sud et s'étend à de nombreuses contrées de la vaste zone que nous avons définie ci-dessus. La plupart des progrès réalisés par les Américains sont effectués au détriment de l'Europe. La raison en est que cette dernière est trop étroitement mêlée à l'économie mondiale, pour que toute tentative d'autarchie ne puisse se développer qu'en contradiction avec les tendances et les traditions de l'Europe. Le commerce anglais lui-même n'est-il pas surtout un *commerce d'entrepôt*, commerce de relations internationales qui est la conséquence d'une longue évolution et dont les Américains ne paraissent même pas rechercher la priorité, puisqu'ils n'achètent et ne revendent que pour eux-mêmes.

(1) Parmi ces tentatives d'assimilation, on peut citer les nombreuses expositions par lesquelles les États-Unis n'ont cessé d'attirer l'attention des classes commerciales et industrielles sur l'intérêt qu'il y aurait à s'emparer des marchés sud-américain, le Congrès dit des Trois Amériques réuni à Washington en 1889 pour proposer une vaste union douanière américaine et qui se termina par un échec, puis, plus récemment le voyage entrepris après son élection par le président Hoover dans l'Amérique du Sud.

(2) Alors que le commerce des États-Unis avec l'Amérique du Sud était peu important avant la guerre, on a vu qu'il a pris un essor important après la guerre, les exportations s'accroissant de 138 p. 100 dans la période 1922-29.

Le caractère particulariste de l'expansion américaine se révèle dans ses diverses manifestations : la politique de la porte ouverte en Chine n'est-elle pas une application de la doctrine de Monroë, application qui, dans sa première forme interdit toute colonisation au profit d'une puissance européenne, en attendant qu'elle ne se transforme peut-être dans l'avenir, en un titre de propriété.

La *politique coloniale américaine* n'est-elle pas étroitement subordonnée au facteur protectionniste, puisqu'après une période de colonisation intense, il était question à la fin de 1930 de restituer l'indépendance au peuple philippin, afin de pouvoir supprimer la liberté des échanges avec les États-Unis.

Ces derniers ont d'ailleurs été attirés aux Philippines par leur proximité des Indes orientales dont ils accaparent le caoutchouc et de l'Asie orientale dont ils prennent la soie brute, de même qu'ils achètent la laine australienne, les nitrates chiliens, le café brésilien ou les pétroles mexicains en échange de leur coton ou de mille articles manufacturés.

Dans presque tous les points du globe, le commerce américain rencontre dans son extension des positions occupées ou même perdues par l'Europe, et, dans cette lutte indirecte pour la possession des marchés internationaux, on ne saurait dire cependant qu'il aura nécessairement le dessus sur un rival « dont les bas salaires et la technique chaque jour perfectionnée feront un redoutable compétiteur (1) ».

Néanmoins, si on veut se rendre compte des résultats auxquels il peut prétendre dans cette compéti-

(1) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 204.

tion avec l'Europe et du danger qu'il peut faire courir à des nations qui, comme la Grande-Bretagne, se réclament de leur parenté d'origine avec les États-Unis, il suffira de comparer les chiffres atteints en 1921-1925 par les exportations américaines dans les colonies et dominions britanniques avec ceux réalisés en 1929 (1).

Ces exportations, qui correspondent nécessairement à des achats, se sont accrues dans la période envisagée de 97,11 pour cent dans l'Afrique britannique, de 77 pour cent en Égypte, de 82,23 pour cent dans le Malaisie britannique, de 52,23 pour cent au Canada et 45 pour cent dans les Indes britanniques.

« Les chiffres parlent éloquentement et ce tableau est des plus suggestifs. Comme les causes du chômage anglais sont claires, si les remèdes en sont introuvables ! (2) »

Ainsi, comme conséquence peut-être assez inattendue de la statistique, ce sont les hauts salaires américains qui concurrencent le plus dangereusement les hauts salaires anglais, de même que c'est la stabilité du dollar qui rend de plus en plus précaire celle de la livre, cependant indispensable pour permettre à la

(1) Ces exportations ont atteint les chiffres suivants en 1921-25 et 1929 en millions de dollars :

	1921-25	1929	%
Canada	619	948,5	52,23
Australie	111,3	150,1	34,86
Nouvelle-Zélande	28,2	39,5	40
Indes britanniques	38,2	55,4	45
Malaisie britannique	8	14,6	82,23
Afrique britannique	41,5	81,6	97,11
Afrique du Sud	31,4	63,7	102,86
Égypte	8,2	14	77

Sans fil du 1^{er} août 1930 (*Les voies nouvelles du commerce américain*).

(2) *Sans fil* du 1^{er} août 1930, article déjà cité.

Grande-Bretagne de remplir la fonction essentielle à sa prospérité qui est de financer le commerce international.

Indépendamment de leurs répercussions sur le chômage ou la prospérité des autres pays, les progrès du commerce américain peuvent être considérés comme les manifestations d'un impérialisme économique qui se développe suivant les voies normalement suivies par ce commerce dans ses relations avec les divers continents.

L'étude des statistiques pourra sans doute permettre de déterminer avec une certaine précision l'importance et la direction de ces progrès.

Il ne nous reste, pour terminer cet exposé, qu'à examiner sommairement les conditions dans lesquelles le capital financier vient, conformément à la théorie exposée plus haut, aider au développement de cet impérialisme.

CHAPITRE V

L'Impérialisme financier

Nous avons vu précédemment (1) que le capitalisme financier prépare les voies de l'impérialisme économique et qu'un pays surindustrialisé peut songer à accaparer les ressources et les débouchés d'un autre pays plus jeune économiquement au moyen de l'*exportation des capitaux*

Il est certain, dans ce cas, que c'est le caractère des immobilisations ainsi effectuées par le pays exportateur qui décèlera ses visées impérialistes et montrera que ces immobilisations ne sont pas de simples placements rémunérateurs.

Comme les indications relatives à leur importance et à leurs caractères seront le plus souvent données par le pays exportateur lui-même, il n'en serait que plus intéressant de connaître les conditions dans lesquelles ces placements peuvent être influencés par les *excédents de la balance commerciale* ou de la balance des paiements.

Suivant une opinion assez répandue, ce sont ces excédents eux-mêmes qui donnent naissance à la formation des *capitaux d'exportation* et l'objet du commerce extérieur serait, pour un pays impérialiste,

(1) Chapitre IV de la 1^{re} partie.

de développer ses exportations à destination des pays sur lesquels il veut asseoir son hégémonie (1).

S'il en est ainsi, la première question à résoudre pour savoir s'il y a tendance à l'impérialisme, est celle de déterminer si les excédents qui se manifestent de manière constante depuis un certain nombre d'années dans la balance commerciale des États-Unis ont des chances de se continuer dans l'avenir.

M. Siegfried fait remarquer à ce sujet que la physiologie de cette balance était redevenue en 1921-1925 exactement ce qu'elle était en 1910-1914, puisque pendant chacune de ces deux périodes les importations atteignaient un pourcentage voisin de 80 pour cent des exportations (2). La part des États-Unis dans les exportations de l'ensemble des pays s'était élevée de 12,9 pour cent en 1913 à 17,8 pour cent en 1924, par suite de la carence de l'Europe.

Quant aux importations américaines, elles avaient pour cette dernière raison, cru beaucoup moins rapidement que les exportations pendant la guerre, pour prendre après la guerre une importance telle que leur augmentation définitive était de 50,2 pour cent, contre 26 pour cent seulement en ce qui concerne les exportations.

(1) Ce point de vue se rapprocherait assez sensiblement de celui des mercantilistes qui voulaient vendre sans acheter pour pouvoir thésauriser des espèces métalliques, avec cette différence que les impérialistes d'aujourd'hui veulent utiliser les bénéfices de la balance commerciale pour s'emparer des moyens de production de l'étranger. M. Charles Pomaret écrit dans cet ordre d'idées (*Capital* du 25 septembre 1930, *La conquête de l'Europe par les États-Unis*) : « Le point de départ de la conquête américaine c'est, à mon sens, la supériorité économique qui a permis aux États-Unis de développer prodigieusement leurs exportations et de s'assurer ainsi des excédents qu'ils ont ensuite déversés sur le monde sous forme de placements fructueux ».

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 215.

Mais la balance commerciale n'avait reflété qu'incomplètement ce phénomène en raison d'une anomalie tout à fait exceptionnelle dans le mouvement des prix qui s'étaient accrus de 69,5 pour cent pour les exportations et de 43,1 pour cent seulement pour les importations.

Ainsi, les Américains avaient eu la chance pendant cette période de *vendre cher en achetant bon marché* ; mais la tendance des prix peut dans l'avenir se modifier en sens inverse et, si elle ne renverse pas entièrement le sens de la balance commerciale, elle peut entraîner un fléchissement assez net comme celui qu'occasionna en 1925-1926 un mouvement de hausse des prix de certaines matières premières, comme le caoutchouc, pour lesquelles les États-Unis sont tributaires de l'étranger (1).

De même si l'intransigeance douanière de la grande république américaine provoquait un ralentissement des exportations de produits manufacturés (automobiles, machines industrielles, électriques, agricoles) la structure de la balance commerciale pourrait s'en trouver modifiée.

(1) Jean Dessirier, *Le commerce extérieur américain* (Informations du 20 août 1929). — M. Albert Despaux expose dans l'*Informations* du 27 juillet 1929 (*La précarité de la balance du commerce des États-Unis*), que si la balance du commerce des États-Unis se solde annuellement par des excédents qui se maintiennent depuis quelques années entre un demi et un milliard de dollars, les fluctuations des prix pourraient modifier profondément la physionomie de cette balance. « Si, par exemple, le coton doublait de prix, l'excédent de leur balance commerciale serait majoré d'un milliard de dollars.

« Inversement, si la soie, le café, le caoutchouc, le sucre doublient de prix, la valeur de leurs importations grossirait de plus d'un milliard, c'est-à-dire que la balance du commerce serait en déficit... Les prix des matières premières qui, actuellement sont au plus bas, paraissent susceptibles de fluctuations beaucoup plus amples que celui du coton qui est presque la seule matière première exportée massivement, car le pétrole et le cuivre ne sont guère que réexportés... »

Il ressort de cet aperçu qu'il n'est nullement certain que les États-Unis puissent conserver dans l'avenir une *balance créditrice*, surtout si l'Europe se remettait à produire et à exporter comme elle le faisait avant la guerre.

D'autre part, une politique impérialiste à l'égard d'un pays qui est moins industrialisé, peut très bien avoir pour conséquence une balance momentanément défavorable si, tout en exportant des produits bruts, ce dernier pays est encore insuffisamment développé pour absorber une quantité correspondante de manufacturés (1).

En ce qui concerne leurs rapports avec l'Europe, suivant M. Siegfried, ce n'est que par suite de circonstances purement occasionnelles dérivant de la guerre, que les États-Unis ont pu maintenir pendant aussi longtemps une balance commerciale favorable.

Cette situation était normale avant la guerre, pour la raison que les États-Unis, encore débiteurs du vieux continent, payaient les intérêts en marchandises ; mais elle ne s'est maintenue pendant les hostilités que parce que l'Europe, dans l'impossibilité d'exporter, s'est démunie de son or pour acheter en Amérique les produits dont elle avait un impérieux besoin, et après la guerre, que parce que les États-Unis ont ouvert à l'Europe des *crédits* destinés à remédier à l'insuffisance croissante de son pouvoir d'achat.

(1) C'est le cas des relations commerciales que les États-Unis entretiennent avec l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Afrique : pendant la période 1921-25, les importations ont dépassé les exportations de 42,89 et 2 p. 100 respectivement avec chacun de ces continents, pour la raison que si ces régions n'absorbent qu'une quantité minime de produits manufacturés, « l'usine et le consommateur américain ne peuvent se dispenser de leur faire appel pour leur ravitaillement », A. Siegfried, *op. cit.*, p. 206.

« Il est certain qu'étant donné leur politique douanière, les États-Unis n'ont pu, depuis 1926, développer comme ils l'ont fait, leurs exportations que grâce aux prêts qu'ils ont consentis à l'étranger. Les banques et les sociétés européennes ou sud-américaines qui ont mis à profit la facilité du marché de l'argent pour émettre des emprunts en 1926-1927 et les premiers mois de 1928, ont acquis ainsi un pouvoir d'achat aux États-Unis : elles ont exercé elle-mêmes ou aidé ce pouvoir d'achat (1) ».

Les raisons pour lesquelles les Américains ont facilité ce crédit qui avait pour conséquence d'assurer la continuité ou le développement de leurs exportations, sont les mêmes que celles pour lesquelles ils ont surexcité la consommation du marché intérieur par le système des ventes à crédit. Il s'agissait de maintenir à l'industrie américaine « outillée à plein et même suréquipée pour faire face à la demande extraordinaire de la guerre et du boom de 1920 (2) », une activité suffisante à la continuation de la politique des hauts salaires et de la technique de la rationalisation.

Cette manière de voir paraît conforme à la concep-

(1) « En définitive, ce sont les entreprises américaines de production ou de répartition, qui ont été les premières à bénéficier de politique de facilité du crédit et de l'abondance monétaire. Il n'en est plus de même actuellement. L'investissement au Stock-Exchange de New-York de sommes de plus en plus élevées, au fur et à mesure de la hausse des cours, a provoqué peu à peu un resserrement du marché des capitaux. Ce resserrement a été accentué par les interventions de la Banque de Réserve fédérale, si bien qu'il n'est plus possible actuellement pour les emprunteurs étrangers de placer des titres à New-York à moins de 9 ou 10 p. 100. Il en est résulté une diminution considérable des émissions étrangères ». *Capital* du 3 juillet 1929 (*La balance commerciale des États-Unis en déficit*). — Nous verrons plus loin les conséquences que peut avoir au point de vue commercial cette restriction du crédit américain.

(2) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 221.

tion officielle des *prêts de guerre américains* et à la théorie économique avec laquelle cette dernière semble s'identifier.

La conception officielle n'est autre que celle des conditions auxquelles les prêts furent consentis pendant la guerre (1).

On sait que ces conditions comportaient l'emploi des sommes empruntées à des achats de marchandises américaines contrôlés simultanément par la Trésorerie et la Commission des achats de guerre (*War purchasing Commission*).

M. Massabau, qui analyse la nature juridique de ces prêts, estime qu'ils diffèrent essentiellement du contrat de prêt, aux termes duquel l'emprunteur reste libre d'user sans contrôle de la somme prêtée, moyennant sa restitution au terme convenu avec des intérêts déterminés. Selon lui, ces prêts constituent des contrats de nature spéciale dans lesquels le prêteur collabore à une œuvre commune et exige en outre que les achats effectués dans l'intérêt commun profitent à ses seuls nationaux.

(1) Dans un ouvrage sur nos finances extérieures pendant la dernière guerre, M. Léon Petit rappelle les circonstances dans lesquelles certaines de ces conditions furent portées à la connaissance des pays alliés : « L'emprunt Seligmann venait à échéance le 16 octobre 1917... Il était préférable de rembourser le prêt à l'échéance sur les sommes dont nous disposions à ce moment... Nous étions en droit de penser que la trésorerie (américaine) nous laisserait employer ces avances à ce remboursement... Mais prenant les devants elle nous fit savoir que, aux termes de la loi qui l'autorisait à ouvrir des crédits aux pays alliés, ses avances devaient servir à payer des achats aux États-Unis.

Mais en même temps elle entreprit de resserrer son contrôle sur l'emploi de nos crédits. Elle désirait que ces crédits ne servissent qu'à payer nos achats aux États-Unis. Elle craignait que tout autre emploi n'eût finalement pour conséquence une exportation d'or et elle tenait à pouvoir sur ce point calmer les inquiétudes au Congrès ». M. J. Massabau, *Les prêts américains sont-ils des prêts purs et simples* (*Capital* du 10 juillet 1929).

« C'est une sorte de *prêt association*, dont le prêteur ne doit pas après le succès retenir uniquement le bénéfice en réclamant tout le reste à l'emprunteur.

« Nous avons dû acheter au commerce américain sur lequel l'État a prélevé d'énormes bénéfices de guerre qu'il nous demande à repayer (1) ».

Si les prêts américains ont perdu après la guerre ce caractère rigoureux d'avances destinées à effectuer dans le commerce américain des achats contrôlés par des organismes officiels, il n'en reste pas moins que dans l'esprit et dans les théories émises par les experts financiers ou les économistes, les prêts sont toujours destinés à soutenir des exportations dont la contrepartie ne peut être assurée par des importations arrêtées systématiquement par les barrières douanières.

M. Robert Pelletier cite à ce sujet l'opinion du Dr Max Vinkler, expert financier américain, qui s'est spécialisé dans l'étude des placements extérieurs et qui fait remarquer l'étroit rapport qui existe entre la balance commerciale des États-Unis et leurs exportations de capitaux.

Suivant le Dr Vinkler, de 1914 à 1928, l'*excédent des exportations* sur les importations *correspond exactement aux placements à l'étranger* pendant la même

(1) « Je ne connais qu'un genre de contrat qui ressemble, et de très loin encore, au prêt américain. C'est l'avance de crédit consenti par un marchand de vins en gros au détaillant parisien, qu'il contrôle sans cesse avec défense de s'approvisionner chez un concurrent et obligation de se fournir exclusivement chez lui à un prix déterminé.

« Et encore, dans ce contrat le grossiste n'a d'autre intérêt que d'écouler sa marchandise, alors que l'Américain a l'intérêt de gagner la guerre tout comme le Français.

« De telle sorte que les avances américaines constituent un prêt *sui generis* qui tient un peu du mandat ou de la commandite ». J. Massabuau, *Les prêts américains* (*Capital* du 10 juillet 1929).

période. Il estime que si les Américains veulent que les récentes crises boursières ne se résolvent pas en une grande crise économique, il est indispensable de maintenir le niveau de leurs exportations (1).

L'Europe reste le principal client des États-Unis, mais la balance des paiements entre l'Europe et l'Amérique risquerait d'être modifiée à la suite de la crise américaine. Le Dr Vinkler conclut que pour mettre l'Europe en mesure d'absorber et de payer l'excédent de la production américaine, les États-Unis doivent reprendre la politique financière des années précédentes en consentant aux Européens des emprunts sur une grande échelle (2).

Si cette thèse du Dr Vinkler paraît séduisante au

(1) Robert Pelletier, *Les exportations de capitaux américains en 1929* (*Capital* de 1930).

Le Dr Vinkler estime qu'il est insuffisant d'appliquer à l'intérieur les grands programmes de travaux pour remédier à la crise économique.

Ce qu'il faut, c'est restituer au marché européen son pouvoir d'achat diminué par la restriction des ventes de ses industries de luxe, par la diminution des dépenses des touristes américains, la charge des dettes, etc.

(2) Suivant une étude du Dr Ralph-A. Young, du ministère du Commerce américain, sur la balance des paiements entre l'Europe et l'Amérique en 1928 et 1929, les Américains qui avaient investi 877 millions de dollars en Europe en 1928, ont réduit ces investissements à 523 millions en 1929. Compte tenu des autres éléments, l'Europe s'est trouvée débitrice vis-à-vis des États-Unis de 700 millions de dollars.

Le règlement de cette somme qui n'avait donné lieu à aucune difficulté en 1928, a abouti en 1929 à un transfert d'or de 63 millions de dollars d'Europe en Amérique.

M. Irvar Kreuger a fait, en mai 1930, au « Chicago Industrial Club », une conférence relative à ce transfert, dans laquelle il a rappelé que toute importation d'or, dans un pays qui a plus d'or que n'en nécessite sa circulation monétaire tend à déprimer les niveaux des prix des produits dans le monde entier. *Sans fil* du 5 novembre 1930 (*Les États-Unis et l'Europe*). L'étude du Dr Young est citée par M. Robert Pelletier dans un article sur la balance des placements, *Information*, 1930.

point de vue américain et n'est en somme que l'expression de la doctrine classique aux États-Unis, « au point de vue européen elle soulève des objections assez évidentes.

« Étendu sur une période de plusieurs années, *ce cycle d'emprunts européens* destinés à financer le commerce américain *aboutirait assez rapidement à faire passer le contrôle de la vie économique européenne entre les mains des Etats-Unis*. Mais ce n'est pas cette prévision qui empêchera l'Amérique de se rallier au programme du Dr Vinkler. Les objections viendront plutôt de l'industrie américaine qui demande que les disponibilités actuelles lui soient réservées directement, ce qui laisserait peu de marge au financement de l'exportation par la voie des emprunts extérieurs (1) ».

M. A. Siegfried formule une objection de même ordre contre cette politique impérialiste de l'exportation des capitaux qui a son origine dans les circonstances exceptionnelles issues de la guerre et qu'il trouve paradoxale pour les États-Unis, surtout dans des proportions aussi considérables.

« Dans ce pays immense, incomplètement peuplé dont les ressources naturelles sont encore bien loin d'être mises en valeur, il est anormal que le capital aille chercher au dehors sa rémunération ; *c'est à l'intérieur qu'est sa fonction*, c'est là que sa vocation véritable l'appelle. Telle était du reste la situation avant 1914 : à part des commandites au Canada, au Mexique, dans l'Amérique du Sud, le placement à

(1) Robert Pelletier, *Les exportations de capitaux américains en 1929* (Information de 1930).

l'étranger, notamment en Europe, demeurerait exceptionnel (1) ».

Les raisons qui ont déterminé cette exportation de capitaux sont, indépendamment de la politique des hauts salaires, l'exceptionnelle prospérité dont les États-Unis ont joui après la guerre et l'abondance de capitaux correspondant à l'expansion des crédits bancaires que provoquait la présence d'un énorme stock d'or joint à la politique d'argent à bon marché pratiquée par les banques de réserve fédérales à partir d'avril 1924 (2).

L'industrie américaine s'étant déjà suréquipée, possédait une capacité de production supérieure à ses besoins (3) et le capital américain avait une tendance toute naturelle à se porter vers l'Europe qui avait besoin d'argent pour se refaire et offrait un taux d'intérêt plus élevé.

« Sous la direction du Federal Reserve, dit le pro-

(1) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 220. M. Siegfried évalue à 10.405 millions de dollars le total des placements américains à l'étranger existant à la fin de 1925 (évaluation du Département of Commerce), exception faite des prêts aux Alliés (12 milliards de dollars).

Les placements effectués au dehors de 1920 à 1925 oscillent chaque année autour de 1 milliard de dollars et paraissent confirmer les indications du Dr Vinkler, savoir que l'importance de ces placements correspond généralement à l'excédent de la balance commerciale. — D'autre part, M. R. Pelletier, dans l'article visé ci-dessus, donne 16 milliards 604 dollars comme chiffre définitif de ces placements au 31 déc. 1929.

(2) Le taux de réescompte des banques fédérales de réserve qui se tenait depuis 1920 en 6 et 4,50 p. 100, descend à partir d'avril 1924 et se tient en 1926 au-dessous de 4 p. 100. Celui de la Banque fédérale de Réserve de New-York variait cette même année entre 3 et 3,50 p. 100. En même temps, les banques de réserve fédérales accroissaient leurs achats de portefeuille, introduisant dans la circulation des sommes qui allaient en partie vers les prêts commerciaux des banques ou les emprunts étrangers, mais servaient surtout à favoriser la spéculation boursière. Suivant A. Siegfried, *op. cit.*, p. 235.

(3) Scrivant M. Siegfried, la capacité de production était de £ 83.764 millions et la production effective en 1923 de 60.106, soit 71,8 p. 100. p. 235.

fesseur Irving Fisher, les énormes réserves en or permettaient une politique de crédit libérale, ceci dans l'intérêt de la stabilisation des prix et de l'expansion industrielle...

« Jusqu'en 1928, les capitalistes américains prêtaient leur argent à l'Europe, et aussi longtemps que l'Europe, le Canada et l'Amérique du Sud purent contracter des emprunts suffisants aux États-Unis, tout semblait en bon ordre. C'est à peine si l'on remarquait que cette rapide augmentation de plus d'un tiers de la valeur du dollar pendant la période de déflation 1920-1921, alourdissait dans la même proportion le fardeau des dettes de l'Europe, puisqu'il fut remédié à cette injustice par des réductions sur les dettes des Alliés (1) ».

Mais cette politique, basée sur un développement ininterrompu de la production et du crédit, ne pouvait se maintenir indéfiniment et nous avons vu que dans le premier semestre 1929 le resserrement du marché des capitaux, provoqué par l'affectation de sommes de plus en plus considérables à la spéculation boursière, rendait les émissions étrangères de plus en plus difficiles sur le marché de New-York.

(1) « Le pouvoir d'achat du dollar calculé par rapport aux prix de détail était tombé en juillet 1920 à 48,9 p. 100 de sa valeur de 1914. Par suite de la politique suivie par le gouvernement américain, les prix de gros tombés de l'indice 247 en-dessous de 150 en mai 1920 furent maintenus à ce niveau, tandis que les prix de détail évoluaient autour de 170 et que le dollar remontait à 60 p. 100 de sa valeur de 1914.

« Le gouvernement américain avait ainsi réalisé une stabilisation de fait : mais il s'était bien gardé de restituer au dollar (qui avait d'ailleurs la parité avec l'or) sa valeur d'avant-guerre pour ne pas rendre plus difficile le retour des monnaies européennes à la parité du dollar et faire obstacle au règlement des dettes ». A. Siegfried, *op. cit.*, p. 230 et sq. D'après l'ouvrage de M. Ch. Rist, *La déflation en pratique*.

D'autre part, les Américains qui réduisaient dans de fortes proportions leurs investissements de capitaux sur l'ancien continent, imposaient à l'Europe le paiement effectif et régulier de ses dettes, diminuant ainsi toutes ses ressources.

Dans ces conditions on ne s'étonnera nullement des difficultés auxquelles donna lieu le règlement du déficit de la balance des paiements en 1929 et on se demande même comment les Américains pouvaient concevoir une extension continue de leurs exportations alors que leur politique protectionniste interdisait presque complètement les règlements en nature et que leur politique financière retirait à leurs débiteurs la majeure partie des avances destinées à couvrir leurs consommations futures.

« Le redressement de l'économie mondiale, dit M. Robert Pelletier, est en partie subordonnée à la modification de la balance des paiements américano-européenne...

« L'annulation ou la suppression du paiement annuel des 207 millions de dollars au titre des dettes et le maintien des investissements américains au chiffre déjà réduit de 1928 suffiraient à rétablir entre les paiements des deux côtés de l'Océan un équilibre que l'Amérique lui a fait perdre, car, par une fâcheuse coïncidence, c'est au lendemain du jour où les États-Unis avaient achevé d'imposer à l'Europe le paiement effectif et régulier de ses dettes qu'ils ont commencé de faire des réductions massives sur leurs importations de capitaux dans le vieux monde (1) ».

(1) Robert Pelletier, *Les exportations de capitaux américains en 1929*.
D'après M. Corrado Gini, professeur à l'Université de Rome, il arrive aux États-Unis ce qui est arrivé à l'Allemagne après la guerre

Mais les circonstances même dans lesquelles avaient lieu ces réductions laisse supposer qu'elles n'étaient peut être pas absolument volontaires. L'exportation des capitaux n'obéit pas ainsi que nous l'avons vu plus haut à des mobiles exclusivement politiques (1). Elle n'est qu'un des nombreux phénomènes auxquels peut donner lieu la *circulation internationale des capitaux*, laquelle, indépendamment des apports ou des retraits de capitaux, exerce une action souvent déterminante sur les éléments les plus importants de la vie économique, formation des prix, niveau des salaires et mouvement du commerce international lui-même.

Pour s'en rendre compte il suffit de jeter un coup d'œil sur la circulation internationale des capitaux au cours des années 1928 et 1929.

Au cours de ces deux années, l'économie mondiale a absorbé respectivement treize milliards et demi de dollars d'épargne nouvelle en 1928 et quatorze milliards en 1929.

Sur ces sommes, les marchés de Londres et de New-York ont fourni aux marchés étrangers un milliard 600 millions de dollars en 1928 et un milliard seulement en émissions de titres étrangers en 1929, soit une réduction de 35 pour cent sur 1928.

Pendant ce temps, l'ensemble des pays autres que

franco-prussienne. Alors comme aujourd'hui un grand État est sorti de la guerre avec des avantages remarquables, tandis que les pays qui constituaient d'importants débouchés pour les produits de cet État en sont sortis économiquement affaiblis. Il en est résulté un déséquilibre entre le *pouvoir de production* de cet État et le *pouvoir d'achat* des autres États. Ce déséquilibre a été accentué par l'*imposition de paiements excessifs* à titre de réparation ou de règlements de dettes de guerre. Corrado Gini, *La crise mondiale* (Information du 5 septembre 1930).

(1) 1^{re} partie, chap. IV. Voir le rôle joué par la formation du capital financier dans l'exportation des capitaux.

les États-Unis voyaient les capitaux mis à leur disposition se réduire de sept milliards de dollars en 1928, à quatre milliards en 1929, tandis que ceux dont disposaient les États-Unis passaient en sens inverse de six milliards et demi de dollars en 1928 à dix milliards l'année suivante. Cette masse de capitaux était utilisée pour la spéculation à la hausse sur le marché de New-York ou pour les besoins intérieurs.

Il serait difficile de dire si ce reflux momentané, nous disons momentané puisque les États-Unis sont revenus en 1930 au chiffre de six milliards de dollars pour leurs placements intérieurs, constitue un mouvement de réaction contre la politique de l'exportation des capitaux ou n'a été que l'effet de la spéculation.

Mais il paraît certain, suivant l'interprétation des faits qui est donnée par l'article dans lequel nous puisons ces renseignements, que cette aspiration de richesses par l'Amérique a eu pour résultat de réduire la capacité de placement des autres marchés pour leurs propres besoins intérieurs (1).

Cette déduction est confirmée par le fait que si l'on examine les mouvements du commerce international, on voit que les importations ont fléchi dans tous les pays en 1929, sauf en Amérique et en Angleterre où le pouvoir d'achat du marché intérieur se maintenait sensiblement.

Quant aux exportations, elles subissaient une régres-

(1) Ces renseignements sont tirés d'un article intitulé le *Nœud gordien* et paru le 1^{er} février 1931 dans *Le Pour et le Contre*.

En ce qui concerne les importations, les États-Unis et l'Angleterre ont eu en 1929 des augmentations de 400 millions de dollars tandis que les autres pays étaient en diminution.

Pour les exportations, seuls, les États-Unis étaient en augmentation.

sion corrélative de celle des importations, puisque le pouvoir d'absorption des pays importateurs diminuant, il ne pouvait en résulter qu'un ralentissement de l'activité des industries de transformation dans les pays exportateurs.

Il n'en fallait pas davantage pour bouleverser l'économie mondiale, tarir tous les pouvoirs d'achat, à l'exception de celui des États-Unis et faire apparaître une *surproduction générale des matières premières*, puisque au surplus le meilleur client pour ces matières est constitué par les industries européennes de transformation.

« Mais, dira-t-on, la baisse du prix des matières premières, conséquence de la crise, valorise aujourd'hui le pouvoir d'achat de l'Europe. Par suite ce sont les États-Unis, producteurs de minéraux et de coton qui doivent faire les frais de cette baisse... (1) »

Cette valorisation du pouvoir d'achat comporte elle-même une déflation générale des prix et une réadaptation des salaires aux prix possibles (*salaire réel*). Ces diverses opérations constituent aujourd'hui une des plus sérieuses préoccupations des pays européens (2) ; leur nécessité résulte de l'étroite solidarité qui relie entre eux les facteurs essentiels de la vie économique et qui tend à en égaliser le niveau dans les différents pays.

(1) *Le Pour et le Contre* du 1^{er} février 1931. M. Lamont, ministre du Commerce à Washington, dans un commentaire sur la balance des paiements internationaux des États-Unis en 1929, reconnaît qu'une diminution de 561 millions de dollars dans les exportations de capitaux américains a contribué à la baisse des matières premières.

(2) J.-M. Keynes, *La grande crise de 1930* (*Information* des 20- et 23 décembre 1930). — Ces trois grandes nations créditrices sont la France, l'Angleterre et les États-Unis.

En ce qui concerne les capitaux, M. J. M. Keynes attribue leur insuffisance au cours des crises de 1929 et 1930 à des *raisons d'ordre psychologiques*, parmi lesquelles il faut compter le manque de confiance mutuel des prêteurs et des emprunteurs.

Les prêteurs ont été habitués, après la guerre à prêter à des taux d'intérêt trop élevés et supérieurs à ceux que des entreprises nouvelles, sainement gérées, sont en mesure de servir. D'autre part, ils tiennent en suspicion, pour des raisons diverses, une partie importante du globe et exigent une prime excessive comme contre-partie de leurs risques.

Quant aux emprunteurs, ils sont effrayés par les mêmes risques que les prêteurs, car la baisse des prix a été désastreuse pour ceux qui ont emprunté et ceux qui ont ajourné des travaux neufs ont tiré bénéfice de cet ajournement.

Comme deux des principales nations créditrices du globe, savoir : la France et les États-Unis ont opéré d'importants retraits sur le marché international des emprunts à long terme, M. Keynes estime que le remède le plus effectif pour rétablir la confiance dans ce marché et rétablir les prix et profits susceptibles de remettre en branle les rouages du commerce international serait une « action commune et hardie des banques centrales de ces trois grandes nations créditrices (1) ».

Cette espèce de rénovation du commerce international paraît encore soumise à d'autres conditions

(1) En Allemagne et en Italie, les gouvernements ont pris des mesures spéciales pour réduire les prix de gros ou détail, et améliorer les prix de revient industriels et agricoles.

parmi lesquelles une des plus importantes paraît être une saine *reprise de l'activité boursière*.

« La demande qui déterminera la reprise dépend des moyens de consommation qui sont fournis par le marché international des capitaux. Or, en premier lieu, une activité créatrice d'entreprises n'est guère possible avec la dépréciation actuelle des titres de Bourse (1) ».

M. J. M. Keynes fait encore remarquer que « même si on réussissait éventuellement à réadapter la production en tenant compte d'une réduction des salaires nominaux sur la base — par exemple — des prix d'avant guerre », il faudrait tenir compte de la charge énorme de la dette obligataire, nationale et internationale qui a été contractée depuis 1914.

Cette dette, s'exprimant en monnaie, est invariable et toute baisse des prix, augmentant la valeur de cette monnaie, aggrave la charge de la dette (2).

Indépendamment du fardeau des dettes, il faudrait

(1) « Dans l'économie moderne, le pouvoir d'achat est constitué aussi bien par l'argent disponible que par les valeurs dont la réalisation peut être immédiate... »

« Le titre est pour l'économie capitaliste un véritable réservoir de richesses et la déflation boursière a les mêmes conséquences que la déflation monétaire. »

« Toutefois l'exagération de la baisse des valeurs sur toutes les places financières aboutit à réduire les offres au minimum et l'étroitesse des marchés sur lesquels il n'y a plus de position de spéculation rend très facile un renversement de la tendance... » *Le Pour et le Contre* du 1^{er} février 1931.

(2) M. Keynes dit que : « Si on revenait au niveau des prix d'avant-guerre, la dette nationale britannique serait supérieure de 40 p. 100 au chiffre de 1924 et double de ce qu'elle était en 1920 ; le plan Young pèserait bien plus lourdement sur l'Allemagne que le plan Dawes qui, on l'a reconnu, était trop lourd pour elle ; les dettes de guerre interalliées dues aux États-Unis représenteraient de 40 à 50 p. 100 de plus de marchandises ou de services qu'à la date à laquelle les accords ont été conclus... Les agriculteurs et les possesseurs de propriétés foncières, qui, dans le monde entier, auraient emprunté sur hypothèque, se verraient les victimes de leurs créanciers, etc. ». *La grande crise de 1930* par M. Reynes (*Information* du 23 déc. 1930)

encore envisager les autres éléments qui sont venus aggraver la fiscalité des gouvernements et augmenter par voie d'incidence les prix de revient : parmi ces éléments, les uns sont une conséquence inéluctable de la guerre comme la reconstitution et l'adaptation aux œuvres de paix des moyens de la production, la réparation des ruines, les pensions aux victimes de guerre et anciens combattants.

D'autres consistent en une aggravation des *charges sociales* résultant de l'amélioration très sensible des conditions moyennes de l'existence qui s'est produite en Europe et aux États-Unis après la guerre (1).

Cette élévation du niveau de l'existence a été rendue possible par les progrès de la technique qui ont accru dans de telles proportions le rendement du travail humain que la complète satisfaction des besoins actuels de l'humanité « ne requiert que le travail d'une fraction de celle-ci, une autre importante fraction étant vouée à l'oisiveté et au chômage » (2). C'est ce que

(1) « L'Europe capitaliste et civilisée, qui n'est d'ailleurs que l'extrême pointe d'une masse humaine mal dégrossie, peu consciente d'elle-même et qui pèse sur elle depuis les profondeurs de l'Asie, a réussi une œuvre de civilisation matérielle prodigieuse... L'on a abrégé la durée du travail... et l'on a abrégé aussi la durée de la période dans chaque vie humaine. Il n'est guère de métiers qui, poursuivis suffisamment longtemps, ne permettent d'assurer une vieillesse relativement paisible : les retraites de l'État, les caisses d'assurances sociales, tant d'organisations publiques ou privées, matérialisent ces gages sur l'avenir qui sont donnés, en quelque sorte en accessoires du salaire.

« Ce n'est pas tout. À côté de cette rémunération que chaque Français reçoit de façon tangible à côté de son traitement, de son salaire, ou de ses retraites, on ne saurait estimer assez haut ce qu'il reçoit indirectement d'une collectivité organisée pour une vie luxueuse... » *Le Pour et le Contre* du 5 octobre 1930 (*Autour du dumping russe. Standard of life*).

(2) Albert Despaux, *La prospérité économique par la réduction de la durée du travail* (Information du 26 février 1931). La capacité de production étant devenue trop élevée pour la consommation, pour

M. Keynes définit sous le nom de « *chômage technique* », ce terme signifiant un chômage provoqué par la découverte de moyens permettant d'économiser l'emploi de la main-d'œuvre avec une rapidité plus grande que celle avec laquelle nous pouvons trouver de nouvelles utilisations pour la partie de la main-d'œuvre ainsi libérée (1).

Ces diverses considérations confirment ce que nous avons déjà dit antérieurement au sujet de l'exportation des capitaux, qui n'est en définitive qu'un des phénomènes généraux de la vie économique, obéissant à toutes les causes matérielles ou psychologiques qui influencent cette dernière.

Une erreur, assez communément répandue après la guerre et relevée par plusieurs économistes, a été de croire que l'État disposait de moyens capables de diriger l'évolution économique, de régler la formation des prix, de favoriser ou d'interdire à son gré l'exportation des capitaux (2).

éviter la surproduction et le chômage, il faut abréger le labeur des producteurs, tout en leur conservant leurs revenus.

Telle est la conclusion formulée par M. Albert Thomas, de la Commission du chômage du Bureau international du Travail de Genève, qui s'est déclarée favorable à la diminution de la durée du travail hebdomadaire à cinq jours ou du travail quotidien à sept heures.

Bien que cette réforme exige l'assentiment unanime de tous les États, elle a été adoptée par plusieurs Fédérations de l'industrie en Allemagne.

(1) M. Keynes, *Coup d'œil sur les progrès passés et futurs de l'économie nationale* (Information d'octobre 1930). D'après M. Keynes, ces progrès de la technique ont permis de quadrupler le niveau d'existence en Europe et aux États-Unis malgré un accroissement énorme de la population du globe et il n'est pas impossible que ce niveau soit encore augmenté de huit fois dans une centaine d'années.

A son avis, il n'y a plus à compter sur une augmentation aussi rapide de la population et l'augmentation de rendement technique peut être évaluée à 2 p. 100 par an.

(2) Voir la critique faite par le professeur Cassel dans un article paru dans la *Deutsche Bergwerks Zeitung* du 25 février 1930 et cité 1^{re} partie,

Sans doute l'État peut employer des moyens de pression extrêmement variés vis-à-vis des pays qui désirent souscrire des emprunts, lancer des émissions sur son marché ou faire coter en bourse des valeurs industrielles ou des emprunts : il peut se réserver les avantages les plus divers dans les accords financiers conclus avec les pays étrangers, se faire octroyer des concessions qui consacrent sa main mise économique sur ces pays. Cela n'empêche que les mouvements de capitaux ne soient dans une mesure très appréciable, régis comme ceux de toute espèce de marchandises, par la loi de l'offre et de la demande.

Il faut notamment que le pays exportateur dispose de capitaux en abondance et que ces derniers trouvent dans le pays importateur, en même temps qu'une sécurité suffisante, un taux d'intérêt supérieur à celui qu'ils auraient dans leur pays d'origine (1).

chap. IV. — On peut concevoir plusieurs modalités de l'action que l'État est susceptible d'exercer sur l'évolution économique.

Dans l'*économie organisée*, l'État subordonne en général son intervention au libre jeu des forces économiques ; dans l'institution de la monnaie dirigée l'État n'intervient que pour régler le volume de la circulation monétaire ; dans celle du Farm Board ou Commission agricole, créée en Amérique en juillet 1929, pour absorber le surplus de la production agricole.

Dans l'*économie administrée*, pour régler la production elle-même. L'État indique les branches à exploiter, dispense le personnel, rend le syndicalisme obligatoire et en fait une fonction d'État. C'est le programme du fascisme.

Dans l'*économie gouvernée*, l'État exécute par lui-même tout le mécanisme de la production et de la répartition. Le fisc absorbe les produits du travail, alimente toutes les branches et subvient à tous les besoins. C'est le régime bolcheviste. — Voir article publié par M. Joseph Barthélemy dans le *Capital* du 1^{er} mai 1930.

(1) Si, ainsi que le montre M. Émile Mireaux dans son ouvrage sur *Les miracles du crédit*, le crédit permet d'anticiper sur la formation des capitaux, cette dernière et, par suite l'importance des créations économiques qu'elle permet tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, dépend directement de l'épargne du public.

Avant la guerre, la France fournissait 5 milliards de capitaux par

Néanmoins, il serait inexact de prétendre que les pays capitalistes d'aujourd'hui ne disposent pas dans une utilisation appropriée de leurs ressources financières, d'un moyen aussi sûr que redoutable pour asseoir leur autorité sur les pays qu'ils convoitent au point de vue économique.

Mais, dans ce cas, comment sera-t-il possible de reconnaître la nature des *immobilisations à tendances impérialistes* et d'évaluer l'importance de l'emprise déjà effectuée ?

Sera-ce en se basant sur la *proportion des placements extérieurs* par rapport au total des émissions effectuées dans le pays ?

Mais pour les États-Unis, ces placements n'ont qu'une importance minime par rapport aux immenses richesses accumulées depuis la guerre, tandis que pour l'Angleterre, au contraire, ils atteignaient 82 pour cent en 1913, quand le crédit britannique fonctionnait normalement, et ils s'élevaient encore à 60 pour cent en 1924 (1).

Cependant, les Anglais ne placent guère qu'en commerçants et les crédits qu'ils consentent à leurs obligés ont surtout pour objet d'assurer l'extension de leur clientèle commerciale.

Il n'en est pas de même des Américains dont la majeure partie des prêts ont un caractère politique ou ne comporte qu'une contre-partie insuffisante en

an pour une production de 35 milliards, soit 14 p. 100 des revenus individuels, tandis qu'à l'heure actuelle cette proportion est de 6 à 7 p. 100 seulement. Aux États-Unis, elle n'a jamais dépassé 10 p. 100 dans la belle période de prospérité 1924-27. Les États-Unis qui n'avaient absorbé en 1929 que 700 millions de dollars d'émissions nouvelles pour compte étranger, en ont absorbé 1.200 millions en 1930.

(1) A. Siegfried, *op. cit.*, p. 224.

nature, puisque les pays d'Europe qui leur achètent surtout des matières premières, n'ont qu'une quantité insuffisante de produits finis à leur donner en échange.

La comparaison des portefeuilles étrangers anglais et américain corrobore d'ailleurs cette observation et, alors que le premier ne comprend qu'une part minime de fonds d'État, c'est l'inverse pour le portefeuille américain qui comportait, en 1925, 69 pour cent de fonds d'État ou titres garantis par les États (1).

Cette situation est une conséquence de l'enrichissement que la guerre européenne a apporté à l'Amérique : M. A. Siegfried fait remarquer qu'il y a quelques années les plus grands financiers américains s'occupaient surtout chez eux, de chemins de fer, de mines, d'organisations industrielles, tandis qu'aujourd'hui le seul rayonnement de leur richesse leur a permis de prendre dans toutes les parties du monde des créances qui leur donnent une action prépondérante dans nombre d'entreprises ou même le contrôle politique de certains gouvernements.

Mais le caractère de l'action que les États-Unis paraissent devoir exercer respectivement vis-à-vis l'Ancien et le Nouveau Monde ressort plus particulièrement de la *répartition de leurs placements* entre les divers continents. En 1925, sur 10 milliards 405 millions de dollars de placements américains à l'extérieur (évaluation du Département of Commerce), les deux tiers environ étaient utilisés sur le continent

(1) *Ibid.*, p. 223. Dans les placements britanniques au dehors (étranger et colonies), les fonds d'État ne sont entrés que pour 33 p. 100 en 1913 et 40 p. 100 en 1925.

américain (Canada et Amérique latine) où ils servaient pour la plupart à développer des entreprises privées, tandis qu'un tiers à peine (2 milliards 500 millions de dollars) était affecté à l'Europe « pour y prendre des participations de tout repos dans des emprunts d'États ou de collectivités, c'est-à-dire pour exercer avec le minimum de risques et le maximum de revenus, un contrôle politique (1) ».

On peut remarquer aussi que dans cette répartition le Canada, à lui seul, détenait un chiffre de placements supérieur à ceux de l'Europe et, qu'en ce qui concerne l'Asie et l'Océanie, les fonds d'État entraient comme, pour l'Europe, pour une part très supérieure à celle des valeurs industrielles (60 p. 100 en valeurs d'État, et 40 p. 100 en valeurs industrielles).

Ces constatations semblent pouvoir permettre de conclure que, si les États-Unis ont accru leur influence politique en Europe en subventionnant ses gouvernements et ses institutions d'État, ils se détournent d'elle au point de vue économique pour consacrer la plus grande partie de leurs ressources financières à la mise en valeur ou à la conquête des énormes marchés que constitueront dans l'avenir l'Amérique latine et les pays encore inexploités d'Afrique, d'Océanie ou d'Extrême-Orient.

Ces déductions sont du même ordre que celles que nous avons tirées des résultats accusés par le mouvement des exportations américaines entre 1922 et 1929 et il est parfaitement logique que, si le commerce des

(1) Octave Homberg, *op. cit.*, p. 15.

Cette répartition du portefeuille étranger des États-Unis par continents telle que l'évalue le Département of Commerce à la fin de 1925 est donnée dans l'ouvrage déjà cité de M. Siegfried, p. 224.

États-Unis progresse rapidement dans les pays qui constituent sa zone naturelle d'exploitation, le capital financier concourt dans une mesure correspondante à ce développement.

Postérieurement à 1925, ce *mouvement des capitaux américains* s'est encore accentué dans le même sens que les exportations commerciales, puisqu'en 1929 les investissements de capitaux diminuaient en Europe pour se porter avec plus d'intensité que jamais sur le Canada, le Mexique, l'Amérique latine, l'Australasie et l'Afrique du Sud.

Parallèlement à ce mouvement offensif du capitalisme américain on observait un *mouvement en sens inverse des capitaux britanniques* qui, s'investissant de moins en moins dans les divers pays d'Amérique, augmentaient leurs participations dans les Dominions et colonies anglaises. C'est ainsi que de 1913 à 1928, les exportations de capitaux britanniques à destination de ces derniers territoires ont passé de 46 à 61 pour cent du total de ces exportations. Suivant M. Reissbach ce repliement des capitaux britanniques indique que l'Angleterre évolue vers le protectionnisme impérial et veut développer ses exportations à l'intérieur de son empire (1).

Il estime que cette évolution réduira la concurrence entre les marchés de Londres et de New-York, et qu'en fortifiant la position des autres pays exportateurs, et notamment de l'Allemagne, sur les marchés qui seront moins pénétrés par les capitaux britanni-

(1) E. Reissbach, *Protectionnisme*. Article paru dans le journal *die Bank* du 19 juillet 1930 et rapporté par Gaël Fain dans *l'Information* du 3 août 1930. — Le tableau ci-après établi par M. Reissbach

ques, elle poussera différents pays tels que les Indes ou la Chine, à mieux utiliser leurs capitaux pour développer leur production sous la direction de leurs banques nationales et à éliminer les intermédiaires étrangers.

Quels que soient les espoirs que ce recul de l'Angleterre ait pu éveiller chez les autres nations exportatrices de l'Europe ou auprès de certains nationalismes exotiques, on peut remarquer que la concentration de ses ressources financières sur ses propres colonies est justifié par le danger que présente les progrès réalisés dans ces mêmes colonies par le commerce américain au cours de ces dernières années (1).

On s'explique ainsi les raisons qui poussent les divers partis à se rallier progressivement à une solution protectionniste, qu'il s'agisse d'une union doua-

fait ressortir les progrès comparés des investissements et commerces extérieurs anglais et américains pendant la période 1913-1927.

Progression ou dépression en % pendant la période 1923-1927

	Amérique		Angleterre	
	Invest. de capitaux	Export. et import.	Invest. de capitaux	Export. et import.
Mexique	96	51	28,1	20,2
Cuba	594	104	7	20,8
Argentine	1.429	169	15	35
Brésil	852	104	23,4	20
Chili	2.605	105	17,5	5,5
Colombie	12.927	520	9,9	269,2
Vénézuéla	5.252	261	122,8	101,7
Pérou	331	375	5,7	82,4
Uruguay	1.187	247	9,4	52,8

On remarquera la proportion très considérable des investissements américains dans certains pays de l'Amérique du Sud ou de l'Amérique centrale. Il pourrait être intéressant de rechercher les raisons économiques ou politiques qui motivent leur importance.

(1) Voir 2^e partie, chap. IV *in fine*, le volume comparé pendant les années 1921-25 et 1929, des exportations américaines dans les colonies et dominions britanniques.

nière limitée à son origine, aux seules colonies britanniques comme l'ont proposé les lords Beaverbrook et Rothermeere ou d'un tarif douanier à but fiscal comme celui que préconise M. J.-M. Keynes (1).

En ce qui concerne l'Europe, la prédominance des prêts américains aux gouvernements, municipalités et institutions d'État sur les prêts industriels donne, ainsi que le dit M. Siegfried, à ces placements moins le caractère d'« une commandite d'entreprises productives nouvelles » que celui d'« un sauvetage de gouvernements ».

En 1925, ces prêts américains à l'Europe comprenaient une proportion de 73 pour cent en valeurs d'État et 27 pour cent seulement en valeurs industrielles ; mais ces deux catégories de prêts réunies ne constituaient que 24 pour cent du portefeuille étranger des États-Unis, c'est-à-dire une proportion inférieure à celle des prêts consentis au Canada (27 p. 100 du

(1) D'après M. J.-M. Keynes, l'Angleterre souffre d'une *augmentation de puissance de la production* qui est due à trois facteurs : progrès incessants dans le rendement de son industrie, qui est supérieur de 10 p. 100 à ce qu'il était en 1924 ; importance plus grande de la production et du travail féminins ; proportion plus grande de la population qui se trouve actuellement en âge de travailler. La baisse du prix des produits importés par rapport à celui des produits exportés y a aussi contribué. Il en résulte que la Grande-Bretagne n'utilise que les trois quarts de sa capacité de production. Pour remédier à la situation, il n'est pas partisan de la méthode de compression des prix et des salaires, mais d'une politique d'expansion économique qui redonnerait du stimulant à la production et permettrait de rétablir la *marge bénéficiaire* de l'industrie annihilée par la réduction des prix de vente par rapport aux prix de revient aggravés par les charges fiscales. En conséquence, pour atténuer les problèmes pressants qui pèsent sur le *budget*, pour rétablir la confiance et redonner de l'activité tant au *marché international des capitaux* dont Londres est le centre, qu'à l'industrie, il propose un *tarif douanier à but fiscal* comportant un tarif de 15 p. 100 pour les produits fabriqués, de 5 p. 100 pour certaines matières. Ce tarif procurerait 50 à 75 millions de livres sterling. J.-M. Keynes, *Le paradoxe de l'économie britannique* (*Information* du 15 mars 1931).

portefeuille), ce qui fait ressortir la faiblesse, relative d'ailleurs, des sacrifices consentis par les États-Unis pour la restauration économique de l'Europe.

En définitive, l'importance des capitaux américains investis en Europe (24 p. 100) ne paraît nullement en rapport avec le volume des échanges que les États-Unis entretiennent avec l'ancien continent puisque, d'après une étude publiée par le Dr Ralph-A. Young *L'économie internationale* d'octobre 1930 (1), l'Europe avait absorbé au cours de ces dernières années près de la moitié des exportations américaines et que le commerce général (importations et exportations réunies) de l'Europe avec les États-Unis, s'élevait pour ces derniers à plus d'un tiers du commerce total de l'Amérique du Nord avec le monde entier.

Il nous reste une dernière question à examiner ; c'est celle de savoir si ces prêts industriels, même réduits aux proportions que nous venons de préciser, permettent d'affirmer que l'Amérique effectue une sorte de conquête économique de l'Europe. Bien que nous ne possédions ni la documentation, ni la compétence qui permettraient, le cas échéant, de donner une réponse même approchée à cette question, nous nous référerons aux précisions qui ont été fournies par le Département du Commerce sur le montant total des « *direct investments* » américains, c'est-à-dire des placements intéressant les entreprises qui sont exploitées à l'étranger en toute propriété par des Américains

(1) *Les Etats-Unis et l'Europe* (Sans fil du 5 novembre 1930). Les considérations formulées par le docteur Young sont résumées dans cet article.

ou qui donnent lieu à des participations impliquant association réelle aux affaires (1).

En conséquence, sont considérés comme « direct investments » les titres des holdings américaines et en sont exclus les titres achetés par les particuliers dans un seul but de placement.

Or, le montant de ces investissements était en 1929 de 7 milliards et demi de dollars, soit approximativement la moitié des investissements à long terme à l'étranger.

Sur ce total la part de l'Europe était de 1.352 millions de dollars soit 34 milliards de francs, celle de la France de 3.225 millions seulement alors que ses placements à l'étranger atteignent 118 milliards, celle de l'Allemagne de 216 millions de dollars, soit en somme assez peu, alors qu'on avait dit après l'effondrement de sa monnaie, qu'elle était passée sous contrôle américain.

L'Europe elle-même ne vient qu'au troisième rang dans le tableau des investissements directs des États-Unis, après le Canada et l'Amérique du Sud, et à

(1) Ces renseignements sont tirés d'un article intitulé *La finance américaine et l'Europe* paru dans le journal *La tendance* du 30 décembre 1930 ; cet article se réfère lui-même à des statistiques fournies par le journal américain *L'Annalist*.

La part de l'Europe dans les « direct investments » est de 1 milliard 352 millions de dollars, sur 7 milliards 1/2 de dollars, qui équivalent à 34 milliards de francs et se répartissant comme il suit entre les principales nations européennes.

	Nombre d'affaires	Valeurs des investissements
Grande-Bretagne	389	485.235
Allemagne	186	216.514
France	203	145.009
Italie	87	113.216
Belgique	83	64.246

peu près au même rang que Cuba et les Indes occidentales. Par contre, on remarquera l'importance des investissements opérés en Angleterre (485.235 dollars) et ce fait, joint aux progrès inquiétants réalisés par le commerce américain dans les colonies anglaises ainsi qu'à l'ampleur prise par les établissements des États-Unis dans certains Dominions, ne peut qu'inciter les Anglais à prendre des mesures légitimes de préservation (1).

Les capitaux américains se sont encore investis en Europe dans des pays de jeune formation qui, comme la Pologne et l'Italie, leur semblaient présenter des garanties de stabilité en raison des régimes d'autorité qui y ont été instaurés depuis la guerre. En *Italie*, les prêts américains pouvaient s'évaluer en 1929 à 10 milliards de lires (s'ajoutant à 40 milliards de lire pour les emprunts de guerre) finançant l'État, les villes de Milan et de Rome, les entreprises électriques (près de 2 milliards de lires) et l'œuvre de rénovation agricole que Mussolini ne peut entreprendre qu'à l'aide d'un très large recours au capital étranger.

En *Pologne*, les Américains ont investi 8 milliards de

(1) En dépit de cette concurrence que nous relevons dans les domaines commercial et financier, d'après M. Siegfried (*op. cit.*, p. 211) il n'y a pas lieu d'exagérer cette espèce de rivalité anglo-américaine. Sans doute les Américains font-ils directement un nombre croissant de transactions, mais ils s'accommodent au fond du système britannique, dont l'usage est pratique et qui leur inspire confiance : c'est la base d'une *union de fait* entre les peuples anglo-saxons, habitués à travailler en commun en s'accordant mutuellement crédit. C'est ainsi qu'ils n'ont pas cherché à profiter de la faiblesse de la livre pour se substituer à l'Angleterre dans le financement du commerce international, même pour les exportations américaines de coton ou de blé. Ils n'ont pas entrepris non plus de mettre sur pied un régime de crédit mondial s'adressant aux acheteurs européens : ils se bornent à soutenir sur place le producteur américain par des avances bancaires dont la War Finance corporation a pris en son temps l'initiative.

francs qui constituent 65 pour cent de la dette extérieure ainsi que de nombreux emprunts de villes ou provinces : à la faveur de l'emprunt de stabilisation un *surveillant américain* a été imposé à la banque d'émission polonaise dont il contrôle les opérations ainsi que les finances publiques de l'État.

Quant à l'industrie privée, les investissements sont particulièrement importants et, d'après M. Ch. Pomaret, c'est au cœur même de la prospérité polonaise, en Silésie que « le capital américain afflue, commande et monopolise depuis 1920 avec une extraordinaire activité (1) ».

En résumé, les Américains ont financé sur l'ancien continent des gouvernements épuisés par la guerre ou de jeunes nationalités encore en voie de formation économique ou politique.

Mais bien que cette aide financière comporte des liens de dépendance qui éveillent certaines susceptibilités, on ne saurait désirer l'arrêt de ce courant de capitaux avant que la restauration de l'Europe ne soit à peu près terminée.

Si l'or et les réserves européennes se sont accumulés en Amérique pendant la guerre, il est d'autant plus légitime que ces éléments de richesse reviennent,

(1) Ces renseignements sur les investissements des États-Unis en Italie et en Pologne sont extraits des articles publiés dans le *Capital* au cours des derniers mois de 1930, par M. Charles Pomaret, sur *La conquête de l'Europe par les États-Unis*. — Nous devons signaler également que des initiatives privées américaines ont apporté un concours effectif et créé des investissements importants en Russie, pour la réussite du *plan d'équipement quinquennal*, notamment pour la construction d'un établissement hydroélectrique très puissant sur le Dnièper, la construction d'une cité moderne et d'usines Ford près de Nijni Novgorod, la réfection des transports, la rénovation de l'agriculture, etc. Voir l'article *Du nouveau à l'Est*, paru dans *La Tendence* du 5 février 1931.

du moins partiellement, coopérer à cette restauration que la circulation du capital financier est devenue une fonction essentielle de l'économie mondiale.

Sans doute les États-Unis envisagent la mise en valeur des immenses marchés d'Extrême-Orient et d'Amérique ; mais en portant secours aux vieilles nations européennes épuisées par leurs rivalités, ils se sont souvenus, malgré tout, que l'Amérique est fille de l'Europe et, en prêtant une aide généreuse à de jeunes nations issues de la guerre ou transformées par elles, ils nous font involontairement songer aux angoisses qu'éprouvaient, au lendemain de l'Indépendance, Hamilton et Jefferson, ces fondateurs de la puissance américaine, sur l'avenir économique et financier de leur patrie nouvellement libérée.

CONCLUSION

La période qui a suivi la guerre de 1914-1918 a été marquée par un renforcement des tendances protectionnistes de toutes les nations qui ont subi les conséquences désastreuses du conflit et se sont trouvées dans l'obligation de restaurer leur économie bouleversée par la guerre.

Cette orientation égoïste et étroite de leur politique économique semblait explicable de la part des *Etats européens*, qui, pour la plupart, divisés et appauvris par la guerre, avaient non seulement perdu leurs marchés exotiques, mais encore leurs débouchés européens par suite de la répartition et du morcellement de territoires appartenant aux anciennes collectivités politiques démembrées.

Mais elle paraissait difficilement compréhensible de la part des *Etats-Unis* qui, après s'être enrichis pendant la guerre des réserves financières de l'Europe, n'hésitaient pas après la guerre à fermer leur marché aux importations de leurs débiteurs, dont ils aggravaient la situation par une augmentation continue de leurs exportations.

En persistant ainsi, comme les mercantilistes les

plus rigoureux de jadis, à vouloir *vendre sans acheter* et à augmenter leurs avoirs à l'étranger pendant que ne cessait de grossir leur réserve de métal précieux, les Américains ne pouvaient qu'encourir le reproche d'*impérialisme* et à faire suspecter leurs exportations de capitaux.

De nombreux écrits ont déjà décrit les caractères de cet impérialisme : mais, dans le but de mieux approfondir ces caractères, il nous a semblé préférable, au lieu de recourir à la méthode d'observation directe, de faire précéder cette étude d'un examen de l'évolution subie par l'idée nationaliste et impérialiste au cours de l'histoire des doctrines économiques et, après avoir ainsi tenté de dégager quelques principes essentiels, de les appliquer à l'étude de l'*impérialisme américain*.

Ce procédé eut tout aussi bien permis de prendre comme objet d'étude, les *impérialismes anglais, japonais ou russe*.

Mais l'*impérialisme américain* se rattache plus directement à la technique industrielle moderne et il a un caractère économique plus accusé que tout autre. Enfin, au point de vue social, il présente à l'observation un milieu plus intéressant que ceux qu'auraient pu offrir, par exemple, des populations slaves ou asiatiques.

Quoiqu'il en soit, de cette étude nécessairement rapide eu égard à l'importance intrinsèque des sujets choisis, savoir : évolution de l'*impérialisme économique*, en général et de l'*impérialisme américain*, en particulier, il nous semble néanmoins possible de déduire les conclusions ci-après :

Il y a lieu de poser, tout d'abord, comme principe,

ainsi que nous l'avons d'ailleurs exprimé au cours de cet exposé, que les phénomènes économiques ne prennent toute leur signification que s'ils sont examinés sous l'incidence du milieu ou des événements politiques.

L'histoire économique n'est, comme l'a dit M. Henri Hauser, qu'un des aspects de l'histoire politique et *aujourd'hui plus que jamais, faire de l'économie, c'est faire de la politique ou inversement.*

Au moyen âge, nos grands argentiers et économistes servaient la politique nationale des rois de France ; dans les temps modernes, Bismarck constituait l'unité allemande quand il nouait les liens de l'union douanière germanique et les instigateurs de l'Anschluss économique songent à réaliser de nos jours le Mittel-Europa de Naumann, adopté par les pangermanistes.

L'histoire des États-Unis offre cet exemple remarquable que ce sont des hommes politiques comme Hamilton et Jefferson, qui posèrent, avant les économistes, les grandes lignes du développement économique américain, de même que, plus tard, Roosevelt fut l'animateur de l'impérialisme économique américain et que de nos jours le président Hoover insère la doctrine des hauts salaires dans le programme du parti républicain.

On peut également déduire comme conséquence que *l'impérialisme ne diffère pas essentiellement du nationalisme* : l'un et l'autre se rattachent à la formation de l'économie nationale, mais le dernier est un phénomène de croissance, tandis que l'impérialisme correspond au plein exercice de sa puissance.

Il est normal que ces deux phases se succèdent au

cours du développement économique d'une grande nation : de même qu'au nationalisme étroit de Montchrétien succède, après plusieurs siècles, la politique d'expansion commerciale de Colbert, de même au principe conservateur de Monroë fait suite, après une période d'ailleurs beaucoup plus rapide, la politique agressive de Mac Kinley ou impérialiste de Roosevelt.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle nous ne sommes guère sortis du cadre de l'économie nationale ; mais voici qu'au XIX^e siècle, le progrès scientifique détermine, par l'intensité croissante des échanges et le développement du machinisme, la formation d'une *économie mondiale* qui repose sur la division internationale du travail et la solidarité entre peuples différents.

C'est le moment où l'Angleterre qui s'est préparée, au cours de deux siècles de protectionnisme, à conquérir la suprématie économique, supprime ses barrières douanières désormais inutiles et convie tous les peuples au *libre échange universel*.

Le *commerce international* dont Ricardo et Smith ont donné la formule et dont David Humes avait, au siècle précédent, célébré les bienfaits, tant en ce qui concerne le développement de la richesse des nations que du bien-être des individus, lui procure des débouchés quasi illimités dans tous les coins du globe.

Mais la *division internationale du travail* qui constitue la trame de l'économie mondiale et est à la base des échanges fait son œuvre : des centres nouveaux se forment, ruinant les anciens et bouleversant les

courants commerciaux (1). Les nations s'industrialisent les unes après les autres, des rivaux jeunes et ardents se lèvent à l'horizon, Allemagne, États-Unis, Japon, et montent à l'assaut des forteresses industrielles britanniques, industries du fer, de l'acier et du coton, etc. (2).

A l'esprit de fraternité universelle qui a marqué l'ère du libre échange, succède une vague de *protectionnismes* divers qui dégénèrent en *impérialismes* dès que les États surindustrialisés se sentent en mesure de réaliser les immenses bénéfices que procure le machinisme moderne.

Ce n'est déjà plus, comme l'avait préconisé David Humes, la préoccupation humanitaire de procurer un standard de vie supérieur aux peuples civilisés qui anime ces ardentes compétitions, mais un désir intense de s'approprier des richesses qu'édifie la concentration industrielle ou le souci d'alimenter des budgets qui deviennent des gouffres dévorants.

L'esprit matérialiste semble triompher dans l'ordre politique comme dans l'ordre privé, ne laissant aucun répit à l'humanité qui travaille sans arrêt dans les pays en voie d'industrialisation et sans se douter qu'elle marche à grands pas vers la *surproduction* qui doit déchaîner la grande crise mondiale.

L'ambition des peuples comme l'esprit de lucre des individus n'a plus de bornes : en Allemagne s'est formée une *théorie des grandes unités économiques*, véri-

(1) Voir au chapitre II, 1^{re} partie, les répercussions qu'a entraîné la formation de l'économie mondiale sur les courants commerciaux.

(2) Voir au chapitre III, 1^{re} partie, la formation du nationalisme et de l'impérialisme économiques pendant les xix^e et xx^e siècles.

table déviation de l'esprit national, qui a mis l'Europe et le monde en feu pour des mobiles tout aussi économiques que politiques.

L'industrialisation, pratiquée avec excès, ne place-t-elle pas les peuples dans l'obligation de s'emparer des débouchés extérieurs pour écouler les produits dont le marché intérieur est saturé ?

Or, la guerre mondiale a montré que la *violence* n'était pas le moyen le plus efficace pour atteindre le but cherché et qu'il était préférable de recourir à l'*exportation des capitaux*.

La *puissance financière* est donc l'arme appropriée des peuples en mal d'impérialisme et les pays susceptibles de servir de débouchés aux États surindustrialisés forment le terrain sur lequel se développent fatalement leurs rivalités.

Les *marxistes* ont cru voir dans ces dernières le prélude des bouleversements dans lesquels était destiné à sombrer le régime capitaliste et, dans le but de précipiter cette évolution en provoquant des troubles sociaux ou économiques, ils n'ont pas hésité à attenter aux libertés civiles et politiques de tout un peuple pour inonder, au mépris de toutes les lois économiques, les marchés des pays civilisés avec des articles fabriqués sans tenir aucun compte des éléments habituels du prix de revient (1).

« A aucun moment de notre histoire, dit M. Paul Maquenne, la *surenchère protectionniste* n'a connu la

(1) Dans un article intitulé *La riposte au dumping russe* et inséré dans le *Capital* du 27 avril 1931, il est fait remarquer que les Soviets n'auraient jamais pu édifier un plan quinquennal ni songer à un dumping si le matériel et les techniciens qui leur étaient nécessaires à cet effet ne leur avaient pas été fournis par l'Allemagne et par les États-Unis.

vogue qu'elle a en ce moment dans tout l'univers. Le dumping russe a agi sur elle comme un coup de fouet. Les mesures douanières se précipitent...

« Il n'est question que de déconsolidation des droits « consolidés », d'amender ou de dénoncer les traités de commerce : les vieux systèmes contractuels semblent avoir fait leur temps. La *clause de la nation la plus favorisée* est mise au rancart, la « *réciprocité* » a la vedette d'aujourd'hui : on croit innover et pourtant on n'a réussi qu'à décrocher de vieilles armes aux antiques panoplies et il n'est pas jusqu'aux clauses secrètes qu'on n'ait commencé à faire revivre (1) ».

Ainsi l'état de trouble économique est tel que les mesures impérialistes de certains pays provoquent une recrudescence des mesures protectionnistes des pays menacés, lesquels s'équipent en attendant de passer à leur tour à des offensives qui menacent de prolonger indéfiniment cette perturbation générale.

Ce sentiment de défiance fait non seulement échec aux diverses tentatives *d'entente internationale* (2), mais s'insinue dans le public, paralyse les transactions commerciales et boursières et complique le phé-

(1) M. Paul Maquenne, *La farce du cadenas* (*Capital* du 25 avril 1931. — Suivant l'auteur, il arrive dans cette course aux armements douaniers, que l'on détourne de leur destination primitive des instruments d'une légitimité originelle instable. Tel est le cas de la Loi du Cadenas de 1897, dont le champ d'application se trouve étendu de jour en jour à de nouveaux droits de douane, sans que l'on songe à faire ratifier par des textes législatifs dans les délais voulus, les décrets pris par le pouvoir exécutif.

(2) D'après M. Joseph Barthélemy ce sentiment de défiance est une des causes qui ont fait échouer en 1930 la conférence économique de Genève et la conférence des céréales. J. Barthélemy, *En attendant la paix économique* (*Information*, 1931).

nomène de surproduction générale d'une *crise de confiance* qui s'oppose à toute reprise des affaires (1).

Quant au *commerce international*, il est devenu, suivant une expression de M. Édouard Herriot, qui reprend lui-même une pensée de M. Truchy une « véritable course d'obstacles », obligé qu'il est de franchir toutes les murailles douanières.

Mais est-ce là le dernier terme de l'évolution économique et est-il réellement impossible d'accorder ainsi que le demande M. J. Caillaux, le règne de l'*économie organisée* avec le maintien du capitalisme.

« Mes contradicteurs, dit-il, en parlant des socialistes seraient-ils à ce point étrangers aux mouvements des faits et des idées qu'ils ne discerneraient pas les prodromes de la grande *évolution économique* ? Ne verraient-ils pas le travail sourd d'union, de fédération, de fusion des forces économiques qui se poursuit en Europe ? N'apercevraient-ils pas les cartels qui s'organisent un peu partout, l'ingénieux système des « quota » qu'on élabore ? Singulièrement dépourvu d'intuition celui qui ne comprend pas qu'une transformation de ce qu'on appelle improprement le capitalisme, qui n'est en réalité qu'un sous-produit du libéralisme, est à l'horizon. Les linéaments d'un ordre nouveau, que, en ses puissantes anticipations, Walter Rathenau a entrevu, commencent à se dessiner (2) ».

(1) D'après le baron Mourre le consommateur a bien des disponibilités suffisantes pour acheter, mais il préfère les garder par suite du découragement où il est plongé. Il en résulte que la monnaie se retire de la circulation pour se réfugier dans les encaisses des banques qui grossissent et entraînent une forte baisse du taux de l'escompte. Baron Mourre, *La surproduction générale* (*Information* du 3 février 1931).

(2) M. Joseph Caillaux, *Du vent, des tempêtes* (*Capital*, 1931).

Les «linéaments» de cet ordre nouveau, à la formation duquel se rapportent en toute certitude les troubles économiques de l'époque actuelle, devraient permettre, d'ores et déjà, de discerner un certain lien de coordination entre les masses économiques dont parle M. René Giraud, et qui se sont formées au xix^e siècle autour des sources de richesses, en dehors de toute préoccupation de frontières (1).

Mais la doctrine ne donne aucune indication à ce sujet.

« Les enseignements de la veille, de la grande école du « laissez faire » sont périmés pour partie. Nul ne les a remis au point. Les disciples des *Cobden*, des *Bastiat*, etc. se sont satisfaits de paraphraser les écrits des maîtres. Errements analogues dans le parti socialiste ! On y ressasse *Karl Marx*, ou plutôt on ne retient de l'œuvre de ce grand esprit que ce qui flatte les appétits vulgaires, ce qui sert la démagogie électorale...

« Pas plus d'un côté que de l'autre, il n'est entrepris un rajeunissement de la science. Et ainsi aucun plan vigoureux ne surgit, n'est tracé, imposé aux dirigeants de la production que cependant la technicité tous les jours en progrès pousse à coups de fouet devant elle (2) ».

Cependant Walter Ratheneau a dit que : « *L'orga-*

« Le socialisme, dit M. J. Caillaux, dans aucune de ses accessions au pouvoir, n'est parvenu à une réalisation politique de quelque envergure ; le bolchevisme ne paraît pas devoir mieux faire, attaché qu'il est à poursuivre une chimère sans apercevoir le travail de transformation qui s'opère dans l'Europe capitaliste ».

(1) René Giraud, *Etats-Unis d'Europe* (*Capital* de 1931). Question traitée au cours de l'Introduction.

(2) J. Caillaux, *Le désordre économique* (*Capital* du 9 juillet 1930).

nisation économique n'est plus chose privée, mais *affaire de la collectivité* ».

Et en présence de cette transformation profonde des conditions économiques M. J. Caillaux conclut que :

« Les penseurs, les hommes d'État, les producteurs avertis en déduiront la nécessité non seulement de rationaliser dans chaque pays, mais de coordonner l'industrie par-dessus les frontières, de la coordonner sous l'égide des pouvoirs publics en l'informant, au moyen de service de statistique générale qui fait défaut... des possibilités de consommation... »

Ce pénible travail de coordination entre les économies nationale et internationale auquel fait allusion M. Caillaux et qui provoque aujourd'hui les réactions si violentes du nationalisme et de l'impérialisme économiques remonte à plus d'un siècle et est décrit en ces termes par M. Lucien Brocard.

« Un conflit aigu suscité principalement par des malentendus a éclaté, vers la fin du XVIII^e siècle, entre *l'économie politique traditionnelle* et *l'économie dite nationale* ; il s'est prolongé en France surtout, avec une extrême vivacité, presque jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Ce conflit a mis en opposition une conception qui, au moins de l'étude théorique des phénomènes économiques, fait systématiquement abstraction de la nation, et une autre qui envisage exclusivement, ou peu s'en faut, la collaboration nationale et va presque jusqu'à circonscrire dans les frontières nationales le jeu des lois économiques... Du conflit entre ces deux réalités qui, en s'opposant l'une à l'autre, se développent l'une par l'autre, surgissent une multitude de problèmes, pour les solutions desquels nous

font encore partiellement défaut les principes directeurs et les bases de coordination (1) ».

L'ensemble de ses diverses opinions nous amène à penser que la *transformation économique de l'Europe* ne peut s'accomplir et ne s'accomplit effectivement, malgré ses contradictions, qu'en liaison étroite avec l'économie mondiale. Cette conclusion concorde avec les déductions que nous avons tirées de l'étude des conditions dans lesquelles s'est formée au cours du XIX^e siècle cette même économie mondiale (2) ainsi que les capitalismes industriel et financier (3).

Comme le dit M. Édouard Herriot (4), l'organisation de l'*Univers économique* est un idéal que nous ne verrons pas réaliser ; mais « *L'entente européenne* est une étape vers ce but et, comme le disait récemment M. Loucheur à Genève, *l'Amérique* doit être la première à la souhaiter ».

Mais ainsi qu'il ressort également de l'étude que nous avons faite sur l'évolution de l'économie américaine, les États-Unis ne paraissent nullement s'orienter vers l'idée d'une coopération européenne ou internationale en matière économique.

S'ils sont intervenus pendant la guerre en faveur des nations occidentales de l'Europe et s'ils ont con-

(1) Lucien Broccard, *Economie nationale et internationale* (*Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1928).

(2) Voir au chapitre II (1^{re} partie) la formation de l'économie mondiale et au chapitre III la critique des *systèmes autarchiques* avec l'exposé des causes de l'échec subi par la tentative d'*impérialisme britannique* effectuée par Chamberlain.

(3) Voir au chapitre IV (1^{re} partie) la formation du *Capital financier* d'après Hilferding et la critique de la théorie de Boukharine sur les « trusts capitalistes nationaux » et internationaux.

(4) Édouard Herriot, *Devant l'expansion économique des États-Unis. Nécessité d'unir l'Europe* (*Capital* du 10 juillet 1929).

tinué après la guerre leur œuvre *d'assistance financière*, on ne peut fermer les yeux sur le fait que leur *expansion commerciale*, dont l'*exportation des capitaux* préparait, ou consolidait, suivant le cas, les résultats, s'est développée avec une singulière continuité de vues vers les immenses marchés qui constituent en quelque sorte leur zone naturelle. Ils n'ont pas hésité à profiter de la carence des nations européennes pendant et après la guerre pour les déloger des positions qu'elles occupaient jadis sur les marchés mondiaux, envahissant avec une étonnante facilité les colonies et Dominions britanniques et traitant sans égards la vieille Europe (1).

Comme les États-Unis ont fermé presque hermétiquement leur *marché intérieur* aux importations, ils en sont encore, en matière de commerce extérieur,

(1) Qu'il s'agisse de leurs relations commerciales avec des pays neufs ou avec les vieilles nations de l'ancien continent, les États-Unis recherchent obstinément *l'amélioration de leur balance commerciale* par le développement des exportations. — D'après M. Edouard Herriot, en même temps qu'ils essaient de se défendre contre les monopoles étrangers (quinine, potasse), ils prétendent, même par la diplomatie et au cours des négociations, nous interdire de protéger nos créateurs, au besoin en mettant en cause des membres de notre gouvernement.

En Allemagne, la General Motor a mis la main sur une maison essentiellement allemande, la maison Adam Opel.

« Le consortium allemand... se lamente de cet affront infligé au patriotisme économique allemand, de cette conséquence du conflit ouvert entre les deux colosses du monde moderne : Ford et la General Motor.

« Ces colosses viennent se battre sur le sol de notre vieille Europe. Ils dévorent à grandes dents. Ford s'installe en Irlande, à Cork et à Wagenham en Angleterre. On établit chez nous des comptoirs comme, jadis, nous en établissions nous-mêmes chez les nègres ».

Le gouvernement de Washington ne reconnaît pas les Soviets : mais il n'en est pas de même des industriels : au début de juin 1929, le gouvernement soviétique venait de signer avec Ford un accord en vue de la construction à Nijni-Novogorod d'une usine qui produirait 6.000 voitures la première année, et 100.000 après cinq ans... » Ed. Herriot, *Nécessité d'unir l'Europe* (Capital du 10 juillet 1929).

à la conception du *colbertisme* qui était de vendre sans acheter, alors que d'*Argenson* avait déjà à cette époque relevé la contradiction manifeste qu'il y a de vouloir simultanément développer les exportations et limiter les importations (1), que plus tard *Ricardo* et *Smith* ont donné la formule du commerce international, que de nos jours l'accroissement des besoins matériels et intellectuels de tous les peuples les a rendus plus que jamais solidaires les uns des autres et développé les liens de l'économie mondiale.

Quelque vaste que soit ce *marché intérieur* qu'il ont gardé si jalousement du contact de l'étranger, sa capacité d'absorption a paru insuffisante par rapport à la puissance de production de leurs industries standardisées et les Américains poursuivent la réalisation d'une *vaste entité économique* qui, s'étendant d'un pôle à l'autre sur tout le continent américain et de l'Afrique australe à l'Extrême-Orient ou à l'Australie, leur permettra de disposer de toutes les sources de matières premières ainsi que de tous les marchés de consommateurs dont ils auront besoin.

Mais l'économie américaine subit malgré tout les conséquences qu'entraîne l'accélération de son évolution économique.

« L'impunité, dit M. Siegfried, n'existe plus au jourd'hui pour les Américains comme au temps de leur isolement. En effet, alors qu'il était autrefois impossible à l'Europe d'exercer des *représailles* contre le coton, le pétrole ou le blé, il devient relativement aisé pour elle d'exercer des représailles, et fort effi-

(1) Voir au chapitre. II, (1^{re} partie), la formation de la théorie du commerce international.

caces contre les films de cinéma, les automobiles ou les machines (1) ».

Indépendamment des représailles possibles, le *commerce d'exportations* des États-Unis n'a-t-il pas souffert, comme l'a démontré M. Corrado Gini de la diminution des crédits consentis par eux à l'étranger au cours des dernières années, par l'obligation du paiement des dettes, etc. (2).

En matière de capitaux, la *crise de spéculation financière* qui a sévi au cours des années 1929 et 1930 n'a-t-elle pas eu sa répercussion en Europe et la *crise de surproduction générale* n'a-t-elle pas fait sentir simultanément ses effets en Europe et en Amérique : sous ces auspices, est-il vraisemblable que les Américains réussiront indéfiniment dans l'avenir à maintenir des *niveaux de salaires et de vie* trois à quatre fois supérieurs à ceux de l'Europe ?

« Il a suffi de dix-huit mois, dit M. Van der Velde (3), pour que les écailles tombent des yeux et que le États-Unis apparaissent tels qu'ils sont, avec leurs richesses naturelles immenses, leur supertechnique à haute tension, leur marché dont la capacité d'absorption semblait inépuisable. On a déchanté depuis lors — mais aussi leur ploutocratie dominatrice, leur classe ouvrière mal organisée, passivement soumise, sauf de trop rares exceptions, à la loi des maîtres, dépourvue de toutes les garanties que donne au prolétariat euro-

(1) A. Siegfried, *La politique douanière des Etats-Unis* (Capital, avril 1931).

(2) Corrado Gini, *La crise mondiale* (Information, 9 septembre 1930). Voir également la question des crédits américains en Europe exposée au chapitre V de la 2^e partie.

(3) Emile Van der Velde, *Les Etats-Unis et la crise* (La Dépêche de Toulouse, 13 avril 1931).

péen une *législation sociale* durement conquise, bref, fatalement condamnée, lorsque viendraient les années maigres, à étaler sur le pavé des rues la misère effrayante et l'abandon scandaleux de cinq ou six millions de chômeurs ».

Nous avons exposé, avant que ces lignes n'aient paru, comment la théorie américaine de la production repose en quelque sorte sur le maintien d'une *hiérarchie technique et sociale* à la tête de laquelle est l'Américain « cent pour cent » et à la base l'ouvrier non spécialisé, d'origine étrangère ou exotique, véritable *écrou de la production*, selon l'expression de M. Siegfried (1).

Ainsi que nous l'avons vu également dans la formation de la nationalité américaine (2) la question économique se complique d'une *question ethnographique* : aux yeux de l'Américain de pure race « tout ce que les États-Unis ont accompli a été dû aux éléments simples et austères du caractère américain (3) ».

Or la natalité des Américains de pure race diminue très sensiblement, tandis que celle des races exotiques ou étrangères augmente de manière inquiétante.

(1) Voir la formation et la structure de cette hiérarchie au chapitre II, 2^e partie : La théorie américaine de la production.

(2) Voir au chapitre I, (2^e partie) : La formation de la nationalité américaine.

(3) Firmin Roz, *Quelques caractères actuels de la vie américaine* (*Capital* du 1^{er} mai 1931).

Cette question de la *fusion des races* qui a un caractère angoissant pour l'avenir de la nation américaine, a provoqué les sévères mesures destinées à sélectionner et réduire l'immigration : elle a inspiré l'œuvre patriotique de Roosevelt opposant à la vague du matérialisme moderne la pure tradition de Lincoln et de Washington, cherchant à élever le sentiment national de l'Amérique au niveau de sa puissance matérielle et de ses destinées.

Elle explique aussi le culte avec lequel les Américains entretiennent la tradition nationale, multiplient avec un luxe impressionnant les œuvres éducatives et poursuivent l'éducation de l'individu au sein même de la société (1).

Mais, indépendamment de la *question ouvrière*, qui ne peut être considérée comme solutionnée malgré tout le confort matériel dont jouit en principe le travailleur, et de la *nationalité* qui n'est pas encore stabilisée, en dépit de toutes les mesures restrictives de l'immigration et même de la natalité de certaines races, il reste un problème capital à résoudre : c'est celui de savoir quel sera définitivement le *caractère psychologique et social de la civilisation américaine*.

« Les États-Unis, plus que toute autre nation, dit M. Firmin Roz, sont dominés par la machine » (2).

Comme le fond de la civilisation américaine est *anglo-saxon*, le machinisme a accentué en même

(1) Voir à la 2^e partie (partie générale et chapitre 1^{er}) l'analyse des principes d'éducation nationale qui sont donnés par Roosevelt dans ses œuvres, en particulier, dans la *Vie intense* et l'*Idéal américain* et l'exposé de la critique qui est faite par Brunetière de l'ouvrage d'Edmond de Nevers sur *L'âme américaine*.

(2) F. Roz, art. susvisé (*Capital* du 1^{er} mai 1931).

temps le caractère réalisateur de la race dominante et la passivité des éléments subordonnés dont la masse tire son origine de formations communautaires (1).

Utilisant la toute-puissance de l'industrialisme moderne, ils ont poussé jusqu'à son terme extrême, terme logique d'ailleurs comme toutes les créations de l'économie et de la politique américaines, le principe de l'*efficiency* ou du rendement maximum formulé avec tant de netteté par Richard Baxter et le grand Franklin lui-même, constituant sur cette base suivant l'expression de M. Siegfried, une véritable *théocratie de rendement*, c'est-à-dire une société dans laquelle toute l'organisation économique, sociale, éducative, religieuse et même artistique est subordonnée au même but.

En raison même de sa nature, ce but donne nécessairement la priorité aux tendances réalisatrices sur les tendances spiritualistes, à la machine sur le travailleur isolé, reléguant parmi les formes démodées de la production la conception individualiste de l'*artisanat* qui permettait jadis au travailleur d'apporter

(1) Le principe de l'*efficiency* peut être considéré, ainsi que l'a fait remarquer M. Octave Homberg, comme une sorte de Covenant mystique érigeant la fonction économique au niveau du devoir religieux analogue à la notion du « *service* » qui a assimilé la fonction industrielle ou commerciale à un devoir d'état. Ce principe qui est dans la pure tradition américaine a été apporté en Amérique par les émigrants du *May Flower* et constitue aujourd'hui la règle idéale « de ce businessman qui se condamne volontairement lui-même au « *hard labour* », aux travaux forcés à perpétuité, renonçant aux loisirs qui permettent à l'esprit de goûter tant de plaisirs... » Voir l'exposé du principe qui a été fait au chapitre 1^{er} de la 2^e partie.

On peut remarquer d'ailleurs que ce principe de l'*Efficiency* n'est que la transposition dans le domaine religieux et social, de cette recherche du profit que Sombart, Hilferding, Carnegie et Gide considèrent comme étant le principe moteur de l'activité industrielle moderne. Ce dernier sujet a été traité au chapitre IV, 1^{re} partie, à l'occasion de la formation du capital financier.

ses conceptions particulières à l'exécution de sa tâche.

De cette production, qui a pris le caractère collectif sinon collectiviste (1), est issue une richesse qui a permis de donner une aisance uniforme à toutes les classes de la société ; mais ce résultat a été obtenu au détriment de la *famille*, qui a été diminuée au profit de la société trop puissamment organisée, et de l'*individu* dont on a atrophié la personnalité en le standardisant jusque dans son home et dans ses distractions particulières (2).

Cet état de choses a produit une civilisation qui diffère profondément de la civilisation européenne et qui a été décrite en ces termes par M. Siegfried : « Le milieu américain tend à prendre l'aspect d'un

(1) Aldous Huxley, le Marcel Proust anglais (*Contrepoint*, II, p. 108) enveloppe dans une même condamnation bolchevistes, socialistes et conservateurs.

« Ils croient tous à l'industrialisation sous une forme ou sous une autre : ils croient tous à l'américanisation. Songez à l'idéal bolcheviste : c'est l'Amérique fortement exagérée. L'Amérique avec des services gouvernementaux à la place des trusts et des fonctionnaires au lieu de riches. Et puis l'idéal du reste de l'Europe ? C'est la même chose, sauf que les riches y sont conservés. D'un côté le machinisme et les fonctionnaires. De l'autre le machinisme et Alfred Mond ou Henry Ford ». D'après M. Van der Velde, *Les Etats-Unis et la crise* (*Dépêche* du 1^{er} avril 1931).

Quelque avancée que puisse paraître cette opinion, elle se rattache à celles que nous avons déjà citées sur la nécessité de donner une organisation rationnelle à l'économie, et peut être comparée aux organisations exposées dans l'article de M. Joseph Barthélemy *Economie organisée, économie administrée, économie gouvernée* (*Capital* du 1^{er} mai 1930).

(2) D'après M. Firmin Roz, art. susvisé (*Capital* du 1^{er} mai 1931), la standardisation a pénétré dans l'ordre des valeurs spirituelles et a été appliquée aux journaux, périodiques, romans à succès, films de cinéma, etc. On a tout fait aux États Unis pour populariser les choses de l'esprit, démocratiser les connaissances. Mais, dit M. Roz, « ce ne sont pas là des conditions favorables au progrès d'une culture propre à nourrir de grandes créations scientifiques, des œuvres d'art originales ».

D'après M. Siegfried, dans les universités elles mêmes les étudiants

collectivisme de fait, voulu des élites, et allègrement accepté de la masse, qui subrepticement, mine la liberté de l'homme...

« De ce point de vue, la *communauté américaine*, plus que nos sociétés de l'Europe occidentale, issues du moyen âge ou de la Révolution, tend à ressembler à la société antique, dans laquelle le citoyen appartenait à la cité. Le rêve de Rousseau se trouve ainsi réalisé... par l'effet d'un régime de production industrielle qu'il ne pouvait prévoir ».

En définitive les Américains ont constitué une société de rendement qui a permis de doter leur pays d'une *richesse* sans égale et leurs travailleurs d'un *bien-être matériel* auquel aspireront sans doute longtemps encore ceux de la vieille Europe.

Mais leurs techniciens ont usé du progrès scientifique sans tenir compte des conditions économiques et ils ont déchaîné une crise de surproduction en déprimant les forces spirituelles de l'individu trop asservi à la machine.

Cette situation n'est pas absolument spéciale aux États-Unis : mais le phénomène de *surproduction générale* s'y présente avec plus d'acuité qu'ailleurs et chaque jour qui passe montre de manière de

sollicitent l'enseignement d'une vérité toute faite et demandent aux maîtres moins une culture qu'un instrument de succès.

« Rien qui ressemble davantage à la discipline allemande que cet embrigadement susceptible de résultats matériels splendides... La même crainte instinctive que ressentait la France devant le système germanique, à la veille de la guerre, elle l'éprouve maintenant à l'égard de certaines méthodes américaines, symbolisées dans l'usine Ford... Si ce système triomphe... tout ce qui demeure entre nos mains s'épanouira en réalisations de richesses, mais elle hésite à payer le prix. Plus d'un chez nous se redit le vers de Lucrèce : « *Propter vitam perdere causas* ». A. Siegfried, *Civilisation européenne et civilisation française (La marche de France)*, 12^e année, vol. IX.

plus en plus évidente cette vérité que les besoins de l'humanité peuvent, en raison des progrès de la technique, être assurés avec une moindre dépense de travail, ce qui condamne nécessairement une fraction des populations à l'oisiveté ou au chômage (1) .

On doit en tirer comme conséquence qu'il faut, comme le demandent à peu près unanimement les hommes politiques et les économistes, *organiser l'économie*, c'est-à-dire mettre la production en harmonie avec la consommation et, en ce qui concerne le travailleur isolé, lui restituer les heures qu'on lui a pris pour fabriquer des objets inutiles afin qu'il les consacre à son perfectionnement *intellectuel* et *moral*, à des loisirs qui lui permettront de régénérer son individualisme déprimé par la machine ou une standardisation qui aurait même gagné ses heures de repos (2).

C'est pourquoi nous permettrons de conclure avec M. Van der Velde :

« Mæterlinck, dans sa *Vie des termites*, prévoit que les sociétés futures risquent d'être automatisées comme le sont les sociétés d'insectes.

« Mais l'automatisme de certaines fractions a-t-il pour conséquence l'automatisation de l'organisme

(1) C'est ce que J.-M. Keynes définit sous le nom de « chômage technique ». *Coup d'œil sur les progrès passés et futurs de l'Economie mondiale* (Information d'octobre 1930). Voir chapitre IV, 2^e partie.

(2) Voir l'article de M. Albert Despaux, *La prospérité économique par la réduction de la durée du travail* (Information du 26 février 1931). Question traitée au chapitre V de la 2^e partie.

Dans le même ordre d'idées, M. Albert Thomas de la Commission de chômage du Bureau international du travail de Genève s'est déclaré favorable à la diminution de la durée du travail hebdomadaire à cinq jours ou du travail quotidien à sept heures.

Enfin, en ce qui concerne la standardisation qui a gagné les divers modes de distraction offerts au public américain, voir l'article susvisé de M. F. Roz sur *Quelques caractères actuels de la vie américaine* (Capital du 1^{er} mai 1931).

tout entier ? L'automatisme de la marche, par exemple, paralyse-t-il la vie intellectuelle ? Ne lui permet-elle pas au contraire, d'être plus lâche et plus active ? De même ce serait à désespérer de tout si d'une humanité qui, pendant de brèves journées, n'aurait qu'à surveiller le fonctionnement automatique d'un outillage travaillant pour elle, ne se dégageraient point des *forces spirituelles* inconnues dans un monde où le travailleur se voit mesurer au compte-gouttes le loisir, le bien-être et la liberté (1) ».

Vu :
Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu :
Le Président de thèse,
WILLIAM OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Université de Paris,
CHARLÉTY.

(1) Van der Velde, *Les Etats-Unis et la crise* (*La Dépêche* du 13 avril 1931).

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- AFANASSIEV. — *Le commerce des céréales en France au XVIII^e siècle*. Cité par Permezel.
- ANDLER II. — *La grande Allemagne et l'Europe centrale vers 1950-(1895)*, cité par Danos.
- AULARD. — *Histoire politique de la Révolution française*.
- BOUKHARINE. — *L'économie mondiale et l'impérialisme*.
- CARNEGIE. — *Autobiographie*. 1905, cité par Hovikan.
- *Empire des affaires*. Cité par L. Dechesne.
- DANOS. — *L'idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur*. Thèse, Paris, 1921.
- DECHESNE (Laurent). — *Economie mondiale et protectionnisme*.
- DELAISI. — *Les deux Europes*.
- DEMOLINS (E.). — *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*.
- DESSAUX (P.) — *Montchrétien et l'économie politique nationale*. Thèse Paris, 1901.
- DIONNET (G.). — *Le néomercantilisme au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle*. Thèse Paris, 1901.
- DRIAULT. — *Les problèmes politiques et sociaux à la fin du XIX^e siècle*. Cité par Patouillet.
- GIDE (Charles). — *La lutte pour le profit*.
- *La solidarité économique*.
- HILFERDING (Rudolph) et BAUER (Otto). — *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*. Cité par Hovikan.

- HILFERDING (R). — *Das Finanz-Kapital*.
- HOMBERG (Octave). — *L'impérialisme américain*.
- HOVIKIAN (Artaki). — *L'impérialisme économique d'après les doctrines socialistes contemporaines*. Thèse, Paris, 1927.
- ISSAIEV. — *L'économie mondiale*. Cité par Boukharine.
- KAUTSKY (Karl). — *Nationalstaat, imperialistischer Staat und Staaten bund*. Cité par Boukharine.
- LIEFMANN. — *Beteiligungs und Finanzierungsgesellschaften*. Cité par Boukharine.
- LIST (Frédéric). — *Système national d'économie politique*.
- MEYNAU (J. de). — *Les doctrines économiques de Colbert*. Thèse, Paris, 1900.
- MIREAUX (Émile). — *Les miracles du crédit*.
- NAUMANN. — *Mittel-Europa*. 1915.
- NAZAREVSKI. — *Esquisse de l'histoire de et la théorie collective capitaliste*. Moscou 1912, cité par Boukharine.
- NOWAK (Jerzy). — *L'idée de l'autarchie économique*. Thèse, Paris, 1925.
- NOGARO (Bertrand) et OUALID (William). — *L'évolution du commerce, du crédit et des transports depuis cent cinquante ans*.
- MARX (Karl). — *Le capital* : livre I, t. II et IV ; livre III, t. II.
- PATOUILLET. — *L'impérialisme américain*. Thèse, Dijon, 1904.
- PERMEZEL. — *Les idées des physiocrates en matière de commerce international*. Thèse, Lyon, 1907.
- QUILLET. — *Géographie générale* : t. III, l'Angleterre industrielle, par Georges Martin ; t. VII.
- RÄTHENAU (Walter). — *Où va le monde ?* Traduit par Jańkelevitch, cité par Hovikian.
- RIST (Charles). — *La déflation en pratique*.
- ROZ (Firmin). — *L'Amérique nouvelle*.

ROOSEVELT. — *L'idéal américain.*

— *La vie intense.*

SCHELLE. — *Le bilan du protectionnisme en France.*

SCHMOLLER (Gustav). — *Das Merkantil-system in seiner historischen Bedeutung.* Cité par L. Dechesne.

SIEGFRIED (André). — *L'Amérique d'aujourd'hui.*

SOMBART (Werner). — *Der Bourgeois.* Cité par Hovikian.

TRUCHY. — *Précis d'économie politique.*

VÈNE (A.). — *Antoine de Montchrétien et le nationalisme économique.* Thèse, Paris, 1923.

WEBER. — *Deutschland und der Imperialismus* (Preuss Jahrbücher, Berlin, 1904), cité par L. Dechesne.

PÉRIODIQUES

Conférences

Achille VIALATE : L'évolution de la doctrine économique aux États-Unis depuis la guerre (*Conférences à l'Institut des études américaines du Comité France-Amérique*).

André TARDIEU : La doctrine de Monroë, Conférence du 28 avril 1911 (*Conférences à la Société des anciens élèves et élèves de l'Ecole des Sciences politiques, question de politique étrangère de l'Amérique du Nord*).

Le Correspondant

Bernard de LACOMBE : *L'idéal américain* (Commentaire de l'ouvrage de Roosevelt), 10 octobre 1893.

Octave NOËL : *Le péril américain*, 25 mars et 10 avril 1899.

Lectures pour tous

La menace de l'armée rouge, février 1929.

La Marche de France

André SIEGFRIED : *Civilisation européenne et américaine*
12^e année (1930), vol. IV.

— *Aux Etats-Unis d'Amérique*, 12^e année (1930), vol. VII.

Revue d'économie politique

Henri SÉE : *Les cadres d'une histoire économique de la France*
dans ses relations avec l'histoire générale et la science
économique, janvier-février 1929.

Revue des Deux-Mondes

BRUNETIÈRE : *L'âme américaine*, 1^{er} décembre 1900.

JOURNAUX

Le Capital

BARTHÉLEMY (Joseph) : *La part de l'Etat*, 17 avril 1930.

— *Economie organisée, économie administrée, économie*
gouvernée (1^{er} mai 1930).

BUTLER (Nicolas MURRAY) : *L'économie politique dans le*
monde de demain (5 mai 1930).

CAILLAUX (Joseph) : *Le désordre économique* (9 juillet 1930).

— *Socialisme et bolchevisme : Du vent, des tempêtes*
(avril 1931).

CASSEL (Docteur) : *Le rôle de l'Etat en matière économique*
(article paru dans la *Deutsche Bergswerke Zeitung* du
25 février 1930 et cité dans *Le Capital* du 22 mars 1930).

DAUSSET (Louis) : *Un tiers de crise, deux tiers de défiance*
(sept. 1930).

DELANNAY (L.) : *Méthodes industrielles modernes* (21 juillet 1930).

GIRAUD (René) : *Etats-Unis d'Europe* (1930).

— *La politique et l'économie* (18 mars 1931).

HERRIOT (Edouard) : *L'esprit européen et l'intelligence* (26 nov. 1929).

— *Nécessité d'unir l'Europe* (30 juillet 1929).

HUGONNOT JEAN : *Les problèmes économiques actuels et leur origine historique* (18 mars 1931).

JAMES (Emile) : *La rationalisation industrielle* (2 août 1930).

HUGONNOT (Jean) : *Les problèmes économiques actuels*.

JAMES (Emile) : *La rationalisation industrielle* (2 août 1930).

MAQUENNE (Emile) : *La farce du cadenas* (25 avril 1931).
Les mammoths épuisés (9 avril 1930).

MASSABUAU (Jean) : *Les prêts américains sont-ils des prêts purs et simples ?* (10 juillet 1929).

MILHAUD (Albert) : *Le fléchissement économique aux Etats-Unis* (17 sept. 1930).

NÉROND (Edouard) : *L'offensive douanière américaine* (30 juillet 1930).

POMARET (Charles) : *La conquête de l'Europe par les Etats-Unis* (25 sept. 1930).

ROZ (Firmin) : *Quelques caractères actuels de la vie américaine* (1^{er} mai 1931).

SIEGFRIED (A.) : *Comment se pose le problème de la production aux Etats-Unis* (18 mars 1931.)

LE TROCQUER (Yves) : *Pour l'union douanière européenne* (11 déc. 1929).

— *Solidarité européenne* (26 juillet 1929).

TARLÉ (A. de) : *La crise américaine et le système des hauts salaires* (1931).

X*** : *Deux méthodes (réduction des salaires ou augmentation de la production)* (11 juin 1930).

— *Le problème des prix de revient* (14 nov. 1930).

— *La riposte au dumping russe* (27 avril 1931).

La Dépêche de Toulouse

VAN DER VELDE (Emile) : *Les Etats-Unis et la crise* (12 avril 1931).

Echo de Paris

PERTINAX : *Où vont les Etats-Unis* (24, 25, 26, 27, 28 juin 3 et 6 juillet 1930).

Etudes financières

Etude sur la circulation monétaire (15 février 1930).

L'Européen

FOUGÈRE (Louis) : *La course à la mort* (1929), cité par Yves le Trocquer dans « Solidarité européenne » (*Capital* du 26 juillet 1929).

Information

BARTHÉLEMY (Joseph) : *En attendant la paix économique* (1931).

BAUDIN (Henri) : *La nationalisme économique* (21, 22, 29 sept. (1929).

DESSIRIER (Jean) : *Le commerce extérieur américain* (20 août 1929).

— *La crise américaine de 1920-1922 et la crise actuelle* (26 juillet 1930).

DESPAUX (Albert) : *Emigration anglaise* (3 janvier 1930).

— *Les remèdes à la crise mondiale de sous-consommation* (12 février 1931).

- *Les répercussions de l'ultra-protectionnisme aux Etats-Unis* (1929).
- *La précarité de la balance du commerce des Etats-Unis* (27 juillet 1929).
- *La prospérité économique par la réduction de la durée du travail* (26 février 1931).
- FAIN (Gaël) : *L'industrie automobile américaine et l'Europe* (1930).
- KELLERSOHN (Maurice) : *Chômage et surpopulation* (25 juillet 1930).
- *Le coût social de la rationalisation* (1930).
- *Protectionnisme et économie d'après guerre* (11 juillet 1930).
- *Techniciens et économistes* (15 oct. 1930).
- *Technicité et chômage* (sept. 1930).
- KEYNES (J. M.) : *Coup d'œil sur les progrès passés et futurs de l'économie nationale* (12 oct. 1930).
- *La grande crise de 1930* (20 déc. 1930).
- *Le paradoxe de l'économie britannique* (15 mars 1931).
- GINI (Corrado) : *La crise mondiale* (5 sept. 1930).
- LANDBURGH (Alfred) de Berlin : *La crise mondiale, ses causes et ses enseignements* (9 et 10 sept. 1929).
- MOURRE (Baron) : *La surproduction générale* (3 fév. 1931).
- NOGARO (Bertrand) : *L'or étalon international* (17, 18, 19 sept. 1929).
- PELLETIER (Robert) : *La balance des paiements entre l'Europe et l'Amérique* (1930).
- *L'évolution économique aux Etats-Unis* (3 juillet 1929).
- *Les exportations de capitaux américains en 1929* (1930).
- RÉACHE (Gerville) : *1930 à Wall-Street et l'économie américaine* (6 janvier 1931).
- REISSBACH (E.) : *Protectionnisme*, article paru dans le journal *Die Bank* du 19 juillet 1930 et rapporté par Gaël Fain dans *l'Information* du 3 août 1930).

TRUCHY : *L'Angleterre et le chômage* (29 mai 1930).

Le Pour et le Contre

X*** : *Le nœud gordien* (1^{er} février 1931).

— *Standard of life* (autour du Dumping russe) (5 oct. 1930).

Sans Fil

ALLIX (Edgard) : *L'Etat et l'économie organisée* » (17 avril 1930).

— *La monnaie dirigée* (30 oct. 1930).

— *Le développement de la richesse aux Etats-Unis* (24 sept 1930).

X*** : *Les Etats-Unis et l'Europe* (5 nov. 1930).

— *Les niveaux d'existence de l'ouvrier américain et de l'ouvrier européen* (17 oct. 1930).

— *Les voies nouvelles du commerce américain* (1^{er} août 1930).

— *Vers une fédération économique européenne* (14 oct 1929).

La Tendance

X** : *La finance américaine et l'Europe* (30 déc. 1930).

— *Du nouveau à l'Est* (5 fév. 1931).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Evolution du nationalisme et de l'impérialisme économiques

Chapitre I : Le nationalisme mercantiliste	25
Chapitre II : La réaction libérale et la formation de l'économie mondiale	36
Chapitre III : Le nationalisme et l'impérialisme écono- miques au XIX ^e et au XX ^e siècle	47
Chapitre IV : Théorie socialiste de l'impérialisme écono- mique	65

DEUXIÈME PARTIE

Le nationalisme et l'impérialisme économique américains

Chapitre I : La formation de la nationalité américaine..	108
Chapitre II : La formation de l'économie américaine..	134
Chapitre III : La doctrine américaine de la production..	149
Chapitre IV : Le protectionnisme américain et l'expan- sion coloniale.....	174
Chapitre V : L'impérialisme financier.....	192
CONCLUSION	223
BIBLIOGRAPHIE	244
